Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 7 JANVIER 1939

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7th JANUARY 1939

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUEBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon re-

réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. 1-1-8-o

ception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7. per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 1-1-8-o

Lettres Patentes

"Amsel & Amsel Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: Benjamin Shulman et Samuel Alexander Shulman, avocats, Dorothy Borestky, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce d'exportateur, importateur, expéditeur et marchand de toutes sortes de peaux d'animaux et de fourrures; traiter et préparer pour le marché chacune ou toutes les dites peaux et fourrures; manufacturer, exporter, importer, expédier et faire le commerce de chacun ou de tous les articles de vêtements ou autres qui sont susceptibles d'être fabriqués soit en tout ou en partie des fourrures ou des peaux d'animaux;

2. Exercer le commerce de la fourrure et manufacturer tous articles s'y rapportant et généralement faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières se rapportant directement ou indirectement au dit commerce;

3. Exercer toutes ou l'une quelconque des opérations de manufacturiers de hardes et vêtements de toutes sortes, de tailleurs, drapiers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, drap et dentelle, merciers, fabricants de portemanteaux et confectionneurs généraux et marchands de caoutchouc et d'articles imperméables, parapluies, cannes, ornements, nécessaires de toilette, parfum, savon, et tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires pour les fins de la compagnie, avec le droit de manufacturer, importer et exporter, et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission pour les articles, effets, produits, marchandises et matériels fabriqués précités;

4. Acquérir par voie d'achat, échange, location ou autrement, tout commerce de nature sembla-

Letters Patent

"Amsel & Amsel Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1938, incorporating: Benjamin Shulman and Samuel Alexander Shulman, advocates, Dorothy Borestky, stenographer, fille majeure, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on business as exporter, importer, and shipper of and dealer in all kinds of furs and animal skins; to treat and prepare for the market any or all of such furs and skins; to manufacture, export, import, ship and deal in any or all articles of clothing or otherwise which are capable of being made either in whole or in part from furs or animal skins;

2. To carry on the fur trade and manufacture of all articles in connection therewith and generally all business operations commercial, industrial, financial, directly or indirectly connected with such trade;

3. To carry on all or any of the business of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters and dealers in india-rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap, and any other articles, commodities merchandise or things necessary for the purposes of the company, with the right to manufacture, import and export, and to act as manufacturers' agents or commission agents in above kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials;

4. To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind,

ble, y compris les machineries, fonds de commerce, clientèle, ameublement et autres accessoires, et les payer en deniers comptants ou en actions dûment libérées de la compagnie, le prix et le nombre d'actions qui pourra être déterminé par la compagnie;

5. Acquérir, détenir, louer, vendre ou échanger les actions du capital, les débentures ou valeurs de toute corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

6. Acquérir par achat, échange, location ou autrement et détenir, posséder, développer, faire le commerce, vendre ou autrement négocier toutes sortes d'immeubles et de propriétés immobilières, terrains, entrepôts, magasins et édifices et tous droits ou intérêts s'y rapportant;

7. Exercer toute autre industrie ou entreprise qui semblera à la compagnie susceptible d'être économiquement ou convenablement exercée en même temps qu'une partie quelconque des opérations de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement les intérêts de la compagnie;

8. Souscrire, acheter ou acquérir ou accepter, détenir, faire le commerce, vendre et aliéner les obligations, débentures ou valeurs de toute compagnie ou corporation et exercer chacun et tous les pouvoirs de voter sur icelles par ses officiers dûment autorisés ou par procureurs dûment nommés;

9. Faire des avances de deniers par voie de prêt, obligations ou autrement aux personnes ou corporations ayant des relations d'affaires avec la compagnie et à d'autres personnes moyennant les conditions et garanties qui seront jugées convenables et garantir l'exécution de toute obligation ou entreprise par toute autre compagnie, firme ou individu ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou dans lesquels elle est en aucune manière intéressée;

10. Agir comme gérants ou agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant un commerce semblable ou allié;

11. Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable ou allié et en assumer les obligations;

12. Vendre, louer, transférer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'industrie et entreprise de la compagnie à toute autre personne, firme, compagnie ou corporation et accepter par voie de considération de telle vente, location ou transfert, des deniers ou toutes actions, parts, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

13. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la coopération ou la fusion avec toute autre personne, société ou compagnie;

14. Emettre des actions entièrement libérées ou partiellement libérées, des parts, obligations ou débentures de la compagnie à toute personne, firme ou corporation pour tous biens ou droits acquis par la compagnie, et rémunérer soit en deniers ou en actions, obligations ou débentures tel que précité, toute personne, firme ou corporation pour services rendus à la compagnie en rapport avec sa constitution en corporation, sa formation ou son organisation ou en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie, sous le nom de "Amsel & Amsel Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars ($49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

including, machinery, stock in trade, good-will, furniture and other accessories, and pay for same in cash, or duly paid up shares, of the company for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

5. To acquire, hold, lease, sell or exchange shares of stock or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

6. To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise of all kinds of real estate and immoveable property, lands, warehouses, stores, and buildings and any interests or rights connected therewith;

7. To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the company's interests;

8. To subscribe for, purchase, or acquire or to accept, hold, deal in, sell and dispose of bonds, debentures or securities of any company or corporation and to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy, duly appointed;

9. To make advances by way of loan, bonds or otherwise to persons or corporations having dealings with the company and to other persons upon such conditions and security as may be deemed advisable and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking by any other company, firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

10. To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

11. To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business and to assume the liabilities thereof;

12. To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertakings of the company to any other person, firm, company or corporation and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer monies or any shares, stock, debenture, bonds or securities of any other company or corporation;

13. To enter into any agreement for sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company;

14. To issue either fully or paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation for any property or right acquired by the company and to remunerate either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid any person, firm or corporation for services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business, under the name of "Amsel & Amsel Inc.", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars ($49,900.00), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de décembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3 Sous-secrétaire de la Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

4-o Under Secretary of the Province.

"Armand F. Lamarre Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Maria Lamarre, clavigraphiste, Benoit Lamarre, vendeur, et Viateur Lamarre, solliciteur, tous trois de St-Rémi, dans le comté de Napierville, district d'Iberville, dans les buts suivants:

1. Faire et exercer, en gros ou en détail ou des deux manières, comme marchands, négociants, manufacturiers, importateurs ou exportateurs, comme marchands à commission ou comme agent commercial, le commerce général de tabacs, cigarettes, cigares, articles de fumeurs et de leurs accessoires, le commerce général de chocolats et bonbons, et de toute autre ligne connexe, généralement faire le commerce de toutes autres choses et lignes nécessaires, propices et convenables pour l'achat, vente, exportation, importation et fabrication d'objets, d'effets et de marchandises identiques à ceux vendus par les marchands de la même ligne;

2. Acquérir toutes marques de commerce, dessins de fabrication, brevets, droits de brevets, licences, privilèges, ou autorités concernant toutes inventions utiles à la Compagnie, en disposer en aucun temps;

3. Acheter, vendre, manufacturer, exporter, importer et faire le commerce de toutes sortes d'articles et choses qui seront nécessaires pour les objets des affaires de la Compagnie, ou ordinairement employés ou vendus par les personnes ou compagnies engagées dans semblables industries ou paraissant engagées dans semblables industries ou paraissant capables d'être avantageusement employées en rapport avec les affaires de ladite Compagnie;

4. Acheter, acquérir, exploiter, gérer, administrer, échanger, vendre ou autrement aliéner tous fonds de commerce, magasins de gros ou de détail se rapportant de loin ou de près aux objets de la présente Compagnie;

5. Exercer toutes autres industries ou commerces que la Compagnie croira pouvoir exercer convenablement, en même temps que son commerce, de nature à accroître directement ou indirectement le commerce de la Compagnie;

6. Acheter, vendre, louer ou prendre à bail, améliorer, détenir, et mettre en valeur toutes propriétés mobilières ou immobilières, réelles ou personnelles, fabrications et établissements, industries, actions, obligations de toutes descriptions quelconques;

7. Acquérir comme industries en exploitation, l'actif, l'entreprise, la clientèle, les propriétés mobilières, immobilières, privilèges, franchises, contrats, comptes recevables de toutes autres industries semblables aux objets de la présente Compagnie, et spécialement acquérir, à titre de commerce en exploitation, l'actif, l'entreprise, la clientèle, les propriétés mobilières et immobilières, privilèges, franchises, contrats, comptes recevables, patentes, brevets de la maison "Elzéar Emard Enrg.", faisant actuellement affaires à St-Rémi de Napierville, et de payer ces acquisitions ou achats en tout ou en partie, par l'émission d'actions entièrement li-

"Armand F. Lamarre Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1938, incorporating: Maria Lamarre, typist, Benoit Lamarre, salesman, and Viateur Lamarre, convasser, all three of St-Remi, in the county of Napierreville, district of Iberville, for the following purposes:

1. To act and carry on business, wholesale or retail or both, as merchants, dealers, manufacturers, importers or exporters, commission merchants or as commercial agent, and deal generally in tobacco, cigarettes, cigars, smokers' supplies and their accessories, chocolates and candies, and any other line connected therewith, and generally deal in any other things and lines of goods necessary, appropriate and suitable to the purchase, sale, exportation, importation and manufacture of goods, wares and merchandise identical to those sold by merchants in the same line of business;

2. To acquire any trademarks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges, or authorizations respecting any inventions useful to the company, and dispose of the same at any time;

3. To purchase, sell, manufacture, export, import and deal in all kinds of articles and things which may be necessary for the objects of the business of the company, or ordinarily used or sold by persons or companies engaged in similar industries or seemingly engaged in similar industries or capable of being advantageously employed in connection with the business of the said company;

4. To purchase, acquire, operate, manage, administer, exchange, sell or otherwise dispose of any stock in trade, wholesale or retail stores closely or remotely connected with the objects of the present company;

5. To carry on any other industries or businesses which the company may conveniently carry on in connection with its business, or calculated to directly or indirectly enhance the business of the company;

6. To purchase, sell, lease or take on lease, improve, hold and turn to account any movable or immovable properties, real or personal, manufactures and establishments, industries, shares, bonds of any description whatsoever;

7. To acquire as going concerns, the assets, undertaking, custom, movable and immovable properties, privileges, franchises, contracts, accounts receivable of any other industries similar to the objects of the present company, and especially to acquire, as a going concern, the assets, undertaking, custom, movable and immovable properties, privileges, franchises, contracts, accounts receivable, patents, brevets of the firm "Elzéar Emard Enrg.", actually carrying on business at St-Rémi de Napierville, and to pay for the said acquisitions or purchases in whole or in part, by the issue of fully paid up shares of the company, and to undertake and pay any debts

bérées de la Compagnie, et d'assumer et payer toutes dettes et obligations de telles acquisitions ou achats, le tout pour les prix, charges, clauses et conditions, jugés les plus avantageux pour la Compagnie et à être acceptables par les Directeurs de la Compagnie;

8. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires avec toute autre personne ou Compagnie exerçant ou exploitant une industrie ou transaction que la Compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente Compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou Compagnies ou clients, ou personnes en relation d'affaires avec la Compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle Compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

9. Emettre des débentures, actions-débentures, bons, obligations et valeurs de toutes sortes, et les rédiger, constituer ou garantir de la manière jugée convenable, avec l'entière autorité de les faire transférables par livraison ou par acte de transport ou autrement, à termes rachetables, convertissables, et les garantir par acte de fiducie ou autrement sur la totalité ou toute partie de l'actif de la Compagnie, présent et futur;

10. Donner toute garantie en rapport avec des hypothèques, obligations, débentures, actions, stocks, certificats, prêts, placements et valeurs, soit faits ou affectés ou requis par l'entremise de l'agence de la Compagnie ou autrement, et généralement garantir ou se porter garant pour l'exécution de tous contrats et obligations;

11. Acheter, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, bons ou débentures ou d'autres valeurs dans toute autre Compagnie dont les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de cette Compagnie, ou qui exerce toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter à la Compagnie, soit directement ou indirectement, et établir, promouvoir ou aider autrement telle Compagnie ou Compagnies;

12. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens réels et personnels, mobiliers et immobiliers, que la Compagnie croira nécessaires ou désirables, et vendre, améliorer, administrer, développer, louer, hypothéquer, mettre en valeur ou autrement approprier la totalité ou toute partie des biens de la Compagnie ou en disposer;

13. Emettre des actions libérées, obligations ou débentures ou autres valeurs en paiement, soit intégral ou partiel, de toutes propriétés foncières ou personnelles, mobilières ou immobilières, services, droits, baux, commerce, franchise, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis ou concessions que cette Compagnie pourra légalement acquérir et en paiement ou paiements partiels ou en échange pour des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre Compagnie faisant un commerce semblable ou connexe au commerce de la Compagnie;

14. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociales ou transférables, ainsi que recevoir des argents en dépôt, à intérêts ou autrement ou sous telles conditions qui pourront être fixées;

and liabilities of such acquisitions or purchases, the whole for the price, charges, clauses and conditions, deemed the most advantageous for the company and being acceptable to the directors of the company;

8. To enter into arrangements for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or for other similar purposes with any other person or company carrying on or engaged in any industry or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any industry or transaction which may be conducted so as to directly or indirectly benefit the present company, and to lend money, to guarantee the contracts of or otherwise assist these said persons or companies or customers, or persons having dealings with the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell, with or without security or otherwise dispose of the same;

9. To issue debentures, debenture stock, bonds, obligations and securities of all kinds, and to frame, constitute or guarantee the same in the manner deemed suitable, with full authority to make the same transferable by delivery or by deed or otherwise, whether redeemable or convertible and to guarantee the same by trust deed or otherwise on the whole or any part of the assets of the company, present or future;

10. To give any security in connection with hypothecs, bonds, debentures, shares, stock, certificates, loans, investments and securities, whether made or affected or required by or through the agency of the company or otherwise, and generally to guarantee or become liable for the performance of any contracts and obligations;

11. To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds, or debentures or other securities in any other company having objects in whole or in part similar to those of the present company, or carrying on any industry which may be conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to establish, promote or otherwise assist such company or companies;

12. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any properties, real and personal, movable and immovable, which the company may deem necessary or desirable, and to sell, improve, manage, develop, lease, hypothecate, turn to account or otherwise appropriate of the whole or any part of the properties of the company or dispose of the same;

13. To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities in full or part payment, of any properties, real or personal, movable or immovable, services, rights, leases, business, franchise, undertakings, powers, privileges, licenses or concessions which the present company may lawfully acquire and in payment or part payment or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company carrying on a business similar to or connected with the business of the company;

14. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments, and also to receive money on deposit, at interest or otherwise or upon such conditions as may be fixed;

(*e*) Les pouvoirs mentionnés à chacun des paragraphes ci-dessus ne sont aucunement limités ou restreints par allusion ou en raison des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "Armand F. Lamarre Ltée".

(*h*) Que le montant du capital social est et sera de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en huit cents (800) actions ordinaires ou communes d'une valeur au pair de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune;

Les actions ordinaires ou communes seront vendues à vingt-cinq dollars ($25.00) l'action et aux conditions suivantes, savoir:

(*a*) Chaque détenteur d'actions ordinaires ou communes ne pourra en disposer qu'après les avoir offertes en vente à d'autres détenteurs d'actions ordinaires, à leur prix d'acquisition ou à tout autre prix et d'après le mode suivant, savoir:

1. Ce détenteur devra aviser par écrit le Secrétaire de la Compagnie de son intention de disposer de ses actions;

2. Le Secrétaire devra envoyer aux autres détenteurs d'actions ordinaires en règle, un avis par écrit et adressé à leur adresse contenue dans le régistre des actionnaires;

3. Cet avis devra énoncer l'intention de ce détenteur de vendre ses actions et les autres détenteurs d'actions ordinaires désireux de s'en porter acquéreur, devront communiquer par écrit au Secrétaire leur intention;

4. Au cas où il y aurait plusieurs détenteurs désireux de s'en porter acquéreurs, elles devront être tirées au sort;

5. Advenant le cas où aucun détenteur ne s'en porterait ainsi acquéreur dans un délai de quinze jours de la date de l'avis adressé au Secrétaire, ce détenteur sera libre d'en disposer en faveur de qui que ce soit;

(*b*) Les Directeurs se réservent le droit et pouvoir de déterminer toutes autres conditions relatives à la répartition et au paiement des actions ordinaires;

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Rémi, dans les comtés de Napierville-Laprairie.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

5-0

(*e*) The powers mentioned in each of the above paragraphs shall in no way be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Armand F. Lamarre Ltée".

(*h*) That the amount of the capital st ck is and shall be twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into eight hundred (800) ordinary or common shares of a par value of twenty five dollars ($25.00) each;

The ordinary or common shares will be sold at twenty five dollars ($25.00) per share and upon the following conditions, namely:

(*a*) Each holder of common or ordinary shares may dispose of the same only after having offered the same for sale to other holders of common shares, at their purchase price or at any other price and in the following manner, namely:

1. The said holder must advise the Secretary of the company, in writing, of his intention to dispose of his shares;

2. The Secretary shall send to the other holders of common shares in good standing, a notice in writing and addressed to their address contained in the register of shareholders;

3. The said notice shall state the intention of the said holder to sell his shares and the other holders of common shares desirous of acquiring the same, shall communicate their intention by writing to the secretary;

4. In the case where several holders are desirous of purchasing the same, they shall be chosen by drawing lots;

5. In the event of no holder being desirous of acquiring the same within a delay of fifteen days from the date of the notice addressed to the secretary, the said holder shall be free to dispose of the said shares to anyone whomsoever;

(*b*) The directors reserving the right and power to determine any other conditions respecting the allotment and payment of the ordinary shares;

The head office of the company will be at St-Rémi, in the counties of Napierreville-Laprairie.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

6

"Auto Parts & Ignition Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Clovis Dagenais, avocat, et Flore-Annette Poirier, sténographe, fille majeure usant de ses droits, de la cité de Montréal, Benoit Hémond, étudiant en droit, de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger, et généralement faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces, et de toutes sortes de machinerie, instruments, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciment, solutions, dispositifs qui se rapportent ou non à la construction de moteurs-véhicules, et de toutes choses qui peuvent servir avec tels moteurs-véhicules ou dans leur fabrication, entretien et opération, respectivement;

"Auto Parts & Ignition Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1938, incorporating: Clovis Dagenais, advocate, and Flore-Annette Poirier, stenographer, spinster of age and in the use of her rights, of the city of Montreal, Benoit Hémond, student at law, of the city of Verdun, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy, sell, import, export, exchange, and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburators, accessories, parts, and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith, or in the manufacture maintenance and working thereof respectively;

2. Manufacturer, réparer, acheter, vendre, échanger, importer, exporter, et généralement, faire le commerce de toutes les pièces et accessoires qui entrent généralement dans et se rapportent à la construction de voitures-automobiles et de véhicules moteurs;

3. Faire sur les véhicules automobiles et tous moteurs quelconques les réparations concernant l'électricité, l'ignition et le mécanique;

4. Acheter ou autrement acquérir, et assumer la totalité ou toute partie de l'actif du commerce, des biens, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute compagnie, société, firme ou personne exploitant toute partie du commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter, ou en possession de biens convenables aux fins de cette compagnie, ou de toute compagnie dans laquelle cette compagnie détient des actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs, et les payer en argent ou en actions ou valeurs, ou en toute autres considérations, et exploiter l'industrie de toute telle compagnie, société, firme ou personne dont l'actif aura été ainsi acquis;

5. Exploiter et utiliser toutes sortes de franchises et privilèges;

6. Emettre la totalité ou toute partie de ses actions, fonds, débentures, bons ou autres valeurs en échange ou en paiement de tous autres intérêts de toute nature quelconque, y compris des actions, débentures et bons de toute autre compagnie, association ou société;

7. Emprunter les montants que la compagnie croira utile et nécessaire d'emprunter pour les fins de son entreprise ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs, et cela en aucun temps et aussi souvent qu'elle jugera à propos, et contracter les dits emprunts aux termes et conditions et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie croira convenables;

8. Emettre en aucun temps et aussi souvent que la compagnie croira utile et nécessaire, des actions-débentures, et en disposer pour les sommes et aux termes et conditions que la compagnie croira à propos;

9. Faire tous contrats de louage, de service, cautionnement, mandat, agence et transaction, et généralement tous contrats ou conventions qu'une corporation peut faire sans aucune exception;

10. Exploiter toute autre industrie connexe aux objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation, et que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec son industrie et généralement faire toutes les choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susdits;

11. Emettre et répartir des actions entièrement libérées ou sujettes à appel, obligations, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, en paiement de tous services rendus, dettes ou obligations de la compagnie, sous le nom de "Auto Parts & Ignition Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de $19,000.00.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est divisée en douze cents actions privilégiées de dix dollars ($10.00) chacune et sept mille actions ordinaires d'un dollar ($1.00) chacune.

a. Les actions privilégiées ne confèreront pas le droit de vote, mais elles auront droit à même l'excédent des bénéfices nets, lorsqu'établis, à des dividendes non cumulatifs au taux de six pour cent (6%) par année pour chaque année, de préférence et avec priorité au paiement de dividende

2. To manufacture, repair, buy, sell, exchange, import, export and generally deal in all parts and accessories which generally enter into and are connected with the construction of automobiles and motor vehicles;

3. To make any repairs to automobiles and motors generally with respect to electricity, ignition and mechanics;

4. To purchase or otherwise acquire, and undertake the whole or any part of the assets, business, properties, privileges, contracts, rights, obligations and engagements of any company, partnership, firm or person carrying on any part of the business which the present company is authorized to carry on, or possessed of properties suitable for the purposes of the present company, or of any company in which the present company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, and to pay for the same in cash or in shares or securities, or in any other consideration and to operate the industry of any such company, partnership, firm or person whose assets have been so acquired;

5. To operate and utilize all kinds of franchises and privileges;

6. To issue the whole or any part of its shares, funds, debentures, bonds or other securities in exchange or in payment for any interests of any nature whatsoever, including shares, debentures and bonds of any other company, association or partnership;

7. To borrow any amounts which the company may deem useful and necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the exercise of any of its powers, and this at any time and as often as it may deem it expedient, and to contract the said loans upon the terms and conditions and by giving any guarantees and hypothecs which the company may deem expedient;

8. To issue at any time as often as the company may deem it useful and necessary, debenture-stock and to dispose of the same for such sums and upon such terms and conditions as the company may deem fit;

9. To enter into any contracts of lease, service, surety, mandate, agency and transaction, and generally any contracts or agreements which a corporation may make without exception;

10. To carry on any other industry connected with the objects for which the present company is incorporated, and which the company may deem capable of being conveniently carried on in connection with its industry and generally to do all things connected with or incidental to the attainment of the foregoing objects;

11. To issue and allot fully paid up or assessable shares, bonds, debenture-stock or other securities of the company, in payment for services rendered, debts or obligations of the company, under the name of "Auto Parts & Ignition Limited".

The amount of the capital stock of the company is $19,000.00.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is divided into twelve hundred preferred shares of ten dollars ($10.00) each and seven thousand common shares of one dollar ($1.00) each.

a. The preferred shares shall confer no voting right, but they shall be entitled, out of the surplus net profits, when established, to non-cumulative dividends at the rate of six per cent (6%) per annum for each year, in preference and with priority to the payment of dividends on the com-

sur les actions ordinaires pour telle année. Ces actions privilégiées seront rachetables par la compagnie, au pair, au gré du conseil d'administration.

Dix pour cent des bénéfices nets pour chaque année, après avoir pourvu au paiement des dividendes privilégiés non cumulatifs, seront versés dans un fonds de réserve et le conseil d'administration utilisera de temps à autre les fonds ainsi mis de côté pour le rachat des actions privilégiées non cumulatives à six pour cent (6%) qui pourront être offertes à un prix n'excédant pas le pair, et de plus, le conseil d'administration pourra faire un tirage au sort, de la manière qui sera jugée à propos;

b. Les actions ordinaires seront toutes sujettes au droit de priorité des porteurs d'actions privilégiées non cumulatives à six pour cent (6%) et elles conféreront le droit de vote et la qualification pour devenir un directeur de la compagnie;

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

7—0 Sous-secrétaire de la Province.

mon shares for such year. The said preferred shares shall be redeemable by the company, at par, at the option of the Board of Directors.

Ten per cent of the net profits for each year, after having provided for the payment of the non-cumulative preferential dividends, will be paid into a reserve fund and the board of directors shall from time to time use the funds so set aside for the redemption of preferred non-cumulative shares at six per cent (6%) which may be offered at a price not exceeding par, and moreover the board of directors may draw lots, in the manner deemed expedient;

b. The common shares shall all be subject to the right of priority over the holders of preferred non-cumulative shares at six per cent (6%) and they shall confer the right to vote and eligibility to become director of the company;

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

8 Under Secretary of the Province.

"Border-Cadillac Mines (Quebec), Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: Horace Hume Van Wart, et James George Merrick, avocats, John Arthur Withrow, comptable, tous de la cité de Toronto, province d'Ontario, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer, ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner ses mines, terrains miniers, droits de mine, droit de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces, électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, chapitre 80 en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses serviteurs ou ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises ou travaux;

"Border-Cadillac Mines (Quebec), Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1938, incorporating: Horace Hume Van Wart, and James George Merrick, Barristers-at-Law, John Arthur Withrow, Accountant, all of the City of Toronto, in the Province of Ontario, for the following purposes:

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in section 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the Company or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. Faire tous tels actes et opérations qui sont un accessoire à ceux précités ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle a été constituée en corporation;

10. Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Border-Cadillac Mines (Quebec), Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de décembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

9 Sous-secrétaire de la province.

9. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

10. The Shareholders of the Company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Border-Cadillac Mines (Quebec), Limited" (No Personal liability), with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at the city and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

10-o Under Secretary of the Province.

"Dansereau-Gaucher Accessoires d'Autos Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Roland Dansereau, marchand, et Simone Champoux, sténographe, célibataire et fille majeure, des cité et district de Montréal, Lucien-Napoléon Gaucher, voyageur de commerce, des cité et district de Sherbrooke, dans les buts suivants:

Faire affaires comme manufacturiers, acheteurs, vendeurs, importateurs et exportateurs dans le gros et dans le détail, dans le commerce d'automobiles, et tout ce qui peut se rattacher au dit commerce d'automobiles;

Acheter, vendre et manufacturer des automobiles et des accessoires d'automobiles, ainsi que toute machine nécessaire au dit commerce, et toute manufacture ou bâtisse, ou local nécessaire au dit commerce et qui pourraient être nécessaires aux employés de la dite compagnie, ou à la dite compagnie;

Faire rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus, ou à être rendus dans la vente des parts de la compagnie, ou pour toute la formation de ladite compagnie et la conduite des affaires, pourvu toutefois, qu'aucune commission ne sera payée à aucune personne lorsqu'elle souscrira ou consentira de souscrire à la dite compagnie, pour aucune part, débenture, ou d'autres garanties de la dite compagnie;

Acheter ou aider à acheter ou à prélever les argents nécessaires pour acheter d'autres compagnies faisant affaires dans le même commerce;

Exercer le métier de mécanicien et machiniste et faire les réparations aux machines-automobiles et tous autres véhicules;

Faire le commerce d'automobiles et autres véhicules, ainsi que tous accessoires et pièces de rechange, non usagées et usagés;

Exploiter un ou des garages et entrepôts pour remiser toutes espèces de véhicules et toutes sortes de marchandises et effets;

Ouvrir des magasins et succursales pour la vente et l'échange de toutes sortes de véhicules et leurs accessoires, en gros ou en détail;

Faire le commerce de distributeur d'automobiles et de véhicules-moteurs de toutes sortes et de leurs accessoires, sous le nom de "Dansereau-Gaucher Accessoires d'Autos Limitée".

Le montant du capital-actions sociale de la Compagnie sera de $5,050.00.

"Dansereau-Gaucher Accessoires d'Autos Limitée"

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1938, incorporating: Roland Dansereau, merchant, and Simone Champoux, stenographer, spinster of age, of the city and district of Montreal, Lucien Napoléon Gaucher, commercial traveller, of the city and district of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, buyers, sellers, importers and exporters both wholesale and retail of automobile and automobile supplies, and everything incidental to the said automobile business;

To purchase, sell and manufacture automobiles and automobile accessories, as well as any machine necessary to the said business, and any factory or building, or premises necessary to the said business and which may be necessary for the employees of the said company, or to the said company;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in the selling of shares of the company, or the formation of the said company and the conduct of its business, provided however, that no commission be paid to any person when they shall have subscribed or agreed to subscribe to the said company, for any share, debenture or other securities of the said company;

To purchase or assist in purchasing or raising the money necessary to purchase other companies carrying on the same line of business;

To carry on the trade of mechanic and machinist and to repair motor vehicles or any other vehicles;

To deal in automobiles and other vehicles, as well as any accessories and spare parts, whether new or used;

To operate one or more garages and warehouses to store all kinds of vehicles and all kinds of merchandise and effects;

To open stores and branches for the sale and exchange of all kinds of vehicles and their accessories, wholesale and retail;

To carry on business as distributors of automobiles and motor vehicles of all kinds and their accessories, under the name of "Dansereau-Gaucher Accessoires d'Autos Limitée".

The amount of the joint capital stock of the company shall be $5,050.00

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur de $1.00 chacune, et de 50 actions privilégiées de $100.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $550.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sherbrooke, dans le district de Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

11—o Sous-secrétaire de la Province.

The capital stock of the company shall be divided into 50 common shares of a value of $1.00 each, and 50 preferred shares of $100.00 each, and the amount with which the company shall begin its operations is $550.00.

The head office of the company will be at Sherbrooke, in the district of Sherbrooke.

Dated at the office of the Provincial Secretary this sixth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

12 Under Secretary of the Province.

"Harvard Clothes Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: Benjamin Shulman et Samuel Alexander Shulman, avocats, Dorothy Boretsky, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer toutes ou l'une quelconque des opérations de manufacturiers et détaillants de hardes et vêtements de toutes sortes, de tailleurs, drapiers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, drap et dentelle, merciers, fabricants de portemanteaux et confectionneurs généraux et marchands de caoutchouc et d'articles imperméables, parapluies, cannes, ornements, nécessaires de toilette, parfum, savon et tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires pour les fins de la compagnie, avec le droit de manufacturer, importer et exporter et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission pour les articles, effets, produits, marchandises et matériels fabriqués précités;

2. Exercer un commerce général mercantile comme importateur et marchand des articles, effets et marchandises des sortes précitées, soit en gros ou en détail, et au moyen de magasins, entrepôts, boutiques ou d'agences dans tous les endroits que la compagnie croira profitables ou avantageux;

3. Agir comme agents à commission ou agents commerciaux en rapport avec les produits de toute nature et description, naturels, importés ou manufacturés de nature précitée, et acheter et vendre tous tels produits moyennant une commission, un salaire ou autre considération légale;

4. Agir et exercer le commerce de courtiers et agents généraux pour l'achat et la vente des commodités vendables de toute nature et description et faire et conclure chacun et tous contrats légaux s'y rapportant;

5. Procurer, posséder, louer et exploiter des moulins, magasins, entrepôts et établissements manufacturiers pour la proptection des commodités vendables et des produits de toute nature et description, non prohibés par loi ou sujet à un permis spécial ou autre restriction, et en rapport les dits articles quelconques restreints de cette manière, procurer, utiliser et disposer des dits permis, licence, franchise ou autre autorisation de ce faire, et au moyen de tout contrat valable et légal, et pour toute considération quelconque;

6. Acquérir par achat, échange, bail ou autrement et détenir, posséder, développer, faire le commerce, vendre ou autrement aliéner toutes sortes d'immeubles et de propriétés immobilières, terrains, entrepôts, magasins et édifices et tous intérêts ou droits s'y rapportant;

"Harvard Clothes Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1938, incorporating: Benjamin Shulman and Samuel Alexander Shulman, advocates, Dorothy Boretsky, stenographer, fille majeure, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on all or any of the businesses of manufacturers and retailers of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters and dealers in india rubber and water proof goods, umbrellas, walking stocks, ornaments, toilet requisites, parfumery, soap, and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purpose of the company, with the right to manufacture, import and export, and to act as manufacturers' agents or commission agents, in above kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials;

2. To carry on a general mercantile business as importers and dealers in above kinds of goods, ware and merchandise, whether wholesale or retail, and by means of stores, warehouses shops, or agencies in all such places as the company may deem to be profitable and advantageous;

3. To act as commission or commercial agents in respect of above kinds of natural imported or manufactured products of every nature and description, and to buy and sell all such products upon a commission, salary or other lawful consideration;

4. To act and carry on business as brokers and agents generally, the buying and selling of merchantable commodities of above kind and description, and to make and enter into every and all kinds of lawful contracts in respect thereof;

5. To procure, own, lease and operate mills, stores, warehouses and manufacturing establishments for the protection of merchantable commodities and products of every kind and description, not prohibited by law or subject to special licence or other restriction, and in respect of any such articles so restricted to procure, use and dispose of such license, permit, franchise or other authority for so doing, and by means of any good and lawful contract, and for any kind of consideration;

6. To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immoveable property, lands, warehouse, stores, and buildings and any interests or rights connected therein;

7. Exercer toute autre industrie ou entreprise qui semblera à la compagnie susceptible d'être économiquement ou convenablement exercée en même temps qu'une partie quelconque des opérations de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement les intérêts de la compagnie;

8. Souscrire, acheter ou acquérir ou accepter, détenir, faire le commerce, vendre et aliéner les obligations, débentures ou valeurs de toute compagnie ou corporation et exercer chacun et tous les pouvoirs de voter sur icelles par ses officiers dûment autorisés ou par procureurs dûment nommés;

9. Faire des avances de deniers au moyen de prêts, obligations, ou autrement aux personnes ou corporations ayant des relations d'affaires avec la compagnie et aux autres personnes moyennant les conditions et la garantie, qui seront jugées convenable et garantir l'exécution de toute obligation ou entreprise par toute autre compagnie, firme ou individu ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou dans lesquels elle est en aucune manière intéressée;

10. Agir comme gérants ou agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant un commerce semblable ou allié;

11. Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable ou allié et en assumer les obligations;

12. Vendre, louer, transférer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque du commerce et des entreprises de la compagnie à toute autre personne, firme, compagnie ou corporation et accepter par voie de considération pour telle vente, location ou transfert, des deniers ou toutes actions, parts, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

13. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la coopération ou la fusion de toute autre personne, société ou compagnie;

14. Emettre des actions entièrement ou partiellement libérées, des parts obligations ou débentures de la compagnie à toute personne, firme ou corporation pour tous biens ou droits acquis par la compagnie et rémunérer soit en deniers ou en actions, obligations ou débentures tel que précité, toute personne, firme ou corporation pour services rendus à la compagnie en rapport avec sa constitution, sa formation ou son organisation ou en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie, sous le nom de "Harvard Clothes Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de décembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

43 Sous-secrétaire de la Province.

7. To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the company's interests;

8. To subscribe for, purchase or acquire or to accept, hold, deal in, sell and dispose of bonds, debentures or securities of any company or corporation and to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy, duly appointed;

9. To make advances by way of loan, bonds or otherwise to persons or corporations having dealings with the company and to other persons upon such conditions and security, as may be deemed advisable and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking by any other company, firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

10. To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

11. To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business and to assume the liabilities thereof;

12. To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertakings of the company to any other person, firm, company or corporation and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

13. To enter into any agreement for sharing profits co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company;

14. To issue either fully or paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company and to remunerate either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid any person, firm or corporation for services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business under the name of "Harvard Clothes Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

44-o Under Secretary of the Province.

"Hershbain Brothers Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: Benjamin Shulman et Samuel Alexander Shulman, avocats, Dorothy Boretsky, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

"Hershbain Brothers Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1938, incorporating: Benjamin Shulman and Samuel Alexander Shulman, advocates, Dorothy Boretsky, stenographer, fille majeure, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. Manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter comme grossistes et détaillants ainsi comme manufacturiers de toutes sortes de machines à coudre, pièces et accessoires de machines à coudre;

2. Manufacturer, acheter, vendre et autrement acquérir, aménager, installer, réparer, négocier et faire le commerce de machines à coudre, engins, bouilloires, outillages d'usine d'énergie, pouvoir hydraulique de toutes sortes, outillage électrique, minier et industriel, outils, accessoires de toutes sortes, camions-automobiles et accessoires, aéroplanes et accessoires, bateaux à vapeur, remorqueurs et autres appareils flottants; et généralement acheter, vendre, échanger et faire le commerce de tous matériels, métaux et articles utilisés dans la fabrication, l'exploitation et la réparation de la totalité ou de l'un quelconque des dits biens; exercer les opérations d'entrepreneurs-généraux et construire, exécuter, exercer, aménager, améliorer, travailler et développer des travaux et convenances publics et privés de toutes sortes, et leur outillage dans toutes ses spécialités;

3. Agir comme agents à commission ou agents commerciaux en rapport avec tous les produits précités, importés ou fabriqués de toute nature et description, et acheter et vendre les dits produits moyennant une commission, un salaire ou autre considération légale;

4. Agir et exercer le commerce de courtiers et agents en général pour l'achat et la vente des commodités vendables précitées, et faire et conclure chacune et toutes sortes de contrats légaux y afférants;

5. Procurer, posséder, louer et exploiter des moulins, magasins, entrepôts et établissements manufacturiers pour la protection des commodités et produits vendables de toute nature et description, non prohibés par la Loi ou sujet à un permis ou une licence spécial ou autre restriction, et en rapport avec les articles restreints de cette manière procurer, utiliser et disposer des dits permis, licences, franchises ou autre autorisation d'agir de cette façon et au moyen de tout contrat valable et légal et toute autre sorte de considération;

6. Acquérir par achat, échange, location ou autrement et détenir, posséder, développer, faire le commerce, vendre ou autrement aliéner toutes sortes d'immeubles et propriétés immobilières, terrains, entrepôts, magasins et édifices et tous intérêts ou droits s'y rapportant;

7. Exercer toute autre industrie ou entreprise qui semblera à la compagnie susceptible d'être économiquement ou convenablement exercée en même temps qu'une partie quelconque des opérations de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement les intérêts de la compagnie;

8. Souscrire, acheter ou acquérir ou accepter, détenir, faire le commerce vendre et aliéner les obligations, débentures ou valeurs de toute compagnie ou corporation et exercer chacun et tous les pouvoirs de voter sur icelles par ses officiers dûment autorisés ou par procureurs dûment nommés;

9. Faire des avances de deniers au moyen de prêts, obligations ou autrement aux personnes ou corporations ayant des relations d'affaires avec la compagnie et aux autres personnes moyennant les conditions et garanties, qui seront jugées convenables et garantir l'exécution de toute obligation ou entreprise par toute autre compagnie, firme ou individu ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou dans lesquels elle est en aucune manière intéressée;

1. To manufacture, buy, sell, import and export both as wholesalers and retailers as well as manufacturers of all kinds of sewing machines, parts and accessories thereto;

2. To manufacture, buy, sell, and otherwise acquire, equip, set up, repair, deal in, and deal with sewing machines, engines, boilers, power plant equipment, hydraulic equipment of all kinds, electrical, mining, and industrial equipment, tools, implements of all kinds, automobile trucks and supplies, aeroplanes and supplies, steamboats, tugs, and other floating equipment; and generally to buy, sell, exchange, and deal in all materials, metals and articles used in the manufacture, operation, and repair of the said property, or any of same; to carry on the business of general contractors and to construct, execute, carry out, equip, improve, work and develop, public and private works and conveniences of all kinds, and the equipment thereof in all their branches;

3. To act as commission or commercial agents in respect of all above mentioned kinds of imported or manufactured products of every nature and description, and to buy and sell all such products upon a commission, salary or other lawful consideration;

4. To act and carry on business as brokers and agents generally, the buying and selling of above merchantable commodities and to make and enter into every and all kinds of lawful contracts in respect thereof;

5. To procure, own, lease and operate mills, stores, warehouses and manufacturing establishments for the protection of merchantable commodities and products of every kind and description, not prohibited by law or subject to special license or other restriction, and in respect of any such articles so restricted to procure, use and dispose of such license, permit, franchise or other authority for so doing, and by means of any good and lawful contract, and for any kind of consideration;

6. To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immoveable property, lands, warehouse, stores, and buildings and any interests or rights connected therein;

7. To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated directly or indirectly on enhance the company's interests;

8. To subscribe for, purchase or acquire or to accept, hold, deal in, sell and dispose of bonds, debentures or securities of any company or corporation and to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy, duly appointed;

9. To make advances by way of loan, bonds or otherwise to persons or corporations having dealings with the company and to other persons upon such conditions and security, as may be deemed advisable and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking by any other company, firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

10. Agir comme gérants ou agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant aucun commerce semblable ou allié;

11. Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant aucun commerce semblable ou allié et en assumer les obligations;

12. Vendre, louer, transférer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'industrie et des entreprises de la compagnie à toute autre personne, firme, compagnie ou corporation et accepter par voie de considération pour telle vente, location ou transfert, des deniers ou toutes actions, parts, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

13. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la coopération ou fusion avec toute autre personne, société ou compagnie;

14. Emettre des actions entièrement ou partiellement libérées, des parts, obligations, débentures de la compagnie à toute personne, firme ou corporation pour tous biens ou droits acquis par la compagnie et rémunérer soit en deniers ou en actions, obligations ou débentures tel que précité, toute personne, firme ou corporation pour services rendus à la compagnie en rapport avec sa constitution en corporation, sa formation ou son organisation, ou en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie, sous le nom de "Hershbain Brothers Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

45 Sous-secrétaire de la Province.

10. To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

11. To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business and to assume the liabilities thereof;

12. To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertakings of the company to any other person, firm, company or corporation and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

13. To enter into any agreement for sharing profits cooperation or amalgamaztion with any other person, partnership or company;

14. To issue either fully or paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company and to remunerate either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid any person, firm or corporation for services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business, under the name of "Hershbain Brothers Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

46-o Under Secretary of the Province.

"Italo-Canadian United Political Club"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de décembre, 1938, constituant en corporation, sans capital-actions: Giulio Romano, et Silvio Narizzana, industriels, Nicola L. Corbo, notaire, Antonio Carra, marchand, Nick Doganieri, chauffeur, Paul Desy, avocat et Liborio Lattoni, gentilhomme, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Etablir et exploiter un club politique et social dans la cité et le district de Montréal, sans gain pécuniaire;

(*b*) Unir toute personne d'origine italienne dans la province de Québec, principalement ceux qui sont sujets britanniques par naissance ou par naturalisation;

(*c*) Encourager et aider les personnes d'origine italienne à devenir sujets britanniques;

(*d*) Encourager et aider les membres de la corporation et les autres, à prendre une part active dans la vie politique du Dominion du Canada en général et de la province de Québec en particulier, le tout conformément aux lois qui régissent ces matières;

(*e*) Encourager l'observance et le respect des lois du Dominion du Canada en général;

(*ee*) Les pouvoirs et les objets de la corporation ne seront en aucune manière interprétés

"Italo-Canadian United Political Club"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1938, to incorporate as a corporation without share capital: Giulio Romano and Silvio Narizzano, industrialists, Nicola L. Corbo, Notary, Antonio Carra, merchant, Nick Doganieri, chauffeur, Paul Desy, advocate and Liborio Lattoni, gentleman, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To establish and operate a political and social Club in the City and District of Montreal, without pecuniary gain;

(*b*) To unite every person of Italian origin in the Province of Quebec, especially those who are British subjects by birth or by naturalization;

(*c*) To encourage and aid persons of Italian origin to become British subjects;

(*d*) To encourage and aid the members of the Corporation and others, to take an active part in the political life of the Dominion of Canada in general and the Province of Quebec in particular, the whole in conformity with the laws governing such matters;

(*e*) To encourage the observance of and respect of the laws of the Dominion of Canada in general;

(*ee*) The powers and purposes of the corporation shall in no way be interpreted as authorizing,

de façon à autoriser directement ou indirectement les jeux à l'argent, les jeux de hazard et les jeux d'hazard et d'habilité mixtes;

(*f*) Promouvoir et encourager l'étude et la connaissance des langues française et anglaise;

(*g*) Avoir, louer et entretenir tous terrains, propriétés immobilières et mobilières pour les fins mentionnées dans cette requête, pour l'accommodation des membres et pour leur procurer tous les privilèges, avantages et divertissements ordinaires de la corporation;

(*h*) Déterminer, par le bureau de direction, le montant de toutes les contributions des membres ainsi que les conditions en vertu desquelles les demandes d'admission comme membres seront acceptées;

(*i*) Adopter les règlements et règlementations pour l'administration et la régie générale de la corporation, la discipline, la suspension et l'expulsion de ses membres, l'élection et la nomination des directeurs et autres officiers;

(*j*) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables et transférables;

(*k*) Le montant auquel sera limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation pourra posséder sera de $5,000.00;

(*l*) Faire toute chose incidente, sous le nom de "Italo-Canadian United Political Club".

Le bureau principal de la corporation sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de décembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

47 Sous-secrétaire de la Province.

directly or indirectly, gambling games, games of chance and games of skill and chance mixed;

(*f*) To promote and encourage the study and knowledge of the French and English languages;

(*g*) To have, rent and maintain any lands, moveables and immoveables for the purposes mentioned in this Petition, for the accommodation of the members and for providing the same with all the usual privileges, advantages and amusements of the Corporation;

(*h*) To fix, by the Board of Directors, the amount of all contributions of the members and also the conditions under which applications for membership may be accepted;

(*i*) To adopt by-laws and regulations for the management and general government of the Corporation, the discipline, suspension and expulsion of its members, the election and appointment of Directors and other officers;

(*j*) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, and other negotiable and transferable instruments;

(*k*) The amount of the immoveable property which the Corporation may hold shall be limited to $5,000.00;

(*l*) To do anything incidental under the name of "Italo-Canadian United Political Club".

The head office of the corporation will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

48-o Under Secretary of the Province.

"J. L. Cliche Automobile Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Wilfrid Cliche, négociant, Raymond Cliche, et Joseph-Emile Cliche, mécaniciens, Joseph-L. Cliche, commerçant, tous de L'Enfant-Jésus, Beauce, bureau de poste Vallée Jonction, dans les buts suivants:

a) Acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, céder, transférer ou autrement aliéner, placer, négocier et faire le commerce et le négoce d'automobiles, véhicules-moteurs, camions, tracteurs, machines volantes, bateaux, machines agricoles et autres voitures et leurs pièces, et exercer l'industrie, l'occupation et l'emploi de manufacturiers, réparateurs et marchands d'automobiles, véhicules moteurs, camions, tracteurs et autres véhicules et leurs pièces et tous et chacun des articles se rapportant à leur fabrication, leur réparation, leur vente et leur disposition;

b) Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes de moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et toutes sortes de machineries, dispositifs, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et accessoires soit incidents à la construction, à la construction des automobiles ou véhicules ou autrement, le caoutchouc, les articles et effets de toutes sortes dont le caoutchouc est une partie constituante avec ensemble les différents matériels qui entrent dans la fabrication des dits articles et effets, ainsi que des appareils et dispositifs mécaniques et

"J. L. Cliche Automobile Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1938, incorporating: Wilfrid Cliche, trader, Raymond Cliche, and Joseph Emile Cliche, mechanics, Joseph L. Cliche, merchant, all of L'Enfant-Jésus, Beauce, Valley Junction Post Office, for the following purposes:

a) To purchase or otherwise acquire, hold, own, sell, assign, transfer, otherwise dispose of, invest, trade and deal in and with automobiles, motor cars, trucks, tractors, flying machines, boats, farm machinery and other vehicles and parts thereof, and to carry on the business, occupation and employment of manufacturers and repairers of and dealers in automobiles, motor cars, trucks, tractors and other vehicles and parts thereof and of all and any articles connected with the manufacture and repair thereof and the sale and disposition thereof;

b) To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of motors, engines, machines, carburetors, accessory parts and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances whether incidental to the construction of motor cars or vehicles or otherwise, rubber and articles and goods of all kinds of which rubber is a component part, together with the various materials which enter into the manufacture of such articles and goods and also fuel saving mechanical electrical apparatus and devices and all things capable of being

électriques pour l'économie du combustible et toutes choses susceptibles d'être utilisées avec iceux, pour la fabrication, l'entretien et la mise en opération d'iceux respectivement;

c) Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, producteurs, commerçants, raffineurs, entreposeurs, transporteurs, marchands, employeurs et distributeurs du pétrole et des produits du pétrole et les sous-produits de toute sorte et description;

d) Réparer, reconstruire et autrement faire le commerce d'automobiles, moteurs et autres véhicules et accessoires s'y rapportant;

e) Garder, entretenir, exploiter et administrer des garages, entrepôts, hangars, magasins et autres endroits semblables pour garder, nettoyer, réparer et prendre soin généralement des automobiles, moteurs et autres voitures de toutes et de chaque sorte, description et classe et tous leurs accessoires, et arrenter, louer et faire le louage des automobiles, camions et véhicules moteurs de toutes sortes, moyennant les termes et conditions qui seront jugés convenables;

f) Acheter, vendre et faire le commerce ou le négoce, soit en gros ou en détail, d'huiles, graisses, gazoline, benzine, pétrole et leurs dérivés et toutes sortes de produits pétrolifères et leurs sous-produits, et acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, entretenir, administrer et exploiter des postes de gazoline, d'huile et pétrole, hangars, magasins, entrepôts et autres endroits pour garder, nettoyer, réparer et prendre soin en général des automobiles, moteurs et autres voitures de toute nature et description et tous leurs accessoires de chacune et de toute sorte et description;

g) Conclure des conventions avec tout gouvernement ou toute autorité suprême, municipale, locale ou autre, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets et obtenir du dit gouvernement ou de la dite autorité tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

h) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie, de la manière légale que les directeurs de la compagnie pourront déterminer de temps à autre;

i) demander, acheter ou autrement acquérir ou contrôler tous baux, octrois, permis, concessions, marques de commerce, noms de commerce, droits d'auteur, brevets et choses de même nature conférant aucun droit extensif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention ou procédé qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter à la compagnie; aussi utiliser, exercer, travailler, développer, vendre ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignements acquis de cette manière;

j) Emettre des actions entièrement libérées, des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières, droits de propriété, baux, permis, concessions, commerces, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges ou pour les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie que cette compagnie peut légalement acquérir;

used therewith for the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

c) To carry on the business of importers, exporters, producers, traders, refiners, storers, transporters, marketers, appliers and distributors of petroleum and petroleum products and by-products of every kind and description;

d) To repair, re-construct and otherwise deal with automobiles, motor and other vehicles and appliances in connection therewith;

e) To keep, maintain, operate and manage garages, storehouses, storerooms, warehouses and other like places for the safe-keeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor and other vehicles of all and every kind, description and class and of all the accessories thereof, and to rent and lease and hire motor cars, trucks and automobiles of all kinds, upon such terms and conditions as may be considered advisable;

f) To buy, sell and deal in or with, whether by wholesale or retail, oils, grease, gasoline, benzine, petroleum and its derivatives and all kinds of petroleum products, by-products and to purchase, lease or otherwise acquire, hold, own, maintain, manage and operate gasoline, oil and petroleum stations, store-houses, store-rooms, warehouses and other like places for the safe-keeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor and other vehicles of every kind and description and of all accessories thereof and thereto of any and every kind and description;

g) To enter into any arrangement with any government or authority, supreme, municipal, local or otherwise, which may seem conducive of the company's objects or any of them and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

h) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such lawful manner as the directors of the company may from time to time determine;

(i) To apply for, purchase or otherwise acquire or control any leases, grants, licenses, concessions, trademarks, trade names, copyrights, patents, and the like, conferring any extensive or limited right to use, or any secret or any other information as to any invention or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated to benefit the company; and to use, exercise, work, develop, sell or grant license in respect of or otherwise turn to account the property, rights, interest or information so acquired;

j) To issue fully paid shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment either in whole or in part for any property real or personal, moveable or immoveable, property rights, lease, license, concession, business, franchise, undertaking, power, privilege or for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company which this company may lawfully acquire;

k) Emettre des actions entièrement libérées, des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement de services rendus à la compagnie;

l) Payer toutes les dépenses incidentes ou connexes à la formation de la compagnie et rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucunes actions du capital de la compagnie, ou au sujet de la formation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

m) Faire autoriser, enregistrer ou autrement reconnaître la compagnie pour exercer le commerce dans tout pays étranger et désigner les personnes comme procureurs ou représentants de la compagnie, avec pouvoir de représenter la compagnie dans toutes choses conformément à la Loi du dit pays étranger et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

n) Tirer, faire, accepter, endosser et exécuter tous billets promissoires, lettres de change, connaissements, récépissés d'entrepôts, mandats, obligations, débentures et autres effets négociables ou transférables;

o) Prêter des deniers et faire des avances de deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou personne;

p) Avoir l'exercice et la jouissance de tous les droits et privilèges, et faire tous les autres actes et choses qui sont incidents ou qui conduisent à la réalisation des objets précités ou l'un quelconque des dits objets, sous le nom de "J.-L. Cliche Automobile Limitée".

La capitalisation de la compagnie est de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00), faisant un capital de quarante-neuf mille neuf cents dollars ($49,900.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à L'Enfant-Jésus, dans le district de Beauce, bureau de poste Vallée-Jonction.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,
13—o Sous-secrétaire de la Province.

k) To issue fully paid shares, bonds, debentures, or other securities of the company in payment for services rendered to the company;

l) To pay all expenses of or incidental to the formation of the company and remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital, or about the formation of the company or the conducting of the company's business;

m) To procure the company to be licensed, registered or otherwise recognized to carry on business in any foreign country, and to designate persons therein as attorneys, as representatives of the company, with power to represent the company in all matters according to the laws of such foreign country and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

n) To draw, make, accept, endorse and execute promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warehouse receipts, warrants, bonds, debentures and other negotiable or transferable instruments;

o) To lend money and to make cash advances to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such company or person;

p) To exercise and enjoy all such rights and privileges, and do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "J. L. Cliche Automobile Limitée".

The capitalization of the company is four hundred and ninety nine common shares of a par value of one hundred dollars ($100.00), forming a capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars ($49,900.00).

The head office of the company will be at L'Enfant-Jésus, in the district of Beauce, Valley Junction Post Office.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,
14 Under Secretary of the Province.

"L'Auberge du Coteau (corporation)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Annette Morin, célibataire, sténographe, Claude Dubuc, avocat, et Joseph-Léopold Gagner, étudiant, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Etablir un ou plusieurs établissements d'auberges, d'hôtels, de restaurants, de tavernes, et y servir aux passants et aux voyageurs les repas, leur fournir le logement, et leur débiter, en conformité des lois provinciales, des spiritueux sur place, notamment des bières à la taverne, suivant permis, et des vins et bières aux restaurants, suivant permis;

Acquérir, posséder, grever et aliéner des biens meubles et immeubles à cette fin;

Poser tous les actes de la vie civile qui sont nécessaires, même incidemment, à tout ce qui précède; notamment par des effets de commerce;

"L'Auberge du Coteau (corporation)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of December, 1938, incorporating: Annette Morin, spinster, stenographer, Claude Dubuc, advocate, and Joseph Léopold Gagner, student, all of Montreal, for the following purposes:

To establish one or more inns, hotels, restaurants, taverns and to serve meals in such places to transients, and travellers, provide them with lodging and serve them, in conformity with provincial laws, spirits on the premises, principally beer in the tavern, according to license, and wines and beers in the restaurants, according to license;

To acquire, own, pledge and dispose of movable and immovable properties for such purpose;

To do all acts of civil life which are necessary, likewise incidental, to all that precedes; principally through instruments of trade;

Echanger ses biens ou actions pour d'autres biens ou d'autres actions (pourvu qu'elles soient d'une corporation faisant des affaires analogues), sous le nom de "L'Auberge du Coteau (corporation)", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

15-o Sous-secrétaire de la Province.

To exchange its properties or shares for other properties or shares (provided that they belong to a corporation carrying on a similar business), under the name of "L'Auberge du Coteau (corporation)", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

16 Under Secretary of the Province.

"Léonie Dagenais "Incorporé"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Dame Léonie Dagenais, gérante, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de Ludger Pérusse, Paul Dagenais, importateur, et Wilfrid Yale, ensemblier, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Fabriquer et manufacturer tout genre de meubles, effets mobiliers et garnitures de maison, ainsi que tout dispositif et accessoire de résidence, hôtel, restaurant, église ou théâtre;

2. Acheter, vendre, importer et exporter tout genre de meubles et effets mobiliers;

3. Faire le commerce de meubles en gros et en détail, exercer les opérations d'emmagasinage, d'entreposage et de transport de meubles et effets mobiliers;

4. Faire la réparation, le polissage et le rembourage des meubles et en général tous travaux d'ébénisterie;

5. Acheter, vendre, importer, exporter et manufacturer tous les matériaux qui entrent dans la fabrication de tout meuble et objet d'ameublement, ainsi que tout l'outillage et toute la machinerie nécessaires à la fabrication, à la réparation et au polissage des meubles;

6. Agir comme agents et représentants de tout manufacturier ou fabricant ou distributeur de meubles ou d'objets d'ameublement;

7. Acquérir en totalité ou en partie tout commerce ou toute industrie dont l'objet est semblable à celui que poursuit la compagnie, et en acquitter le prix d'achat au moyen d'actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie;

8. Se fusionner avec toute autre compagnie, société ou personne exerçant un commerce ou une industrie similaire ou se rapportant à l'un quelconque des objets poursuivis par la compagnie;

9. Vendre ou aliéner la totalité ou partie quelconque du commerce ou de l'industrie de la compagnie à toute autre compagnie, société ou personne et accepter en paiement total ou partiel des actions, obligations, ou autres valeurs de telle autre compagnie;

10. Exercer toute autre industrie ou commerce qui peut en aucune manière, dans l'opinion des directeurs, être avantageusement ou convenablement exercé en même temps que les opérations précitées, sous le nom de "Léonie Dagenais "Incorporé", avec un capital total de

"Léonie Dagenais "Incorporé"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of December, 1938, incorporating: Dame Léonie Dagenais, manager, wife lawfully separated as to bed and board of Ludger Pérusse, Paul Dagenais, importer, and Wilfrid Yale, joiner, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To make and manufacture all kinds of furniture, movable goods, and house furnishings, as well as any fixtures and accessories for home, hotel, restaurant, church or theater;

2. To buy, sell, import and export all kinds of furniture and movable effects;

3. To deal in furniture both wholesale and retail, to carry on the storage, warehousing and transportation business of furniture and movable effects;

4. To repair, polish and upholster furniture and to do general cabinet-work of all kinds;

5. To buy, sell, import, export and manufacture any materials which enter into the manufacture of any furniture and all and any furnishings, as well as any equipment and any machinery necessary for the manufacturing, repairing and polishing of furniture;

6. To act as agents and representatives of any manufacturer or maker or distributor of furniture or furnishings;

7. To acquire all or part of any business or any industry having objects similar to those carried on by the company, and to pay for the same in fully paid up or partly paid up shares of the company;

8. To amalgamate with any other company, partnership or person carrying on a business or industry similar or incidental to any of the objects pursued by the company;

9. To sell or dispose of the whole or any part of the business or industry of the company to any other company, partnership or person and to accept in full or part payment shares, bonds or other securities of such other company;

10. To carry on any industry or business which may in any way, in the opinion of the directors, be advantageously or conveniently carried on in connection with the foregoing operations, under the name of "Léonie Dagenais "Incorporé", with a total capital stock of twenty thousand

vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions d'un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

49-o Sous-secrétaire de la Province.

dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

50 Under Secretary of the Province.

"Les Produits de Joliette Ltée."
"The Joliette Products Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Gérard Denis, avocat, Jean-Charles Généreux, restaurateur, et Wilfrid Boisvert, agent, tous de la cité de Joliette, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer, importer, exporter, exercer en gros et en détail l'industrie, le négoce et le commerce de bonbons, biscuits, gâteaux, confitures, conserves, liqueurs douces et alcooliques, vins, cidres, (en se soumettant aux lois régissant les liqueurs alcooliques) produits alimentaires, produits sustentant le corps et la santé et se rapportant au bien-être de l'individu dans sa vie en général, produits de beauté, produits chimiques et médécinaux ainsi que remèdes brevetés (conformément aux dispositions des lois fédérales et provinciales);

Acheter, vendre et transformer des produits pour arriver aux fins ci-dessus et faire en général tous actes de commerce par achats, ventes, échanges, transactions mobilières et immobilières, emprunts, importations, exportations;

Acheter, vendre, louer, échanger et prendre, suivant le cours régulier de la loi, des marques de commerce et des patentes propres à la compagnie et pour ses fins;

Acquérir, posséder et vendre des biens meubles et immeubles, les hypothéquer, les donner en gage et nantissement;

Faire toute convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant, ayant l'intention d'exercer, toute industrie ou négoce susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de la compagnie, et comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux, et de réaliser leur réclamation;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage, tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province, dans le but de garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

Emettre des actions libérées, des obligations, débentures, stock-actions et d'autres valeurs, en paiement intégral ou partiel de toute propriété foncière ou personnelle, des réclama-

"Les Produits de Joliette Ltée."
"The Joliette Products Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies ' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1938, incorporating: Gérard Denis, advocate, Jean-Charles Généreux, restaurant-keeper, and Wilfrid Boisvert, agent, all of the city of Joliette, for the following purposes:

To make, manufacture, import, export, carry on, wholesale and retail, the industry, trade and business of candies, biscuits, cakes, jam, canned goods, soft and alcoholic beverages, wine, cider, (subject to the laws governing alcoholic liquor) food products, invigorating products for body and health, and relating to the general welfare of the life of individuals, beauty products, chemicals, and medical products, and also patented medecines (in conformity with the provisions of the Federal and Provincial laws);

To purchase, sell and transform any products for the attainment of the foregoing purposes, and to carry on generally any commercial acts by purchase, sale, exchange, moveable and immoveable transactions, loans, importations, exportations;

To purchase, sell, lease, exchange and secure, in the ordinary lawful course of affairs, any trademarks and patents suitable for the company and for its purposes;

To acquire, own and sell moveable and immoveable property, hypothecate, mortgage and pledge the same;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or intending to carry on any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To promote, organize, develop, manage and assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company, and as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereof;

To hypothecate, mortgage, or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, which it may own in the Province for the purpose of securing any bonds, debentures or debentures stock which it is by law entitled to issue;

To issue paid up shares, bonds, debentures, stock and other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, money advanced, franchise or other

tions, des argents avancés, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir, et en paiement des services rendus et de l'ouvrage fait; émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débentures, stocks ou autres valeurs, en paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relation d'affaires avec la compagnie, garantir, avec ou sans gage, l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucune obligation ou entreprise d'aucune autre compagnie ou personne, dans laquelle la compagnie est intéressée, accepter en garantie, de ces prêts et garantir aucune garantie, offerte par cette compagnie ou personne, y compris les actions, obligations, débentures, actions hypothécaires, hypothèques, gages, biens, ou autres titres de ces compagnies, sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

Etablir des agences et succursales, acquérir et louer des immeubles à cette fin;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre par les directeurs de la compagnie;

Construire, maintenir et modifier tous édifices ou travaux nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie et pour toutes autres fins et particulièrement pour les employés;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits, ou de chacun des dits objets;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures, ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie, ou dans ou au sujet de son commerce et de ses opérations et ce en argent ou au moyen d'actions ci-après décrites;

Payer à même les fonds de la compagnie en argent ou en actions communes toutes ou chacune des dépenses incidentes ou encourues en rapport avec la formation et l'organisation de la compagnie, ou que la compagnie considère comme préliminaires, sous le nom de "Les Produits de Joliette Ltée" "The Joliette Products Ltd."

Le capital-actions de la compagnie sera de $20,000.00 divisé en 150 actions de $100.00 chacune, privilégiées, à 5½% d'intérêt, payable tous les ans et 500 actions de $10.00 chacune, actions ordinaires ou communes;

Les parts privilégiées seront cumulatives quant aux intérêts;

Les directeurs de la compagnie seront au nombre de 5 choisis et élus par les détenteurs des parts communes;

Les détenteurs de parts privilégiées, n'auront pas le droit de vote à aucune assemblée ni pour aucune fin; cependant les détenteurs de parts privilégiées pourront prendre part à toutes les assemblées et à toutes les décisions et de voter quand les intérêts n'auront pas été payés à la fin de deux termes;

Les premiers intérêts sur les parts privilégiées seront payables le 1er novembre 1939;

Les directeurs seront nommés par les détenteurs des parts communes y compris le président;

Advenant le cas du défaut ci-dessus mentionné du paiement des intérêts sur les parts privilégiées pour deux versements consécutifs, les détenteurs de parts privilégiées auront droit à

advantages which the company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered or work performed, and also to issue fully paid up shares, bonds, debentures, stock or other securities in part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock or other securities of any other company;

To lend money to persons or companies having dealings with the company and to guarantee with or without security the performance of contracts, as also the performance of any obligations or undertaking of any other company or person in which the company is interested, to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledges, property, or other securities of such other companies, upon the property of such persons or companies;

To establish agencies and branches, acquire and lease immoveables for such purpose;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined, by the directors of the company;

To construct, maintain and alter any buildings or any works required or useful for the company's purposes, or for any other purposes and especially for the employees;

To do any other things which may be incidental or conducive to the attainment of the foregoing purposes or of any of the said purposes;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, in the formation or promotion of the company or in and about its business and operations, and such in money, or by means of shares as hereinafter described;

To pay out of the moneys of the company, in cash or in common shares, all and any of the expenses incidental or incurred in connection with the formation and organization of the company, or which the company may consider as preliminary, under the name of "Les Produits de Joliette Ltée."—"The Joliette Products Ltd."

The capital stock of the company shall be $20,000.00, divided into 150 preferred shares of $100.00 each, at 5½% interest, payable each year and 500 ordinary or common shares of $10.00 each;

The preferred shares shall be cumulative as to interest;

The directors of the company shall be 5 in number, chosen and elected by the holders of common shares;

The holders of preferred shares shall not be entitled to vote at any meeting nor for any purpose; however, the holders of preferred shares may take part in any meetings and in any decisions and may vote when the interest remains unpaid at the end of two terms;

The first interest on the preferred shares shall be payable on the 1st of November, 1939;

The directors, including the president, shall be appointed by the holders of common shares;

In the event of default of payment, as hereinabove mentioned, of the interest on the preferred shares for two consecutive instalments, the holders of preferred shares shall be entitled to

quatre votes par chaque part privilégiée, le tout de façon à protéger les dits détenteurs de parts privilégiées au cas où leurs intérêts viendraient en conflit avec les détenteurs des parts communes;

Les directeurs auront en général les pouvoirs accordés par la loi des compagnies de la Province de Québec à iceux;

La compagnie aura le droit de faire souscrire du capital dans le public lorsqu'elle aura $3,000.00 de versé dans le fonds social de la compagnie;

La compagnie pourra commencer ses opérations lorsqu'elle aura $3,000.00 de souscrit, tant en valeurs acquises qu'en parts privilégiées ou communes souscrites et payées;

Les actions privilégiées seront rachetables par série de dix, tirées au sort, au pair, avec l'intérêt accru, après trois ans du 1er novembre 1939, à raison de pas moins d'une série et de pas plus de cinq séries à chaque année, à la fin de février à l'option de la compagnie et par la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera à Joliette, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,
17-0 Sous-secrétaire de la Province.

four votes per each preferred share, the whole so as to pro tect the said holders of preferred shares in case their interests should come into conflict with the holders of common shares;

The directors shall enjoy the general powers granted thereto by the Quebec Companies' Act;

The company shall have the right to receive subscriptions to its capital stock from the public, when $3,000.00 shall have been paid into the joint capital stock of the company;

The company may begin its operations when $3,000.00 shall have been subscribed, both in securities acquired and in preferred or common shares subscribed and paid for;

The preferred shares shall be redeemable by series of ten, by drawing lots, at par, with accrued interest, after three years from the 1st of November, 1939, at the rate of no less than one series and no more than five series, each year, at the end of February, at the option of and by the company.

The head office of the company will be at Joliette, in the district of Joliette.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,
18 Under Secretary of the Province.

"Paul Service Stores (Canada) Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 225, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du treizième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Leon Crestohl, avocat, Irwin B. Blond, notaire, tous deux de la cité de Montréal, Max Crestohl, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer généralement les opérations de nettoyeurs, pressiers, teinturiers, tailleurs, pelletiers, bloqueurs, réparateurs et prendre soin en général de tous matériels et articles de vêtement, d'ameublement et garnitures de maison et tous autres articles et dispositifs;

2. Nettoyer, presser, teindre, embellir, rénover, bloquer, modifier, tailler, emmagasiner et réparer les vêtements unis, en fourrure et garnis de fourrure, ameublements, garnitures de maison, articles et tous autres matériels de toute nature et sorte;

3. Exercer généralement l'industrie d'une buanderie, laver, repasser, lessiver et réparer la lingerie, les articles en toile, chemises, collets, lingerie et effets de maison et toutes autres choses susceptibles d'être lavées, nettoyées, repassées et lessivées;

4. Exercer généralement les opérations qui consistent à réparer les souliers, bottines, pantoufles, pardessus et chaussures et les reconstruire, aussi bien qu'acheter et vendre le cuir, les articles en cuir, talons, claques, les articles en caoutchouc, et tous les autres articles, machineries ou outillage généralement requis dans l'industrie et le commerce de la réparation et la construction des chaussures;

5. Exploiter des magasins dans lesquels seront ramassés et desquels seront livrés tous les vêtements, ameublements, garnitures, lingeries, toiles, souliers, bottines et tous autres articles que la

"Paul Service Stores (Canada) Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S., Q., 1925, bearing date the thirteenth day of December, 1938, incorporating: Leon Crestohl, Advocate, Irwin B. Blond, Notary, both of the City of Montreal, Max Crestohl, Advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on generally the business of cleaners, pressers, dyers, tailors, furriers, blockers, repairers and general servicers of all articles and materials of wearing apparel, furniture, household furnishings and all other articles and equipment;

2. To clean, press, dye, embellish, renovate, block, alter, tailor, storage and repair plain, fur and fur-trimmed wearing apparel, furniture, household furnishings, articles and all other materials of every kind and nature;

3. To carry on generally the business of laundry, to wash, iron, scour, and repair, linens, linen goods, shirts, collars, household linens and effects and all such other things as are capable of being washed, laundered, ironed and scoured;

4. To carry on the business generally of repairing shoes, boots, slippers, over-shoes and all footwear and rebuilding same, as well as to buy and sell leather, leather goods, heels, rubber, rubber goods, and all such other articles, machinery or equipment generally required in the shoe repairing and shoe rebuilding trade and business;

5. To operate stores wherein will be collected and from which will be delivered all the wearing apparel, furniture, furnishings, linens, linen goods, shoes, boots and all other articles which

compagnie se chargera de nettoyer, presser, teindre, blanchir, laver, réparer ou reconstruire;

6. Faire toutes les choses précitées soit eux-mêmes ou par l'entremise d'agences ou l'intermédiaire d'autre personne, personnes, compagnie ou compagnies et conclure des conventions avec les dites personne, personnes, compagnie, compagnies pour le service des articles dont elle se chargera de prendre soin en tout ou en partie et les payer en deniers comptants ou autrement à un taux convenu par article, ou sur une base de percentage des recettes brutes ou nettes, qui sera calculé à la fin d'une période fixe, convenu entre la compagnie et les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies qui pourraient se charger de prendre soin des articles de la compagnie, ou sur toute base qui pourrait être mutuellement convenue ou variée de temps à autre;

7. Acquérir, acheter ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des propriétés, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie et les payer en tout ou en partie soit en deniers comptants ou en actions de la compagnie;

8. Ériger, entretenir et exploiter des magasins, édifices, agences, entrepôts, dépôts dans le but d'exercer l'industrie de la compagnie, ou de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

9. Exercer toute autre industrie, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des objets de la compagnie ou les rendre profitables;

10. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

11. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

12. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges, soit ici ou dans tout autre pays, sujet, cependant aux lois et règlementations locales, que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement toute machinerie, matériels ou fonds de commerce;

13. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, droit d'auteur, formule et choses de même nature qui sembleront susceptible d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie et avoir la permission de prendre les procédures légales dans le but de préserver tous ses brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules et choses de même nature qu'elle pourra acquérir;

14. Emprunter des deniers de ses actionnaires, directeurs ou de toute autre personne et garantir

the company will undertake to clean, press, dye, launder, wash, repair or rebuild;

6. To do all the foregoing things either themselves or through the agency or intermediary of other person, persons, company or companies and to enter into agreements with such person, persons, company or companies for the servicing of the articles undertaken by it to be serviced in whole or in part and to pay for same in cash or otherwise, at an agreed rate per article, or on a percentage basis of its gross or net receipts, to be calculated at the end of a fixed period, agreed upon between the company and such person, persons, company or companies who may undertake to do the servicing of the articles for the company, or upon such other basis as may be mutually agreed upon or varied from time to time;

7. To acquire, purchase or undertake the whole or any part of the business, property, assets and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and either to pay for same either in whole or in part in cash or in stock of the company;

8. To erect, maintain and operate stores, buildings, agencies, warehouses, depots, for the purposes of carrying on the business of the company, or of any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

9. To carry on any other business, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the objects of the company;

10. To take, or otherwise acquire and hold, shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit the company;

11. To promote any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

12. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges, either here or in any other country, subject, however, to local Laws and Regulations, which the company may think necessary or convenient for the purposes of the business, and in particular, any machinery, plant or stock-in-trade;

13. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trade-marks, formulæ, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, copyright, formulæ, and the like which may seem capable of being used for any of the purposes of the company and to be permitted to take such proceedings at law for the purposes of preserving all its patents, patent rights, copyrights, trade-marks, formulæ, and the like which it may acquire;

14. To borrow money from its shareholders, directors or any one else and to guarantee and

et endosser pour les prêts qui leurs sont consentis par d'autres et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne ou personnes;

15. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

16. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

17. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par émissions de radio, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, par la publication de livres et revues périodiques sujet, cependant, aux lois et règlementations locales, le tout après avoir eu l'autorisation des autorités locales;

18. Passer des contrats avec toute personne, personnes, compagnie ou compagnies dans le but d'annoncer et de faire connaître ses effets, services, taux, prix, ventes, spéciaux et autoriser les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies d'exercer le droit exclusif et les franchises d'utiliser les dites annonces et médiums de publicité et promouvoir ses opérations, le tout pour la considération qui pourra être mutuellement convenue entre la compagnie et les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies;

19. Passer des contrats avec toute personne, personnes, compagnie ou compagnies dans le but d'organiser et de maintenir son personnel de vente, les former et les instruire, fournir les inspecteurs et surveillants, la littérature de publicité, les cartes de montre, affiches, circulaires et tous autres matériels, le tout dans le but de promouvoir les intérêts de la compagnie;

20. Vendre, embellir, administrer, deévlopper, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

21. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

22. Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autoristion d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui semblera susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne, société, association ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

23. Acheter, acquérir, louer, vendre, aliéner, manufacturer soit en tout ou en partie, importer et exporter, échanger ou autrement faire le commerce de tous articles, effets, matériels, commodités, marchandises, articles et objets de commerce de toute nature et description se rapportant au commerce de la compagnie, des produits chimiques, machineries, pièces et accessoires de machineries, soit manufacturés ou autres, soit

endorse for loans made to them by others and to guarantee the performance of contracts by any such person or persons;

15. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

16. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

17. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular, by advertising in the press, by circulars, by radio broadcasts, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals subject, however, to the local laws and regulations, the whole upon being authorized by local authorities;

18. To enter into contract with any person, persons, company or companies for the purposes of advertising and making known its wares, services, rates, prices, sales, specials, and to permit such person, persons, company or companies, the exclusive right and franchise to carry on such advertisements, and publicity and to merchandise its business, the whole for such consideration as may be mutually agreed upon between the company and such person, persons, company or companies;

19. To enter into contract with any person, persons, company, or companies for the purposes of organizing and maintaining its sales force, to train and to educate them, to provide inspectors and supervisors, advertising literature, window cards, posters, circulars and all such other material, the whole for the purposes of promoting the interest of the company;

20. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

21. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, either alone or in conjunction with others;

22. To enter into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

23. To buy, acquire, lease, sell, dispose of, manufacture either in whole or in part, import and export, exchange or otherwise deal in all goods, wares, materials, commodities, merchandise and articles and objects of commerce of every kind and description connected with the company's business, chemicals, machinery, machinery parts, machinery equipment, whether manufactured or otherwise whether wholesale or

en gros ou en détail, soit comme mandants ou agents, et sans limiter en aucune manière la généralité de ce qui précède exercer l'industrie de manufacturiers et marchands de toutes sortes et descriptions de vêtements;

24. Distribuer en espèces ou autrement, par voie de dividendes déclarés légalement à même les surplus de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des propriétés de la compagnie, ou les actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque des biens ou engagements de cette compagnie;

25. Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

26. Etablir des agences et succursales;

27. Payer toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à la formation et à la constitution en corporation de la compagnie et au prélèvement de son capital-action ou passer des contrats avec toute compagnie ou personne pour les payer;

28. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

CONTRATS

29. Dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, les dits contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou en aucune manière affectés par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant ces intérêts contraires ait été nécessaires pour obliger la compagnie en vertu de ces contrats ou transactions, pourvu, cependant, que dans ce cas le fait que ces intérêts existent ait été déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu de ou relativement à ces contrats ou transactions;

DIVIDENDES SUR LES ACTIONS

30. La compagnie pourra en aucun temps et de temps à autre capitaliser et distribuer entre les actionnaires toute somme ou sommes:

(*a*) formant partie des profits non divisés portés au crédit de tout compte de réserve de la compagnie; et/ou

(*b*) étant les profits nets non divisés entre les mains de la compagnie; et/ou

(*c*) Toute somme portée au fonds de réserve comme résultat d'une vente ou de la révaluation des propriétés ou biens de la compagnie ou une partie quelconque d'iceux;

et pourra répartir aux actionnaires détenant des actions du capital de la compagnie en rapport avec le montant net capitalisé, des actions entièrement libérées de la compagnie du montant nominal équivalent ou des actions entièrement libérées de la compagnie sans valeur au pair acceptées pour le montant de la considération pour

retail, whether as principals or agents, and without in any way limiting the generality of the foregoing to carry on thesbusiness of manufacturers of and dealers in all kinds of wearing apparel and description;

24. To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

25. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

26. To establish agencies and branches;

27. To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

28. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

CONTRACTS

29. In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

STOCK DIVIDENDS

30. The company may at any time and from time to time capitalize and distribute among the shareholders any sum or sums:

(*a*) forming part of the undivided profits standing to the credit of any reserve account of the company; and/or

(*b*) being undivided net profits in the hands of the company; and/or

(*c*) any sum carried to reserve as a result of a sale or of the revaluation of the property or assets of the company or any part thereof;

and may allot to shareholders holding shares in the company's capital stock in respect of the net amount capitalized fully paid shares of the company of equivalent nominal amount or fully paid shares of the company of equivalent nominal amount of fully paid shares of the company without par value taken at the amount of the

laquelle dans le temps les directeurs sont autorisés à émettre et répartir les dites actions, et/ou la compagnie pourra déclarer des dividendes en actions et émettre pour iceux les actions de la compagnie comme entièrement libérées ou partiellement libérées ou créditer le montant des dits dividendes sur les actions de la compagnie antérieurement émises mais non entièrement libérées, mais de manière que le montant versé sur les actions émises de cette manière ou en vertu des dits dividendes sur les actions n'excèdent pas le montant que les directeurs pourront légalement déclarer payable en deniers et la responsabilité des porteurs des dites actions sera réduite par le montant des dits dividendes;

31. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et désigner les personnes conformément aux lois du dit pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

32. Avoir la permission de poursuivre et d'être poursuivie dans toutes les cours de la province de Québec;

33. Avoir la permission d'adopter les règles et autres règlements, qui sont permis d'après la Loi, diriger et aider à exécuter tous ses objets, et avoir la permission de temps à autre d'annuler, modifier et amender l'un quelconque des règlements adoptés pour la réglementation de la compagnie;

34. Les pouvoirs de chacun des paragraphes ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Paul Service Stores (Canada) Ltd.", avec un capital total de mille dollars ($1,000.00), divisé en mille (1,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

23 Sous-secrétaire de la Province.

consideration for which for the time being the directors of the company are entitled to issue and allot such shares, and/or the company may declare stock dividends, and issue therefor shares of the company as fully paid or partly paid, or credit the amount of such dividends on shares of the company already issued but not fully paid, but so that the amount paid up on shares so that the amount paid up on shares so issued or by virtue of such stock dividends shall not exceed the amount which the directors may lawfully declare payable in money and the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend;

31. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

32. To be permitted to sue and be sued in all the courts of the Province of Quebec;

33. To be permitted to adopt such rules and other by-laws, which are permissable according to law, to direct and assist in the carrying out of all its purposes, and to be permitted from time to time to annul, alter and amend any of the by-laws adopted for the regulation of the company;

34. The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by inference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Paul Service Stores (Canada) Ltd.", with a total capital stock of one thousand dollars ($1,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

24-o Under Secretary of the Province.

"Paul Service Stores (Centre) Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 225, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du treizième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Leon Crestohl, avocat, Irwin B. Blond, notaire, tous deux de la cité de Montréal, Max Crestohl, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer généralement les opérations de nettoyeurs, pressiers, teinturiers, tailleurs, pelletiers, bloqueurs, réparateurs et prendre soin en général de tous matériels et articles de vêtement, d'ameublement et garnitures de maison et tous autres articles et dispositifs;

2. Nettoyer, presser, teindre, embellir, rénover, bloquer, modifier, tailler, emmagasiner et réparer les vêtements unis, en fourrure et garnis de fourrure, ameublements, garnitures de maison, articles et tous autres matériels de toute nature et sorte;

3. Exercer généralement l'industrie d'une buanderie, laver, repasser, lessiver et réparer la lingerie, les articles en toile, chemises, collets,

"Paul Service Stores (Centre) Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S., Q., 1925, bearing date the thirteenth day of December, 1938, incorporating: Leon Crestohl, Advocate, Irwin B. Blond, Notary, both of the City of Montreal, Max Crestohl, Advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on generally the business of cleaners, pressers, dyers, tailors, furriers, blockers, repairers and general servicers of all articles and materials of wearing apparel, furniture, household furnishings and all other articles and equipment;

2. To clean, press, dye, embellish, renovate, block, alter, tailor, storage and repair plain, fur and fur-trimmed wearing apparel, furniture, household furnishings, articles and all other materials of every kind and nature;

3. To carry on generally the business of laundry, to wash, iron, scour, and repair, linens, linen goods, shirts, collars, household linens and

lingerie et effets de maison et toutes autres choses susceptibles d'être lavées, nettoyées, repassées et lessivées;

4. Exercer généralement les opérations qui consistent à réparer les souliers, bottines, pantoufles, pardessus et chaussures et les reconstruire, aussi bien qu'acheter et vendre le cuir, les articles en cuir, talons, claques, les articles en caoutchouc, et tous les autres articles, machineries ou outillage généralement requis dans l'industrie et le commerce de la réparation et la construction des chaussures;

5. Exploiter des magasins dans lesquels seront ramassés et desquels seront livrés tous les vêtements, ameublements, garnitures, lingeries, toiles, souliers, bottines et tous autres articles que la compagnie se chargera de nettoyer, presser, teindre, blanchir, laver, réparer ou reconstruire;

6. Faire toutes les choses précitées soit elles-mêmes ou par l'entremise d'agences ou l'intermédiaire d'autre personne, personnes, compagnie ou compagnies et conclure des conventions avec les dites personne, personnes, compagnie, compagnies pour le service des articles dont elle se chargera de prendre soin en tout ou en partie et les payer en deniers comptants ou autrement à un taux convenu par article, ou sur une base de percentage des recettes brutes ou nettes, qui sera calculé à la fin d'une période fixe, convenu entre la compagnie et les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies qui pourraient se charger de prendre soin des articles de la compagnie, ou sur toute base qui pourrait être mutuellement convenue ou variée de temps à autre;

7. Acquérir, acheter ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des propriétés, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie et les payer en tout ou en partie soit en deniers comptants ou en actions de la compagnie;

8. Ériger, entretenir et exploiter des magasins, édifices, agences, entrepôts, dépôts dans le but d'exercer l'industrie de la compagnie, ou de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

9. Exercer toute autre industrie, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des objets de la compagnie ou les rendre profitables;

10. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

11. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

12. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges, soit ici ou dans tout autre pays, sujet, cependant aux lois et règlementations locales, que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement toute machinerie, matériels ou fonds de commerce;

effects and all such other things as are capable of being washed, laundered, ironed and scoured;

4. To carry on the business generally of repairing shoes, boots, slippers, over-shoes and all footwear and rebuilding same, as well as to buy and sell leather, leather goods, heels, rubber, rubber goods, and all such other articles, machinery or equipment generally required in the shoe repairing and shoe rebuilding trade and business;

5. To operate stores wherein will be collected and from which will be delivered all the wearing apparel, furniture, furnishings, linens, linen goods, shoes, boots and all other articles which the company will undertake to clean, press, dye, launder, wash, repair or rebuild;

6. To do all the foregoing things either themselves or through the agency or intermediary of other person, persons, company or companies and to enter into agreements with such person, persons, company or companies for the servicing of the articles undertaken by it to be serviced in whole or in part and to pay for same in cash or otherwise, at an agreed rate per article, or on a percentage basis of its gross or net receipts, to be calculated at the end of a fixed period agreed upon between the company and such person, persons, company or companies who may undertake to do the servicing of the articles for the company, or upon such other basis as may be mutually agreed upon or varied from time to time;

7. To acquire, purchase or undertake the whole or any part of the business, property, assets and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and either to pay for same either in whole or in part in cash or in stock of the company;

8. To erect, maintain and operate stores, buildings, agencies, warehouses, depots, for the purposes of carrying on the business of the company, or of any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

9. To carry on any other business, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the objects of the company;

10. To take, or otherwise acquire and hold, shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit the company;

11. To promote any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

12. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges, either here or in any other country, subject, however, to local Laws and Regulations, which the company may think necessary or convenient for the purposes of the business, and in particular, any machinery, plant or stock-in-trade;

13. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, droit d'auteur, formule et choses de même nature qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie et avoir la permission de prendre les procédures légales dans le but de préserver tous ses brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules et choses de même nature qu'elle pourra acquérir;

13. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trade-marks, formulæ, licenses; concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, copyright, formulæ, and the like which may seem capable of being used for any of the purposes of the company and to be permitted to take such proceedings at law for the purposes of preserving all its patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulæ, and the like which it may acquire;

14. Emprunter des deniers de ses actionnaires, directeurs ou de toute autre personne et garantir et endosser pour les prêts qui leurs sont consentis par d'autres et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne ou personnes;

14. To borrow money from its shareholders, directors or any one else and to guarantee and endorse for loans made to them by others and to guarantee the performance of contracts by any such person or persons;

15. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

15. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

16. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

16. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

17. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par émissions de radio, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, par la publication de livres et revues périodiques sujet, cependant, aux lois et règlementations locales, le tout après avoir eu l'autorisation des autorités locales;

17. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular, by advertising in the press, by circulars, by radio broadcasts, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals subject, however, to the local laws and regulations, the whole upon being authorized by local authorities;

18. Passer des contrats avec toute personne, personnes, compagnie ou compagnies dans le but d'annoncer et de faire connaître ses effets, services, taux, prix, ventes, spéciaux et autoriser les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies d'exercer le droit exclusif et les franchises d'utiliser les dites annonces et médiums de publicité et promouvoir ses opérations, le tout pour la considération qui pourra être mutuellement convenue entre la compagnie et les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies

18. To enter into contract with any person, persons, company or companies for the purposes of advertising and making known its wares, services, rates, prices, sales, specials, and to permit such person, persons, company or companies, the exclusive right and franchise to carry on such advertisements, and publicity and to merchandise its business, the whole for such consideration as may be mutually agreed upon between the company and such person, persons, company or companies;

19. Passer des contrats avec toute personne, personnes, compagnie ou compagnies dans le but d'organiser et de maintenir son personnel de vente, les former et les instruire, fournir les inspecteurs et surveillants, la littérature de publicité, les cartes de montre, affiches, circulaires et tous autres matériels, le tout dans le but de promouvoir les intérêts de la compagnie;

19. To enter into contract with any person, persons, company, or companies for the purposes of organizing and maintaining its sales force, to train and to educate them, to provide inspectors and supervisors, advertising literature, window cards, posters, circulars and all such other material, the whole for the purposes of promoting the interest of the company;

20. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

20. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

21. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

21. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, either alone or in conjunction with others;

22. Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui semblera susceptible d'être conduite de manière

22. To enter into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the

à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne, société, association ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

23. Acheter, acquérir, louer, vendre, aliéner, manufacturer soit en tout ou en partie, importer et exporter, échanger ou autrement faire le commerce de tous articles, effets, matériels, commodités, marchandises, articles et objets de commerce de toute nature et description se rapportant au commerce de la compagnie, des produits chimiques, machineries, pièces et accessoires de machineries, soit manufacturés ou autres, soit en gros ou en détail, soit comme mandants ou agents, et sans limiter en aucune manière la généralité de ce qui précède exercer l'industrie de manufacturiers et marchands de toutes sortes et descriptions de vêtements;

24. Distribuer en espèces ou autrement, par voie de dividendes déclarés légalement à même les surplus de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des propriétés de la compagnie, ou les actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque des biens ou engagements de cette compagnie;

25. Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

26. Etablir des agences et succursales;

27. Payer toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à la formation et à la constitution en corporation de la compagnie et au prélèvement de son capital-action ou passer des contrats avec toute compagnie ou personne pour les payer;

28. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

CONTRATS

29. Dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, les dits contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou en aucune manière affectés par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant ces intérêts contraires ait été nécessaires pour obliger la compagnie en vertu de ces contrats ou transactions, pourvu, cependant, que dans ce cas le fait que ces intérêts existent ait été déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu de ou relativement à ces contrats ou transactions;

DIVIDENDES SUR LES ACTIONS

30. La compagnie pourra en aucun temps et de temps à autre capitaliser et distribuer entre les actionnaires toute somme ou sommes:

company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

23. To buy, acquire, lease, sell, dispose of, manufacture either in whole or in part, import and export, exchange or otherwise deal in all goods, wares, materials, commodities, merchandise and articles and objects of commerce of every kind and description connected with the company's business, chemicals, machinery, machinery parts, machinery equipment, whether manufactured or otherwise whether wholesale or retail, whether as principals or agents, and without in any way limiting the generality of the foregoing to carry on the business of manufacturers of and dealers in all kinds of wearing apparel and description;

24. To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

25. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

26. To establish agencies and branches;

27. To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

28. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

CONTRACTS

29. In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

STOCK DIVIDENDS

30. The company may at any time and from time to time capitalize and distribute among the shareholders any sum or sums:

(*a*) formant partie des profits non divisés portés au crédit de tout compte de réserve de la compagnie; et/ou

(*b*) étant les profits nets non divisés entre les mains de la compagnie; et/ou

(*c*) Toute somme portée au fonds de réserve comme résultat d'une vente ou de la révaluation des propriétés ou biens de la compagnie ou une partie quelconque d'iceux; -

et pourra répartir aux actionnaires détenant des actions du capital de la compagnie en rapport avec le montant net capitalisé, des actions entièrement libérées de la compagnie du montant nominal équivalent ou des actions entièrement libérées de la compagnie sans valeur au pair acceptées pour le montant de la considération pour laquelle dans le temps les directeurs sont autorisés à émettre et répartir les dites actions, et/ou la compagnie pourra déclarer des dividendes en actions et émettre pour iceux les actions de la compagnie comme entièrement libérées ou partiellement libérées ou créditer le montant des dits dividendes sur les actions de la compagnie antérieurement émises mais non entièrement libérées, mais de manière que le montant versé sur les actions émises de cette manière ou en vertu des dits dividendes sur les actions n'excèdent pas le montant que les directeurs pourront légalement déclarer payable en deniers et la responsabilité des porteurs des dites actions sera réduite par le montant des dits dividendes;

31. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et désigner les personnes conformément aux lois du dit pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

32. Avoir la permission de poursuivre et d'être poursuivie dans toutes les cours de la province de Québec;

33. Avoir la permission d'adopter les règles et autres règlements, qui sont permis d'après la Loi, diriger et aider à exécuter tous ses objets, et avoir la permission de temps à autre d'annuler, modifier et amender l'un quelconque des règlements adoptés pour la règlementation de la compagnie;

34. Les pouvoirs de chacun des paragraphes ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Paul Service Stores (Centre) Ltd.", avec un capital total de mille dollars ($1,000.00), divisé en mille (1,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

25 Sous-secrétaire de la Province.

"Paul Service Stores (East) Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 225, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du treizième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Leon Crestohl, avocat, Irwin B. Blond, notaire, tous deux de la cité de Montréal, Max Crestohl, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(*a*) forming part of the undivided profits standing to the credit of any reserve account of the company; and/or

(*b*) being undivided net profits in the hands of the company; and/or

(*c*) any sum carried to reserve as a result of a sale or of the revaluation of the property or assets of the company or any part thereof:

and may allot to shareholders holding shares in the company's capital stock in respect of the net amount capitalized fully paid shares of the company of equivalent nominal amount or fully paid shares of the company of equivalent nominal amount of fully paid shares of the company without par value taken at the amount of the consideration for which for the time being the directors of the company are entitled to issue and allot such shares, and/or the company may declare stock dividends, and issue therefor shares of the company as fully paid or partly paid, or credit the amount of such dividends on shares of the company already issued but not fully paid, but so that the amount paid up on shares so that the amount paid up on shares so issued or by virtue of such stock dividends shall not exceed the amount which the directors may lawfully declare payable in money and the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend;

31. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

32. To be permitted to sue and be sued in all the courts of the Province of Quebec;

33. To be permitted to adopt such rules and other by-laws, which are permissable according to law, to direct and assist in the carrying out of all its purposes, and to be permitted from time to time to annul, alter and amend any of the by-laws adopted for the regulation of the company;

34. The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by inference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Paul Service Stores (Centre) Ltd.", with a total capital stock of one thousand dollars ($1,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

26-o Under Secretary of the Province.

"Paul Service Stores (East) Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S., Q., 1925, bearing date the thirteenth day of December, 1938, incorporating: Leon Crestohl, Advocate, Irwin B. Blond, Notary, both of the City of Montreal, Max Crestohl, Advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

1. Exercer généralement les opérations de nettoyeurs, pressiers, teinturiers, tailleurs, pelletiers, bloqueurs, réparateurs et prendre soin en général de tous matériels et articles de vêtement, d'ameublement et garnitures de maison et tous autres articles et dispositifs;

2. Nettoyer, presser, teindre, embellir, rénover, bloquer, modifier, tailler, emmagasiner et réparer les vêtements unis, en fourrure et garnis de fourrure, ameublements, garnitures de maison, articles et tous autres matériels de toute nature et sorte;

3. Exercer généralement l'industrie d'une buanderie, laver, repasser, lessiver et réparer la lingerie, les articles en toile, chemises, collets, lingerie et effets de maison et toutes autres choses susceptibles d'être lavées, nettoyées, repassées et lessivées;

4. Exercer généralement les opérations qui consistent à réparer les souliers, bottines, pantoufles, pardessus et chaussures et les reconstruire, aussi bien qu'acheter et vendre le cuir, les articles en cuir, talons, claques, les articles en caoutchouc, et tous les autres articles, machineries ou outillage généralement requis dans l'industrie et le commerce de la réparation et la construction des chaussures;

5. Exploiter des magasins dans lesquels seront ramassés et desquels seront livrés tous les vêtements, ameublements, garnitures, lingeries, toiles, souliers, bottines et tous autres articles que la compagnie se chargera de nettoyer, presser, teindre, blanchir, laver, réparer ou reconstruire;

6. Faire toutes les choses précitées soit elles-mêmes ou par l'entremise d'agences ou l'intermédiaire d'autre personne, personnes, compagnie ou compagnies et conclure des conventions avec les dites personne, personnes, compagnie, compagnies pour le service des articles dont elle se chargera de prendre soin en tout ou en partie et les payer en deniers comptants ou autrement à un taux convenu par article, ou sur une base de percentage des recettes brutes ou nettes, qui sera calculé à la fin d'une période fixe, convenu entre la compagnie et les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies qui pourraient se charger de prendre soin des articles de la compagnie, ou sur toute base qui pourrait être mutuellement convenue ou variée de temps à autre;

7. Acquérir, acheter ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des propriétés, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie et les payer en tout ou en partie soit en deniers comptants ou en actions de la compagnie;

8. Eriger, entretenir et exploiter des magasins, édifices, agences, entrepôts, dépôts dans le but d'exercer l'industrie de la compagnie, ou de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

9. Exercer toute autre industrie, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des objets de la compagnie ou les rendre profitables;

10. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

1. To carry on generally the business of cleaners, pressers, dyers, tailors, furriers, blockers, repairers and general servicers of all articles and materials of wearing apparel, furniture, household furnishings and all other articles and equipment;

2. To clean, press, dye, embellish, renovate, block, alter, tailor, storage and repair plain, fur and fur-trimmed wearing apparel, furniture, household furnishings, articles and all other materials of every kind and nature;

3. To carry on generally the business of laundry, to wash, iron, scour, and repair, linens, linen goods, shirts, collars, household linens and effects and all such other things as are capable of being washed, laundered, ironed and scoured;

4. To carry on the business generally of repairing shoes, boots, slippers, over-shoes and all footwear and rebuilding same, as well as to buy and sell leather, leather goods, heels, rubber, rubber goods, and all such other articles, machinery or equipment generally required in the shoe repairing and shoe rebuilding trade and business;

5. To operate stores wherein will be collected and from which will be delivered all the wearing apparel, furniture, furnishings, linens, linen goods, shoes, boots and all other articles which the company will undertake to clean, press, dye, launder, wash, repair or rebuild;

6. To do all the foregoing things either themselves or through the agency or intermediary of other person, persons, company or companies and to enter into agreements with such person, persons, company or companies for the servicing of the articles undertaken by it to be serviced in whole or in part and to pay for same in cash or otherwise, at an agreed rate per article, or on a percentage basis of its gross or net receipts, to be calculated at the end of a fixed period, agreed upon between the company and such person, persons, company or companies who may undertake to do the servicing of the articles for the company, or upon such other basis as may be mutually agreed upon or varied from time to time;

7. To acquire, purchase or undertake the whole or any part of the business, property, assets and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and either to pay for same either in whole or in part in cash or in stock of the company;

8. To erect, maintain and operate stores, buildings, agencies, warehouses, depots, for the purposes of carrying on the business of the company, or of any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

9. To carry on any other business, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the objects of the company;

10. To take, or otherwise acquire and hold, shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit the company;

11. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

12. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges, soit ici ou dans tout autre pays, sujet, cependant aux lois et règlementations locales, que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement toute machinerie, matériels ou fonds de commerce;

13. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, droit d'auteur, formule et choses de même nature qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie et avoir la permission de prendre les procédures légales dans le but de préserver tous ses brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules et choses de même nature qu'elle pourra acquérir;

14. Emprunter des deniers de ses actionnaires, directeurs ou de toute autre personne et garantir et endosser pour les prêts qui leurs sont consentis par d'autres et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne ou personnes;

15. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

16. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

17. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par émissions de radio, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, par la publication de livres et revues périodiques sujet, cependant, aux lois et règlementations locales, le tout après avoir eu l'autorisation des autorités locales;

18. Passer des contrats avec toute personne, personnes, compagnie ou compagnies dans le but d'annoncer et de faire connaître ses effets, services, taux, prix, ventes, spéciaux et autoriser les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies d'exercer le droit exclusif et les franchises d'utiliser les dites annonces et médiums de publicité et promouvoir ses opérations, le tout pour la considération qui pourra être mutuellement convenue entre la compagnie et les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies;

19. Passer des contrats avec toute personne, personnes, compagnie ou compagnies dans le but d'organiser et de maintenir son personnel de vente, les former et les instruire, fournir les inspecteurs et surveillants, la littérature de publicité, les cartes de montre, affiches, circulaires et tous autres matériels, le tout dans le but de promouvoir les intérêts de la compagnie;

20. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

11. To promote any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

12. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges, either here or in any other country, subject, however, to local Laws and Regulations, which the company may think necessary or convenient for the purposes of the business, and in particular, any machinery, plant or stock-in-trade;

13. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trade-marks, formulæ, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, copyright, formulæ, and the like which may seem capable of being used for any of the purposes of the company and to be permitted to take such proceedings at law for the purposes of preserving all its patents, patent rights, copyrights, trade-marks, formulæ, and the like which it may acquire;

14. To borrow money from its shareholders, directors or any one else and to guarantee and endorse for loans made to them by others and to guarantee the performance of contracts by any such person or persons;

15. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

16. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

17. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular, by advertising in the press, by circulars, by radio broadcasts, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals subject, however, to the local laws and regulations, the whole upon being authorized by local authorities;

18. To enter into contract with any person, persons, company or companies for the purposes of advertising and making known its wares, services, rates, prices, sales, specials, and to permit such person, persons, company or companies, the exclusive right and franchise to carry on such advertisements, and publicity and to merchandise its business, the whole for such consideration as may be mutually agreed upon between the company and such person, persons, company or companies;

19. To enter into contract with any person, persons, company, or companies for the purposes of organizing and maintaining its sales force, to train and to educate them, to provide inspectors and supervisors, advertising literature, window cards, posters, circulars and all such other material, the whole for the purposes of promoting the interest of the company;

20. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

21. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

22. Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui semblera susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne, société, association ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

23. Acheter, acquérir, louer, vendre, aliéner, manufacturer soit en tout ou en partie, importer et exporter, échanger ou autrement faire le commerce de tous articles, effets, matériels, commodités, marchandises, articles et objets de commerce de toute nature et description se rapportant au commerce de la compagnie, des produits chimiques, machineries, pièces et accessoires de machineries, soit manufacturés ou autres, soit en gros ou en détail, soit comme mandants ou agents, et sans limiter en aucune manière la généralité de ce qui précède exercer l'industrie de manufacturiers et marchands de toutes sortes et descriptions de vêtements;

24. Distribuer en espèces ou autrement, par voie de dividendes déclarés légalement à même les surplus de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des propriétés de la compagnie, ou les actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque des biens ou engagements de cette compagnie;

25. Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

26. Etablir des agences et succursales;

27. Payer toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à la formation et à la constitution en corporation de la compagnie et au prélèvement de son capital-action ou passer des contrats avec toute compagnie ou personne pour les payer;

28. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

CONTRATS

29. Dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, les dits contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou en aucune manière affectés par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts qui sont ou peuvent

21. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, either alone or in conjunction with others;

22. To enter into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

23. To buy, acquire, lease, sell, dispose of, manufacture either in whole or in part, import and export, exchange or otherwise deal in all goods, wares, materials, commodities, merchandise and articles and objects of commerce of every kind and description connected with the company's business, chemicals, machinery, machinery parts, machinery equipment, whether manufactured or otherwise whether wholesale or retail, whether as principals or agents, and without in any way limiting the generality of the foregoing to carry on the business of manufacturers of and dealers in all kinds of wearing apparel and description;

24. To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

25. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

26. To establish agencies and branches;

27. To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

28. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

CONTRACTS

29. In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the

être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant ces intérêts contraires ait été nécessaires pour obliger la compagnie en vertu de ces contrats ou transactions, pourvu, cependant, que dans ce cas le fait que ces intérêts existent ait été déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu de ou relativement à ces contrats ou transactions;

DIVIDENDES SUR LES ACTIONS

30. La compagnie pourra en aucun temps et de temps à autre capitaliser et distribuer entre les actionnaires toute somme ou sommes:

(*a*) formant partie des profits non divisés portés au crédit de tout compte de réserve de la compagnie; et/ou

(*b*) étant les profits nets non divisés entre les mains de la compagnie; et/ou

(*c*) Toute somme portée au fonds de réserve comme résultat d'une vente ou de la révaluation des propriétés ou biens de la compagnie ou une partie quelconque d'iceux;

et pourra répartir aux actionnaires détenant des actions du capital de la compagnie en rapport avec le montant net capitalisé, des actions entièrement libérées de la compagnie du montant nominal équivalent ou des actions entièrement libérées de la compagnie sans valeur au pair acceptées pour le montant de la considération pour laquelle dans le temps les directeurs sont autorisés à émettre et répartir les dites actions, et/ou la compagnie pourra déclarer des dividendes en actions et émettre pour iceux les actions de la compagnie comme entièrement libérées ou partiellement libérées ou créditer le montant des dits dividendes sur les actions de la compagnie antérieurement émises mais non entièrement libérées, mais de manière que le montant versé sur les actions émises de cette manière ou en vertu des dits dividendes sur les actions n'excèdent pas le montant que les directeurs pourront légalement déclarer payable en deniers et la responsabilité des porteurs des dites actions sera réduite par le montant des dits dividendes;

31. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et désigner les personnes conformément aux lois du dit pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

32. Avoir la permission de poursuivre et d'être poursuivie dans toutes les cours de la province de Québec;

33. Avoir la permission d'adopter les règles et autres règlements, qui sont permis d'après la Loi, diriger et aider à exécuter tous ses objets, et avoir la permission de temps à autre d'annuler, modifier et amender l'un quelconque des règlements adoptés pour la règlementation de la compagnie;

34. Les pouvoirs de chacun des paragraphes ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Paul Service Stores (East)) Ltd.", avec un capital total de mille dollars ($1,000.00), divisé en mille (1,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

27 Sous-secrétaire de la Province.

interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

STOCK DIVIDENDS

30. The company may at any time and from time to time capitalize and distribute among the shareholders any sum or sums:

(*a*) forming part of the undivided profits standing to the credit of any reserve account of the company; and/or

(*b*) being undivided net profits in the hands of the company; and/or

(*c*) any sum carried to reserve as a result of a sale or of the revaluation of the property or assets of the company or any part thereof;

and may allot to shareholders holding shares in the company's capital stock in respect of the net amount capitalized fully paid shares of the company of equivalent nominal amount or fully paid shares of the company of equivalent nominal amount of fully paid shares of the company without par value taken at the amount of the consideration for which for the time being the directors of the company are entitled to issue and allot such shares, and/or the company may declare stock dividends, and issue therefor shares of the company as fully paid or partly paid, or credit the amount of such dividends on shares of the company already issued but not fully paid, but so that the amount paid up on shares so that the amount paid up on shares so issued or by virtue of such stock dividends shall not exceed the amount which the directors may lawfully declare payable in money and the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend;

31. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

32. To be permitted to sue and be sued in all the courts of the Province of Quebec;

33. To be permitted to adopt such rules and other by-laws, which are permissable according to law, to direct and assist in the carrying out of all its purposes, and to be permitted from time to time to annul, alter and amend any of the by-laws adopted for the regulation of the company;

34. The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by inference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Paul Service Stores (East) Ltd.", with a total capital stock of one thousand dollars ($1,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

28-o Under Secretary of the Province.

"Paul Service Stores (Montreal) Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 225, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du treizième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Leon Crestohl, avocat, Irwin B. Blond, notaire, tous deux de la cité de Montréal, Max Crestohl, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer généralement les opérations de nettoyeurs, pressiers, teinturiers, tailleurs, pelletiers, bloqueurs, réparateurs et prendre soin en général de tous matériels et articles de vêtement, d'ameublement et garnitures de maison et tous autres articles et dispositifs;

2. Nettoyer, presser, teindre, embellir, rénover, bloquer, modifier, tailler, emmagasiner et réparer les vêtements unis, en fourrure et garnis de fourrure, ameublements, garnitures de maison, articles et tous autres matériels de toute nature et sorte;

3. Exercer généralement l'industrie d'une buanderie, laver, repasser, lessiver et réparer la lingerie, les articles en toile, chemises, collets, lingerie et effets de maison et toutes autres choses susceptibles d'être lavées, nettoyées, repassées et lessivées;

4. Exercer généralement les opérations qui consistent à réparer les souliers, bottines, pantoufles, pardessus et chaussures et les reconstruire, aussi bien qu'acheter et vendre le cuir, les articles en cuir, talons, claques, les articles en caoutchouc, et tous les autres articles, machineries ou outillage généralement requis dans l'industrie et le commerce de la réparation et la construction des chaussures;

5. Exploiter des magasins dans lesquels seront ramassés et desquels seront livrés tous les vêtements, ameublements, garnitures, lingeries, toiles, souliers, bottines et tous autres articles que la compagnie se chargera de nettoyer, presser, teindre, blanchir, laver, réparer ou reconstruire;

6. Faire toutes les choses précitées soit elles-mêmes ou par l'entremise d'agences ou l'intermédiaire d'autre personne, personnes, compagnie ou compagnies et conclure des conventions avec les dites personne, personnes, compagnie, compagnies pour le service des articles dont elle se chargera de prendre soin en tout ou en partie et les payer en deniers comptants ou autrement à un taux convenu par article, ou sur une base de percentage des recettes brutes ou nettes, qui sera calculé à la fin d'une période fixe, convenu entre la compagnie et les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies qui pourraient se charger de prendre soin des articles de la compagnie, ou sur toute base qui pourrait être mutuellement convenue ou variée de temps à autre;

7. Acquérir, acheter ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des propriétés, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie et les payer en tout ou en partie soit en deniers comptants ou en actions de la compagnie;

8. Ériger, entretenir et exploiter des magasins, édifices, agences, entrepôts, dépôts dans le but d'exercer l'industrie de la compagnie, ou de

"Paul Service Stores (Montreal) Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S., Q., 1925, bearing date the thirteenth day of December, 1938, incorporating: Leon Crestohl, Advocate, Irwin B. Blond, Notary, both of the City of Montreal, Max Crestohl, Advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on generally the business of cleaners, pressers, dyers, tailors, furriers, blockers, repairers and general servicers of all articles and materials of wearing apparel, furniture, household furnishings and all other articles and equipment;

2. To clean, press, dye, embellish, renovate, block, alter, tailor, storage and repair plain, fur and fur-trimmed wearing apparel, furniture, household furnishings, articles and all other materials of every kind and nature;

3. To carry on generally the business of laundry, to wash, iron, scour, and repair, linens, linen goods, shirts, collars, household linens and effects and all such other things as are capable of being washed, laundered, ironed and scoured;

4. To carry on the business generally of repairing shoes, boots, slippers, over-shoes and all footwear and rebuilding same, as well as to buy and sell leather, leather goods, heels, rubber, rubber goods, and all such other articles, machinery or equipment generally required in the shoe repairing and shoe rebuilding trade and business;

5. To operate stores wherein will be collected and from which will be delivered all the wearing apparel, furniture, furnishings, linens, linen goods, shoes, boots and all other articles which the company will undertake to clean, press, dye, launder, wash, repair or rebuild;

6. To do all the foregoing things either themselves or through the agency or intermediary of other person, persons, company or companies and to enter into agreements with such person, persons, company or companies for the servicing of the articles undertaken by it to be serviced in whole or in part and to pay for same in cash or otherwise, at an agreed rate per article, or on a percentage basis of its gross or net receipts, to be calculated at the end of a fixed period, agreed upon between the company and such person, persons, company or companies who may undertake to do the servicing of the articles for the company, or upon such other basis as may be mutually agreed upon or varied from time to time;

7. To acquire, purchase or undertake the whole or any part of the business, property, assets and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and either to pay for same either in whole or in part in cash or in stock of the company;

8. To erect, maintain and operate stores, buildings, agencies, warehouses, depots, for the purposes of carrying on the business of the com-

toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

9. Exercer toute autre industrie, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des objets de la compagnie ou les rendre profitables;

10. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

11. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

12. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges, soit ici ou dans tout autre pays, sujet, cependant aux lois et règlementations locales, que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement toute machinerie, matériels ou fonds de commerce;

13. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, droit d'auteur, formule et choses de même nature qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie et avoir la permission de prendre les procédures légales dans le but de préserver tous ses brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules et choses de même nature qu'elle pourra acquérir;

14. Emprunter des deniers de ses actionnaires, directeurs ou de toute autre personne et garantir et endosser pour les prêts qui leurs sont consentis par d'autres et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne ou personnes;

15. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

16. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

17. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par émissions de radio, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, par la publication de livres et revues périodiques sujet, cependant, aux lois et règlementations locales, le tout après avoir eu l'autorisation des autorités locales;

18. Passer des contrats avec toute personne, personnes, compagnie ou compagnies dans le but d'annoncer et de faire connaître ses effets, services, taux, prix, ventes, spéciaux et autoriser les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies d'exercer le droit exclusif et les franchises d'utiliser les dites annonces et médiums de publicité et promouvoir ses opérations, le tout pour

pany, or of any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

9. To carry on any other business, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the objects of the company;

10. To take, or otherwise acquire and hold, shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit the company;

11. To promote any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

12. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges, either here or in any other country, subject, however, to local Laws and Regulations, which the company may think necessary or convenient for the purposes of the business, and in particular, any machinery, plant or stock-in-trade;

13. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trade-marks, formulæ, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, copyright, formulæ, and the like which may seem capable of being used for any of the purposes of the company and to be permitted to take such proceedings at law for the purposes of preserving all its patents, patent rights, copyrights, trade-marks, formulæ, and the like which it may acquire;

14. To borrow money from its shareholders, directors or any one else and to guarantee and endorse for loans made to them by others and to guarantee the performance of contracts by any such person or persons;

15. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

16. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

17. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular, by advertising in the press, by circulars, by radio broadcasts, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals subject, however, to the local laws and regulations, the whole upon being authorized by local authorities;

18. To enter into contract with any person, persons, company or companies for the purposes of advertising and making known its wares, services, rates, prices, sales, specials, and to permit such person, persons, company or companies, the exclusive right and franchise to carry on such advertisements, and publicity and to merchandise its business, the whole for such con-

la considération qui pourra être mutuellement convenue entre la compagnie et les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies;

19. Passer des contrats avec toute personne, personnes, compagnie ou compagnies dans le but d'organiser et de maintenir son personnel de vente, les former et les instruire, fournir les inspecteurs et surveillants, la littérature de publicité, les cartes de montre, affiches, circulaires et tous autres matériels, le tout dans le but de promouvoir les intérêts de la compagnie;

20. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

21. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

22. Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui semblera susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne, société, association ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

23. Acheter, acquérir, louer, vendre, aliéner, manufacturer soit en tout ou en partie, importer et exporter, échanger ou autrement faire le commerce de tous articles, effets, matériels, commodités, marchandises, articles et objets de commerce de toute nature et description se rapportant au commerce de la compagnie, des produits chimiques, machineries, pièces et accessoires de machineries, soit manufacturés ou autres, soit en gros ou en détail, soit comme mandants ou agents, et sans limiter en aucune manière la généralité de ce qui précède exercer l'industrie de manufacturiers et marchands de toutes sortes et descriptions de vêtements;

24. Distribuer en espèces ou autrement, par voie de dividendes déclarés légalement à même les surplus de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des propriétés de la compagnie, ou les actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque des biens ou engagements de cette compagnie;

25. Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

26. Etablir des agences et succursales;

27. Payer toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à la formation et à la constitution en corporation de la compagnie et au prélèvement de son capital-action ou passer des contrats avec toute compagnie ou personne pour les payer;

sideration as may be mutually agreed upon between the company and such person, persons, company or companies;

19. To enter into contract with any person, persons, company, or companies for the purposes of organizing and maintaining its sales force, to train and to educate them, to provide inspectors and supervisors, advertising literature, window cards, posters, circulars and all such other material, the whole for the purposes of promoting the interest of the company;

20. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

21. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, either alone or in conjunction with others;

22. To enter into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

23. To buy, acquire, lease, sell, dispose of, manufacture either in whole or in part, import and export, exchange or otherwise deal in all goods, wares, materials, commodities, merchandise and articles and objects of commerce of every kind and description connected with the company's business, chemicals, machinery, machinery parts, machinery equipment, whether manufactured or otherwise whether wholesale or retail, whether as principals or agents, and without in any way limiting the generality of the foregoing to carry on the business of manufacturers of and dealers in all kinds of wearing apparel and description;

24. To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

25. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

26. To establish agencies and branches;

27. To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

28. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

CONTRATS

29. Dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, les dits contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou en aucune manière affectés par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant ces intérêts contraires ait été nécessaires pour obliger la compagnie en vertu de ces contrats ou transactions, pourvu, cependant, que dans ce cas le fait que ces intérêts existent ait été déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu de ou relativement à ces contrats ou transactions;

DIVIDENDES SUR LES ACTIONS

30. La compagnie pourra en aucun temps et de temps à autre capitaliser et distribuer entre les actionnaires toute somme ou sommes:

(*a*) formant partie des profits non divisés portés au crédit de tout compte de réserve de la compagnie; et/ou

(*b*) étant les profits nets non divisés entre les mains de la compagnie; et/ou

(*c*) Toute somme portée au fonds de réserve comme résultat d'une vente ou de la révaluation des propriétés ou biens de la compagnie ou une partie quelconque d'iceux;

et pourra répartir aux actionnaires détenant des actions du capital de la compagnie en rapport avec le montant net capitalisé, des actions entièrement libérées de la compagnie du montant nominal équivalent ou des actions entièrement libérées de la compagnie sans valeur au pair acceptées pour le montant de la considération pour laquelle dans le temps les directeurs sont autorisés à émettre et répartir les dites actions, et/ou la compagnie pourra déclarer des dividendes en actions et émettre pour iceux les actions de la compagnie comme entièrement libérées ou partiellement libérées ou créditer le montant des dits dividendes sur les actions de la compagnie antérieurement émises mais non entièrement libérées, mais de manière que le montant versé sur les actions émises de cette manière ou en vertu des dits dividendes sur les actions n'excèdent pas le montant que les directeurs pourront légalement déclarer payable en deniers et la responsabilité des porteurs des dites actions sera réduite par le montant des dits dividendes;

31. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et désigner les personnes conformément aux lois du dit pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

32. Avoir la permission de poursuivre et d'être poursuivie dans toutes les cours de la province de Québec;

33. Avoir la permission d'adopter les règles et autres règlements, qui sont permis d'après la Loi, diriger et aider à exécuter tous ses objets, et avoir la permission de temps à autre d'annuler, modifier et amender l'un quelconque des règle-

28. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

CONTRACTS

29. In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

STOCK DIVIDENDS

30. The company may at any time and from time to time capitalize and distribute among the shareholders any sum or sums:

(*a*) forming part of the undivided profits standing to the credit of any reserve account of the company; and/or

(*b*) being undivided net profits in the hands of the company; and/or

(*c*) any sum carried to reserve as a result of a sale or of the revaluation of the property or assets of the company or any part thereof;

and may allot to shareholders holding shares in the company's capital stock in respect of the net amount capitalized fully paid shares of the company of equivalent nominal amount or fully paid shares of the company of equivalent nominal amount of fully paid shares of the company without par value taken at the amount of the consideration for which for the time being the directors of the company are entitled to issue and allot such shares, and/or the company may declare stock dividends, and issue therefor shares of the company as fully paid or partly paid, or credit the amount of such dividends on shares of the company already issued but not fully paid, but so that the amount paid up on shares so that the amount paid up on shares so issued or by virtue of such stock dividends shall not exceed the amount which the directors may lawfully declare payable in money and the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend;

31. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

32. To be permitted to sue and be sued in all the courts of the Province of Quebec;

33. To be permitted to adopt such rules and other by-laws, which are permissable according to law, to direct and assist in the carrying out of all its purposes, and to be permitted from time to time to annul, alter and amend any of the

ments adoptés pour la règlementation de la compagnie;

34. Les pouvoirs de chacun des paragraphes ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Paul Service Stores (Montreal) Ltd.", avec un capital total de mille dollars ($1,000.00), divisé en mille (1,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,
29 Sous-secrétaire de la Province.

by-laws adopted for the regulation of the company;

34. The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by inference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Paul Service Stores (Montreal) Ltd.", with a total capital stock of one thousand dollars ($1,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,
30-o Under Secretary of the Province.

"Paul Service Stores (North) Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 225, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du treizième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Leon Crestohl, avocat, Irwin B. Blond, notaire, tous deux de la cité de Montréal, Max Crestohl, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer généralement les opérations de nettoyeurs, pressiers, teinturiers, tailleurs, pelletiers, bloqueurs, réparateurs et prendre soin en général de tous matériels et articles de vêtement d'ameublement et garnitures de maison et tous autres articles et dispositifs;

2. Nettoyer, presser, teindre, embellir, rénover, bloquer, modifier, tailler, emmagasiner et réparer les vêtements unis, en fourrure et garnis de fourrure, ameublements, garnitures de maison, articles et tous autres matériels de toute nature et sorte;

3. Exercer généralement l'industrie d'une buanderie, laver, passer, lessiver et réparer la lingerie, les articles en toile, chemises, collets, lingerie et effets de maison et toutes autres choses susceptibles d'être lavées, nettoyées, repassées et lessivées;

4. Exercer généralement les opérations qui consistent à réparer les souliers, bottines, pantoufles, pardessus et chaussures et les reconstruire, aussi bien qu'acheter et vendre le cuir, les articles en cuir, talons, claques, les articles en caoutchouc, et tous les autres articles, machineries ou outillage généralement requis dans l'industrie et le commerce de la réparation et la construction des chaussures;

5. Exploiter des magasins dans lesquels seront ramassés et desquels seront livrés tous les vêtements, ameublements, garnitures, lingeries, toiles, souliers, bottines et tous autres articles que la compagnie se chargera de nettoyer, presser, teindre, blanchir, laver, réparer ou reconstruire;

6. Faire toutes les choses précitées soit eux-mêmes ou par l'entremise d'agences ou l'intermédiaire d'autre personne, personnes, compagnie ou compagnies et conclure des conventions avec les dites personne, personnes, compagnie, compagnies pour le service des articles dont elle se chargera de prendre soin en tout ou en partie et les payer en deniers comptants ou autrement à un taux convenu par article, ou sur une base de percentage des recettes brutes ou nettes, qui sera calculé à la fin d'une période fixe, convenu

"Paul Service Stores (North) Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S Q., 1925, bearing date the thirteenth day of December, 1938, incorporating: Leon Crestohl, Advocate, Irwin B. Blond, Notary, both of the City of Montreal, Max Crestohl, Advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on generally, the business of cleaners, pressers, dyers, tailors, furriers, blockers, repairers and general servicers of all articles and materials of wearing apparel, furniture, household furnishings and all other articles and equipment;

2. To clean, press, dye, embellish, renovate, block, alter, tailor, storage and repair plain, fur and fur-trimmed wearing apparel, furniture, household furnishings, articles and all other materials of every kind and nature;

3. To carry on generally the business of laundry, to wash, iron, scour, and repair, linens, linen goods, shirts, collars, household linens and effects and all such other things as are capable of being washed, laundered, ironed and scoured;

4. To carry on the business generally of repairing shoes, boots, slippers, over-shoes and all footwear and rebuilding same, as well as to buy and sell leather, leather goods, heels, rubber, rubber goods, and all such other articles, machinery or equipment generally required in the shoe repairing and shoe rebuilding trade and business;

5. To operate stores wherein will be collected and from which will be delivered all the wearing apparel, furniture, furnishings, linens, linen goods, shoes, boots and all other articles which the company will undertake to clean, press, dye, launder, wash, repair or rebuild;

6. To do all the foregoing things either themselves or through the agency or intermediary of other person, persons, company or companies and to enter into agreements with such person, persons, company or companies for the servicing of the articles undertaken by it to be serviced in whole or in part and to pay for same in cash or otherwise, at an agreed rate per article, or on a percentage basis of its gross or net receipts, to be calculated at the end of a fixed period, agreed upon between the company and such person,

entre la compagnie et les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies qui pourraient se charger de prendre soin des articles de la compagnie, ou sur toute base qui pourrait être mutuellement convenue ou variée de temps à autre;

7. Acquérir, acheter ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des propriétés, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie et les payer en tout ou en partie soit en deniers comptants ou en actions de la compagnie;

8. Eriger, entretenir et exploiter des magasins, édifices, agences, entrepôts, dépôts dans le but d'exercer l'industrie de la compagnie, ou de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

9. Exercer toute autre industrie, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des objets de la compagnie ou les rendre profitables;

10. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

11. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

12. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges, soit ici ou dans tout autre pays, sujet, cependant aux lois et règlementations locales, que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement toute machinerie, matériels ou fonds de commerce;

13. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, droit d'auteur, formule et choses de même nature qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie et avoir la permission de prendre les procédures légales dans le but de préserver tous ses brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules et choses de même nature qu'elle pourra acquérir;

14. Emprunter des deniers de ses actionnaires, directeurs ou de toute autre personne et garantir et endosser pour les prêts qui leurs sont consentis par d'autres et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne ou personnes;

15. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

16. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, dé-

persons, company or companies who may undertake to do the servicing of the articles for the company, or upon such other basis as may be mutually agreed upon or varied from time to time;

7. To acquire, purchase or undertake the whole or any part of the business, property, assets and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and either to pay for same either in whole or in part in cash or in stock of the company;

8. To erect, maintain and operate stores, buildings, agencies, warehouses, depots, for the purposes of carrying on the business of the company, or of any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

9. To carry on any other business, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the objects of the company;

10. To take, or otherwise acquire and hold, shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit the company;

11. To promote any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

12. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges, either here or in any other country, subject, however, to local Laws and Regulations, which the company may think necessary or convenient for the purposes of the business, and in particular, any machinery, plant or stock-in-trade;

13. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trade-marks, formulæ, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, copyright, formulæ, and the like which may seem capable of being used for any of the purposes of the company and to be permitted to take such proceedings at law for the purposes of preserving all its patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulæ, and the like which it may acquire;

14. To borrow money from its shareholders, directors or any one else and to guarantee and endorse for loans made to them by others and to guarantee the performance of contracts by any such person or persons;

15. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

16. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures or securities of any

bentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

17. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par émissions de radio, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, par la publication de livres et revues périodiques sujet, cependant, aux lois et règlementations locales, le tout après avoir eu l'autorisation des autorités locales;

18. Passer des contrats avec toute personne, personnes, compagnie ou compagnies dans le but d'annoncer et de faire connaître ses effets, services, taux, prix, ventes, spéciaux et autoriser les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies d'exercer le droit exclusif et les franchises d'utiliser les dites annonces et médiums de publicité et promouvoir ses opérations, le tout pour la considération qui pourra être mutuellement convenue entre la compagnie et les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies;

19. Passer des contrats avec toute personne, personnes, compagnie ou compagnies dans le but d'organiser et de maintenir son personnel de vente, les former et les instruire, fournir les inspecteurs et surveillants, la littérature de publicité, les cartes de montre, affiches, circulaires et tous autres matériels, le tout dans le but de promouvoir les intérêts de la compagnie;

20. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

21. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

22. Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui semblera susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne, société, association ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

23. Acheter, acquérir, louer, vendre, aliéner, manufacturer soit en tout ou en partie, importer et exporter, échanger ou autrement faire le commerce de tous articles, effets, matériels, commodités, marchandises, articles et objets de commerce de toute nature et description se rapportant au commerce de la compagnie, des produits chimiques, machineries, pièces et accessoires de machineries, soit manufacturés ou autres, soit en gros ou en détail, soit comme mandants ou agents, et sans limiter en aucune manière la généralité de ce qui précède exercer l'industrie de manufacturiers et marchands de toutes sortes et descriptions de vêtements;

24. Distribuer en espèces ou autrement, par voie de dividendes déclarés légalement à même les surplus de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions,

other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

17. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular, by advertising in the press, by circulars, by radio broadcasts, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals subject, however, to the local laws and regulations, the whole upon being authorized by local authorities;

18. To enter into contract with any person, persons, company or companies for the purposes of advertising and making known its wares, services, rates, prices, sales, specials, and to permit such person, persons, company or companies, the exclusive right and franchise to carry on such advertisements, and publicity and to merchandise its business, the whole for such consideration as may be mutually agreed upon between the company and such person, persons, company or companies;

19. To enter into contract with any person, persons, company, or companies for the purposes of organizing and maintaining its sales force, to train and to educate them, to provide inspectors and supervisors, advertising literature, window cards, posters, circulars and all such other material, the whole for the purposes of promoting the interest of the company;

20. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

21. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, either alone or in conjunction with others;

22. To enter into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

23. To buy, acquire, lease, sell, dispose of, manufacture either in whole or in part, import and export, exchange or otherwise deal in all goods, wares, materials, commodities, merchandise and articles and objects of commerce of every kind and description connected with the company's business, chemicals, machinery, machinery parts, machinery equipment, whether manufactured or otherwise whether wholesale or retail, whether as principals or agents, and without in any way limiting the generality of the foregoing to carry on the business of manufacturers of and dealers in all kinds of wearing apparel and description;

24. To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures,

obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des propriétés de la compagnie, ou les actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque des biens ou engagements de cette compagnie;

25. Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

26. Etablir des agences et succursales;

27. Payer toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à la formation et à la constitution en corporation de la compagnie et au prélèvement de son capital-action ou passer des contrats avec toute compagnie ou personne pour les payer;

28. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

25. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

26. To establish agencies and branches;

27. To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

28. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

CONTRATS

29. Dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, les dits contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou en aucune manière affectés par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant ces intérêts contraires ait été nécessaires pour obliger la compagnie en vertu de ces contrats ou transactions, pourvu, cependant, que dans ce cas le fait que ces intérêts existent ait été déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu de ou relativement à ces contrats ou transactions;

CONTRACTS

29. In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

DIVIDENDES SUR LES ACTIONS

30. La compagnie pourra en aucun temps et de temps à autre capitaliser et distribuer entre les actionnaires toute somme ou sommes:

(*a*) formant partie des profits non divisés portés au crédit de tout compte de réserve de la compagnie; et/ou

(*b*) étant les profits nets non divisés entre les mains de la compagnie; et/ou

(*c*) Toute somme portée au fonds de réserve comme résultat d'une vente ou de la révaluation des propriétés ou biens de la compagnie ou une partie quelconque d'iceux;

et pourra répartir aux actionnaires détenant des actions du capital de la compagnie en rapport avec le montant net capitalisé, des actions entièrement libérées de la compagnie du montant nominal équivalent ou des actions entièrement libérées de la compagnie sans valeur au pair acceptées pour le montant de la considération pour laquelle dans le temps les directeurs sont autorisés à émettre et répartir les dites actions, et/ou la compagnie pourra déclarer des dividendes en actions et émettre pour iceux les actions de la compagnie comme entièrement libérées ou partiellement libérées ou créditer le montant des dits dividendes sur les actions de la compagnie antérieurement émises mais non entièrement libérées, mais de manière que le montant versé sur les actions émises de cette manière ou en vertu des dits dividendes sur les actions n'excèdent pas le

STOCK DIVIDENDS

30. The company may at any time and from time to time capitalize and distribute among the shareholders any sum or sums:

(*a*) forming part of the undivided profits standing to the credit of any reserve account of the company; and/or

(*b*) being undivided net profits in the hands of the company; and/or

(*c*) any sum carried to reserve as a result of a sale or of the revaluation of the property or assets of the company or any part thereof;

and may allot to shareholders holding shares in the company's capital stock in respect of the net amount capitalized fully paid shares of the company of equivalent nominal amount or fully paid shares of the company of equivalent nominal amount of fully paid shares of the company without par value taken at the amount of the consideration for which for the time being the directors of the company are entitled to issue and allot such shares, and/or the company may declare stock dividends, and issue therefor shares of the company as fully paid or partly paid, or credit the amount of such dividends on shares of the company already issued but not fully paid, but so that the amount paid up on shares so that the amount paid up on shares so issued or by virtue of such stock dividends shall not exceed the amount which the directors may law-

montant que les directeurs pourront légalement déclarer payable en deniers et la responsabilité des porteurs des dites actions sera réduite par le montant des dits dividendes;

31. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et désigner les personnes conformément aux lois du dit pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

32. Avoir la permission de poursuivre et d'être poursuivie dans toutes les cours de la province de Québec;

33. Avoir la permission d'adopter les règles et autres règlements, qui sont permis d'après la Loi, diriger et aider à exécuter tous ses objets, et avoir la permission de temps à autre d'annuler, modifier et amender l'un quelconque des règlements adoptés pour la règlementation de la compagnie;

34. Les pouvoirs de chacun des paragraphes ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Paul Service Stores (North) Ltd.", avec un capital total de mille dollars ($1,000.00), divisé en mille (1,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

31 Sous-secrétaire de la Province.

fully declare payable in money and the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend;

31. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

32. To be permitted to sue and be sued in all the courts of the Province of Quebec;

33. To be permitted to adopt such rules and other by-laws, which are permissable according to law, to direct and assist in the carrying out of all its purposes, and to be permitted from time to time to annul, alter and amend any of the by-laws adopted for the regulation of the company;

34. The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by inference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Paul Service Stores (North) Ltd.", with a total capital stock of one thousand dollars ($1,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

32-o Under Secretary of the Province.

"Paul Service Stores (Quebec) Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 225, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du treizième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Leon Crestohl, avocat, Irwin B. Blond, notaire, tous deux de la cité de Montréal, Max Crestohl, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer généralement les opérations de nettoyeurs, pressiers, teinturiers, tailleurs, pelletiers, bloqueurs, réparateurs et prendre soin en général de tous matériels et articles de vêtement, d'ameublement et garnitures de maison et tous autres articles et dispositifs;

2. Nettoyer, presser, teindre, embellir, rénover, bloquer, modifier, tailler, emmagasiner et réparer les vêtements unis, en fourrure et garnis de fourrure, ameublements, garnitures de maison, articles et tous autres matériels de toute nature et sorte;

3. Exercer généralement l'industrie d'une buanderie, laver, repasser, lessiver et réparer la lingerie, les articles en toile, chemises, collets, lingerie et effets de maison et toutes autres choses susceptibles d'être lavées, nettoyées, repassées et lessivées;

4. Exercer généralement les opérations qui consistent à réparer les souliers, bottines, pantoufles, pardessus et chaussures et les reconstruire, aussi bien qu'acheter et vendre le cuir, les articles en cuir, talons, claques, les articles en caoutchouc, et tous les autres articles, machineries ou outillage généralement requis dans l'industrie et le commerce de la réparation et la construction des chaussures;

"Paul Service Stores (Quebec) Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S., Q., 1925, bearing date the thirteenth day of December, 1938, incorporating: Leon Crestohl, Advocate, Irwin B. Blond, Notary, both of the City of Montreal, Max Crestohl, Advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on generally the business of cleaners, pressers, dyers, tailors, furriers, blockers, repairers and general servicers of all articles and materials of wearing apparel, furniture, household furnishings and all other articles and equipment;

2. To clean, press, dye, embellish, renovate, block, alter, tailor, storage and repair plain, fur and fur-trimmed wearing apparel, furniture, household furnishings, articles and all other materials of every kind and nature;

3. To carry on generally the business of laundry, to wash, iron, scour, and repair, linens, linen goods, shirts, collars, household linens and effects and all such other things as are capable of being washed, laundered, ironed and scoured;

4. To carry on the business generally of repairing shoes, boots, slippers, over-shoes and all footwear and rebuilding same, as well as to buy and sell leather, leather goods, heels, rubber, rubber goods, and all such other articles, machinery or equipment generally required in the shoe repairing and shoe rebuilding trade and business;

5. Exploiter des magasins dans lesquels seront ramassés et desquels seront livrés tous les vêtements, ameublements, garnitures, lingeries, toiles, souliers, bottines et tous autres articles que la compagnie se chargera de nettoyer, presser, teindre, blanchir, laver, réparer ou reconstruire;

6. Faire toutes les choses précitées soit elles-mêmes ou par l'entremise d'agences ou l'intermédiaire d'autre personne, personnes, compagnie ou compagnies et conclure des conventions avec les dites personne, personnes, compagnie, compagnies pour le service des articles dont elle se chargera de prendre soin en tout ou en partie et les payer en deniers comptants ou autrement à un taux convenu par article, ou sur une base de percentage des recettes brutes ou nettes, qui sera calculé à la fin d'une période fixe, convenu entre la compagnie et les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies qui pourraient se charger de prendre soin des articles de la compagnie, ou sur toute base qui pourrait être mutuellement convenue ou variée de temps à autre;

7. Acquérir, acheter ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des propriétés, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie et les payer en tout ou en partie soit en deniers comptants ou en actions de la compagnie;

8. Eriger, entretenir et exploiter des magasins, édifices, agences, entrepôts, dépôts dans le but d'exercer l'industrie de la compagnie, ou de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

9. Exercer toute autre industrie, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des objets de la compagnie ou les rendre profitables;

10. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

11. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

12. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges, soit ici ou dans tout autre pays, sujet, cependant aux lois et règlementations locales, que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement toute machinerie, matériels ou fonds de commerce;

13. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, droit d'auteur, formule et choses de même nature qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie est avoir la permission de prendre les procédures

5. To operate stores wherein will be collected and from which will be delivered all the wearing apparel, furniture, furnishings, linens, linen goods, shoes, boots and all other articles which the company will undertake to clean, press, dye, launder, wash, repair or rebuild;

6. To do all the foregoing things either themselves or through the agency or intermediary of other person, persons, company or companies and to enter into agreements with such person, persons, company or companies for the servicing of the articles undertaken by it to be serviced in whole or in part and to pay for same in cash or otherwise, at an agreed rate per article, or on a percentage basis of its gross or net receipts, to be calculated at the end of a fixed period, agreed upon between the company and such person, persons, company or companies who may undertake to do the servicing of the articles for the company, or upon such other basis as may be mutually agreed upon or varied from time to time;

7. To acquire, purchase or undertake the whole or any part of the business, property, assets and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and either to pay for same either in whole or in part in cash or in stock of the company;

8. To erect, maintain and operate stores, buildings, agencies, warehouses, depots, for the purposes of carrying on the business of the company, or of any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

9. To carry on any other business, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the objects of the company;

10. To take, or otherwise acquire and hold, shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit the company;

11. To promote any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

12. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges, either here or in any other country, subject, however, to local Laws and Regulations, which the company may think necessary or convenient for the purposes of the business, and in particular, any machinery, plant or stock-in-trade;

13. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trade-marks, formulæ, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, copyright, formulæ, and the like which may seem capable of being used for any of the purposes of the company and to be permitted to take such proceedings at law for the purposes of preserving all its patents, patent rights, copyrights, trade-

légales dans le but de préserver tous ses brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules et choses de même nature qu'elle pourra acquérir;

14. Emprunter des deniers de ses actionnaires, directeurs ou de toute autre personne et garantir et endosser pour les prêts qui leurs sont consentis par d'autres et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne ou personnes;

15. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

16. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

17. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par émissions de radio, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, par la publication de livres et revues périodiques sujet, cependant, aux lois et règlementations locales, le tout après avoir eu l'autorisation des autorités locales;

18. Passer des contrats avec toute personne, personnes, compagnie ou compagnies dans le but d'annoncer et de faire connaître ses effets, services, taux, prix, ventes, spéciaux et autoriser les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies d'exercer le droit exclusif et les franchises d'utiliser les dites annonces et médiums de publicité et promouvoir ses opérations, le tout pour la considération qui pourra être mutuellement convenue entre la compagnie et les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies;

19. Passer des contrats avec toute personne, personnes, compagnie ou compagnies dans le but d'organiser et de maintenir son personnel de vente, les former et les instruire, fournir les inspecteurs et surveillants, la littérature de publicité, les cartes de montre, affiches, circulaires et tous autres matériels, le tout dans le but de promouvoir les intérêts de la compagnie;

20. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

21. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

22. Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui semblera susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne, société, association ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

23. Acheter, acquérir, louer, vendre, aliéner, manufacturer soit en tout ou en partie, importer

marks, formulæ, and the like which it may acquire;

14. To borrow money from its shareholders, directors or any one else and to guarantee and endorse for loans made to them by others and to guarantee the performance of contracts by any such person or persons;

15. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

16. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

17. To adopt such means of making known the products of the company a may seem expedient, and in particular, by advertising in the press, by circulars, by radio broadcasts, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals subject, however, to the local laws and regulations, the whole upon being authorized by local authorities;

18. To enter into contract with any person, persons, company or companies for the purposes of advertising and making known its wares, services, rates, prices, sales, specials, and to permit such person, persons, company or companies, the exclusive right and franchise to carry on such advertisements, and publicity and to merchandise its business, the whole for such consideration as may be mutually agreed upon between the company and such person, persons, company or companies;

19. To enter into contract with any person, persons, company, or companies for the purposes of organizing and maintaining its sales force, to train and to educate them, to provide inspectors and supervisors, advertising literature, window cards, posters, circulars and all such other material, the whole for the purposes of promoting the interest of the company;

20. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

21. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, either alone or in conjunction with others;

22. To enter into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

23. To buy, acquire, lease, sell, dispose of, manufacture either in whole or in part, import

et exporter, échanger ou autrement faire le commerce de tous articles, effets, matériels, commodités, marchandises, articles et objets de commerce de toute nature et description se rapportant au commerce de la compagnie, des produits chimiques, machineries, pièces et accessoires de machineries, soit manufacturés ou autres, soit en gros ou en détail, soit comme mandants ou agents, et sans limiter en aucune manière la généralité de ce qui précède exercer l'industrie de manufacturiers et marchands de toutes sortes et descriptions de vêtements;

24. Distribuer en espèces ou autrement, par voie de dividendes déclarés légalement à même les surplus de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des propriétés de la compagnie, ou les actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque des biens ou engagements de cette compagnie;

25. Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

26. Etablir des agences et succursales;

27. Payer toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à la formation et à la constitution en corporation de la compagnie et au prélèvement de son capital-action ou passer des contrats avec toute compagnie ou personne pour les payer;

28. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

CONTRATS

29. Dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, les dits contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou en aucune manière affectés par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant ces intérêts contraires ait été nécessaires pour obliger la compagnie en vertu de ces contrats ou transactions, pourvu, cependant, que dans ce cas le fait que ces intérêts existent ait été déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu de ou relativement à ces contrats ou transactions;

DIVIDENDES SUR LES ACTIONS

30. La compagnie pourra en aucun temps et de temps à autre capitaliser et distribuer entre les actionnaires toute somme ou sommes:

(*a*) formant partie des profits non divisés portés au crédit de tout compte de réserve de la compagnie; et/ou

(*b*) étant les profits nets non divisés entre les mains de la compagnie; et/ou

(*c*) Toute somme portée au fonds de réserve comme résultat d'une vente ou de la révaluation des propriétés ou biens de la compagnie ou une partie quelconque d'iceux;

and export, exchange or otherwise deal in all goods, wares, materials, commodities, merchandise and articles and objects of commerce of every kind and description connected with the company's business, chemicals, machinery, machinery parts, machinery equipment, whether manufactured or otherwise whether wholesale retail, whether as principals or agents, and without in any way limiting the generality of the foregoing to carry on the business of manufacturers of and dealers in all kinds of wearing apparel and description;

24. To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

25. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

26. To establish agencies and branches;

27. To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

28. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

CONTRACTS

29. In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

STOCK DIVIDENDS

30. The company may at any time and from time to time capitalize and distribute among the shareholders any sum or sums:

(*a*) forming part of the undivided profits standing to the credit of any reserve account of the company; and/or

(*b*) being undivided net profits in the hands of the company; and/or

(*c*) any sum carried to reserve as a result of a sale or of the revaluation of the property or assets of the company or any part thereof;

et pourra répartir aux actionnaires détenant des actions du capital de la compagnie en rapport avec le montant net capitalisé, des actions entièrement libérées de la compagnie du montant nominal équivalent ou des actions entièrement libérées de la compagnie sand valeur au pair acceptées pour le montant de la considération pour laquelle dans le temps les directeurs sont autorisés à émettre et répartir les dites actions, et/ou la compagnie pourra déclarer des dividendes en actions et émettre pour iceux les actions de la compagnie comme entièrement libérées ou partiellement libérées ou créditer le montant des dits dividendes sur les actions de la compagnie antérieurement émises mais non entièrement libérées, mais de manière que le montant versé sur les actions émises de cette manière ou en vertu des dits dividendes sur les actions n'excèdent pas le montant que les directeurs pourront légalement déclarer payable en deniers et la responsabilité des porteurs des dites actions sera réduite par le montant des dits dividendes;

31. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et désigner les personnes conformément aux lois du dit pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

32. Avoir la permission de poursuivre et d'être poursuivie dans toutes les cours de la province de Québec;

33. Avoir la permission d'adopter les règles et autres règlements, qui sont permis d'après la Loi, diriger et aider à exécuter tous ses objets, et avoir la permission de temps à autre d'annuler, modifier et amender l'un quelconque des règlements adoptés pour la règlementation de la compagnie;

34. Les pouvoirs de chacun des paragraphes ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Paul Service Stores (Quebec) Ltd.", avec un capital total de mille dollars ($1,000.00), divisé en mille (1,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,
33 Sous-secrétaire de la Province.

and may allot to shareholders holding shares in the company's capital stock in respect of the net amount capitalized fully paid shares of the company of equivalent nominal amount or fully paid shares of the company of equivalent nominal amount of fully paid shares of the company without par value taken at the amount of the consideration for which for the time being the directors of the company are entitled to issue and allot such shares, and/or the company may declare stock dividends, and issue therefor shares of the company as fully paid or partly paid, or credit the amount of such dividends on shares of the company already issued but not fully paid, but so that the amount paid up on shares so that the amount paid up on shares so issued or by virtue of such stock dividends shall not exceed the amount which the directors may lawfully declare payable in money and the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend;

31. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

32. To be permitted to sue and be sued in all the courts of the Province of Quebec;

33. To be permitted to adopt such rules and other by-laws, which are permissable according to law, to direct and assist in the carrying out of all its purposes, and to be permitted from time to time to annul, alter and amend any of the by-laws adopted for the regulation of the company;

34. The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by inference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Paul Service Stores (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of one thousand dollars ($1,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,
34-o Under Secretary of the Province.

"Paul Service Stores (South) Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 225, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du treizième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Leon Crestohl, avocat, Irwin B. Blond, notaire, tous deux de la cité de Montréal, Max Crestohl, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer généralement les opérations de nettoyeurs, pressiers, teinturiers, tailleurs, pelletiers, bloqueurs, réparateurs et prendre soin en général de tous matériels et articles de vêtement, d'ameublement et garnitures de maison et tous autres articles et dispositifs;

2. Nettoyer, presser, teindre, embellir, rénover, bloquer, modifier, tailler, emmagasiner et

"Paul Service Stores (South) Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S., Q., 1925, bearing date the thirteenth day of December, 1938, incorporating: Leon Crestohl, Advocate, Irwin B. Blond, Notary, both of the City of Montreal, Max Crestohl, Advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on generally the business of cleaners, pressers, dyers, tailors, furriers, blockers, repairers and general servicers of all articles and materials of wearing apparel, furniture, household furnishings and all other articles and equipment;

2. To clean, press, dye, embellish, renovate, block, alter, tailor, storage and repair plain, fur

réparer les vêtements unis, en fourrure et garnis de fourrure, ameublements, garnitures de maison, articles et tous autres matériels de toute nature et sorte;

3. Exercer généralement l'industrie d'une buanderie, laver, repasser, lessiver et réparer la lingerie, les articles en toile, chemises, collets, lingerie et effets de maison et toutes autres choses susceptibles d'être lavées, nettoyées, repassées et lessivées;

4. Exercer généralement les opérations qui consistent à réparer les souliers, bottines, pantoufles, pardessus et chaussures et les reconstruire, aussi bien qu'acheter et vendre le cuir, les articles en cuir, talons, claques, les articles en caoutchouc, et tous les autres articles, machineries ou outillage généralement requis dans l'industrie et le commerce de la réparation et la construction des chaussures;

5. Exploiter des magasins dans lesquels seront ramassés et desquels seront livrés tous les vêtements, ameublements, garnitures, lingeries, toiles, souliers, bottines et tous autres articles que la compagnie se chargera de nettoyer, presser, teindre, blanchir, laver, réparer ou reconstruire;

6. Faire toutes les choses précitées soit elles-mêmes ou par l'entremise d'agences ou l'intermédiaire d'autre personne, personnes, compagnie ou compagnies et conclure des conventions avec les dites personne, personnes, compagnie, compagnies pour le service des articles dont elle se chargera de prendre soin en tout ou en partie et les payer en deniers comptants ou autrement à un taux convenu par article, ou sur une base de percentage des recettes brutes ou nettes, qui sera calculé à la fin d'une période fixe, convenu entre la compagnie et les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies qui pourraient se charger de prendre soin des articles de la compagnie, ou sur toute base qui pourrait être mutuellement convenue ou variée de temps à autre;

7. Acquérir, acheter ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des propriétés, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie et les payer en tout ou en partie soit en deniers comptants ou en actions de la compagnie;

8. Eriger, entretenir et exploiter des magasins, édifices, agences, entrepôts, dépôts dans le but d'exercer l'industrie de la compagnie, ou de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

9. Exercer toute autre industrie, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des objets de la compagnie ou les rendre profitables;

10. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

11. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

12. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés

and fur-trimmed wearing apparel, furniture household furnishings, articles and all other materials of every kind and nature;

3. To carry on generally the business of laundry, to wash, iron, scour, and repair, linens, linen goods, shirts, collars, household linens and effects and all such other things as are capable of being washed, laundered, ironed and scoured;

4. To carry on the business generally of repairing shoes, boots, slippers, over-shoes and all footwear and rebuilding same, as well as to buy and sell leather, leather goods, heels, rubber, rubber goods, and all such other articles, machinery or equipment generally required in the shoe repairing and shoe rebuilding trade and business;

5. To operate stores wherein will be collected and from which will be delivered all the wearing apparel, furniture, furnishings, linens, linen goods, shoes, boots and all other articles which the company will undertake to clean, press, dye, launder, wash, repair or rebuild;

6. To do all the foregoing things either themselves or through the agency or intermediary of other person, persons, company or companies and to enter into agreements with such person, persons, company or companies for the servicing of the articles undertaken by it to be serviced in whole or in part and to pay for same in cash or otherwise, at an agreed rate per article, or on a percentage basis of its gross or net receipts, to be calculated at the end of a fixed period, agreed upon between the company and such person, persons, company or companies who may undertake to do the servicing of the articles for the company, or upon such other basis as may be mutually agreed upon or varied from time to time;

7. To acquire, purchase or undertake the whole or any part of the business, property, assets and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and either to pay for same either in whole or in part in cash or in stock of the company;

8. To erect, maintain and operate stores, buildings, agencies, warehouses, depots, for the purposes of carrying on the business of the company, or of any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

9. To carry on any other business, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the objects of the company;

10. To take, or otherwise acquire and hold, shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit the company;

11. To promote any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

12. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property

personnelles et tous droits ou privilèges, soit ici ou dans tout autre pays, sujet, cependant aux lois et règlementations locales, que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement toute machinerie, matériels ou fonds de commerce;

13. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, droit d'auteur, formule et choses de même nature qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie et avoir la permission de prendre les procédures légales dans le but de préserver tous ses brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules et choses de même nature qu'elle pourra acquérir;

14. Emprunter des deniers de ses actionnaires, directeurs ou de toute autre personne et garantir et endosser pour les prêts qui leurs sont consentis par d'autres et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne ou personnes;

15. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

16. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

17. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par émissions de radio, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, par la publication de livres et revues périodiques sujet cependant, aux lois et règlementations locales, le tout après avoir eu l'autorisation des autorités locales;

18. Passer des contrats avec toute personne, personnes, compagnie ou compagnies dans le but d'annoncer et de faire connaître ses effets, services, taux, prix, ventes, spéciaux et autoriser les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies d'exercer le droit exclusif et les franchises d'utiliser les dites annonces et médiums de publicité et promouvoir ses opérations, le tout pour la considération qui pourra être mutuellement convenue entre la compagnie et les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies;

19. Passer des contrats avec toute personne, personnes, compagnie ou compagnies dans le but d'organiser et de maintenir son personnel de vente, les former et les instruire, fournir les inspecteurs et surveillants, la littérature de publicité, les cartes de montre, affiches, circulaires et tous autres matériels, le tout dans le but de promouvoir les intérêts de la compagnie;

20. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

21. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

22. Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute per-

and any rights or privileges, either here or in any other country, subject, however, to local Laws and Regulations, which the company may think necessary or convenient for the purposes of the business, and in particular, any machinery, plant or stock-in-trade;

13. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trade-marks, formulæ, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, copyright, formulæ, and the like which may seem capable of being used for any of the purposes of the company and to be permitted to take such proceedings at law for the purposes of preserving all its patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulæ, and the like which it may acquire;

14. To borrow money from its shareholders, directors or any one else and to guarantee and endorse for loans made to them by others and to guarantee the performance of contracts by any such person or persons;

15. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

16. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

17. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular, by advertising in the press, by circulars, by radio broadcasts, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals subject, however, to the local laws and regulations, the whole upon being authorized by local authorities;

18. To enter into contract with any person, persons, company or companies for the purposes of advertising and making known its wares, services, rates, prices, sales, specials, and to permit such person, persons, company or companies, the exclusive right and franchise to carry on such advertisements, and publicity and to merchandise its business, the whole for such consideration as may be mutually agreed upon between the company and such person, persons, company or companies;

19. To enter into contract with any person, persons, company, or companies for the purposes of organizing and maintaining its sales force, to train and to educate them, to provide inspectors and supervisors, advertising literature, window, cards, posters, circulars and all such other material, the whole for the purposes of promoting the interest of the company;

20. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

21. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, either alone or in conjunction with others;

22. To enter into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, asso-

sonne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui semblera susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne, société, association ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

23. Acheter, acquérir, louer, vendre, aliéner, manufacturer soit en tout ou en partie, importer et exporter, échanger ou autrement faire le commerce de tous articles, effets, matériels, commodités, marchandises, articles et objets de commerce de toute nature et description se rapportant au commerce de la compagnie, des produits chimiques, machineries, pièces et accessoires de machineries, soit manufacturés ou autres, soit en gros ou en détail, soit comme mandants ou agents, et sans limiter en aucune manière la généralité de ce qui précède exercer l'industrie de manufacturiers et marchands de toutes sortes et descriptions de vêtements;

24. Distribuer en espèces ou autrement, par voie de dividendes déclarés légalement à même les surplus de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des propriétés de la compagnie, ou les actions, débentures, obligaformée pour assumer la totalité ou une partie quelconque des biens ou engagements de cette compagnie;

25. Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

26. Etablir des agences et succursales;

27. Payer toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à la formation et à la constitution en corporation de la compagnie et au prélèvement de son capital-action ou passer des contrats avec toute compagnie ou personne pour les payer;

28. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

CONTRATS

29. Dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, les dits contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou en aucune manière affectés par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant ces intérêts contraires ait été nécessaires pour obliger la compagnie en vertu de ces contrats ou transactions, pourvu, cependant, que dans ce cas le fait que ces intérêts existent ait été déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu de ou relativement à ces contrats ou transactions;

ciation or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

23. To buy, acquire, lease, sell, dispose of, manufacture either in whole or in part, import and export, exchange or otherwise deal in all goods, wares, materials, commodities, merchandise and articles and objects of commerce of every kind and description connected with the company's business, chemicals, machinery, machinery parts, machinery equipment, whether manufactured or otherwise whether wholesale or retail, whether as principals or agents, and without in any way limiting the generality of the foregoing to carry on the business of manufacturers of and dealers in all kinds of wearing apparel and description;

24. To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

25. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

26. To establish agencies and branches;

27. To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

28. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

CONTRACTS

29. In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

DIVIDENDES SUR LES ACTIONS

30. La compagnie pourra en aucun temps et de temps à autre capitaliser et distribuer entre les actionnaires toute somme ou sommes:

(*a*) formant partie des profits non divisés portés au crédit de tout compte de réserve de la compagnie; et/ou

(*b*) étant les profits nets non divisés entre les mains de la compagnie; et/ou

(*c*) Toute somme portée au fonds de réserve comme résultat d'une vente ou de la révaluation des propriétés ou biens de la compagnie ou une partie quelconque d'iceux;

et pourra répartir aux actionnaires détenant des actions du capital de la compagnie en rapport avec le montant net capitalisé, des actions entièrement libérées de la compagnie du montant nominal équivalent ou des actions entièrement libérées de la compagnie sans valeur au pair acceptées pour le montant de la considération pour laquelle dans le temps les directeurs sont autorisés à émettre et répartir les dites actions, et/ou la compagnie pourra déclarer des dividendes en actions et émettre pour iceux les actions de la compagnie comme entièrement libérées ou partiellement libérées ou créditer le montant des dits dividendes sur les actions de la compagnie antérieurement émises mais non entièrement libérées, mais de manière que le montant versé sur les actions émises de cette manière ou en vertu des dits dividendes sur les actions n'excèdent pas le montant que les directeurs pourront légalement déclarer payable en deniers et la responsabilité des porteurs des dites actions sera réduite par le montant des dits dividendes;

31. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et désigner les personnes conformément aux lois du dit pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

32. Avoir la permission de poursuivre et d'être poursuivie dans toutes les cours de la province de Québec;

33. Avoir la permission d'adopter les règles et autres règlements, qui sont permis d'après la Loi, diriger et aider à exécuter tous ses objets, et avoir la permission de temps à autre d'annuler, modifier et amender l'un quelconque des règlements adoptés pour la règlementation de la compagnie;

34. Les pouvoirs de chacun des paragraphes ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Paul Service Stores (South) Ltd.", avec un capital total de mille dollars ($1,000.00), divisé en mille (1,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

35 Sous-secrétaire de la Province.

STOCK DIVIDENDS

30. The company may at any time and from time to time capitalize and distribute among the shareholders any sum or sums:

(*a*) forming part of the undivided profits standing to the credit of any reserve account of the company; and/or

(*b*) being undivided net profits in the hands of the company; and/or

(*c*) any sum carried to reserve as a result of a sale or of the revaluation of the property or assets of the company or any part thereof;

and may allot to shareholders holding shares in the company's capital stock in respect of the net amount capitalized fully paid shares of the company of equivalent nominal amount or fully paid shares of the company of equivalent nominal amount of fully paid shares of the company without par value taken at the amount of the consideration for which for the time being the directors of the company are entitled to issue and allot such shares, and/or the company may declare stock dividends, and issue therefor shares of the company as fully paid or partly paid, or credit the amount of such dividends on shares of the company already issued but not fully paid, but so that the amount paid up on shares so that the amount paid up on shares so issued or by virtue of such stock dividends shall not exceed the amount which the directors may lawfully declare payable in money and the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend;

31. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

32. To be permitted to sue and be sued in all the courts of the Province of Quebec;

33. To be permitted to adopt such rules and other by-laws, which are permissable according to law, to direct and assist in the carrying out of all its purposes, and to be permitted from time to time to annul, alter and amend any of th by-laws adopted for the regulation of the com-e pany;

34. The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by inference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Paul Service Stores (South) Ltd.", with a total capital stock of one thousand dollars ($1,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

36-o Under Secretary of the Province.

"Paul Service Stores (West) Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred

"Paul Service Stores (West) Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred

Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 225, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du treizième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Leon Crestohl, avocat, Irwin B. Blond, notaire, tous deux de la cité de Montréal, Max Crestohl, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer généralement les opérations de nettoyeurs, pressiers, teinturiers, tailleurs, pelletiers, bloqueurs, réparateurs et prendre soin en général de tous matériels et articles de vêtement, d'ameublement et garnitures de maison et tous autres articles et dispositifs;

2. Nettoyer, presser, teindre, embellir, rénover, bloquer, modifier, tailler, emmagasiner et réparer les vêtements unis, en fourrure et garnis de fourrure, ameublements, garnitures de maison, articles et tous autres matériels de toute nature et sorte;

3. Exercer généralement l'industrie d'une buanderie, laver, repasser, lessiver et réparer la lingerie, les articles en toile, chemises, collets, lingerie et effets de maison et toutes autres choses susceptibles d'être lavées, nettoyées, repassées et lessivées;

4. Exercer généralement les opérations qui consistent à réparer les souliers, bottines, pantoufles, pardessus et chaussures et les reconstruire, aussi bien qu'acheter et vendre le cuir, les articles en cuir, talons, claques, les articles en caoutchouc, et tous les autres articles, machineries ou outillage généralement requis dans l'industrie et le commerce de la réparation et la construction des chaussures;

5. Exploiter des magasins dans lesquels seront ramassés et desquels seront livrés tous les vêtements, ameublements, garnitures, lingeries, toiles, souliers, bottines et tous autres articles que la compagnie se chargera de nettoyer, presser, teindre, blanchir, laver, réparer ou reconstruire;

6. Faire toutes les choses précitées soit elles-mêmes ou par l'entremise d'agences ou l'intermédiaire d'autre personne, personnes, compagnie ou compagnies et conclure des conventions avec les dites personne, personnes, compagnie, compagnies pour le service des articles dont elle se chargera de prendre soin en tout ou en partie et les payer en deniers comptants ou autrement à un taux convenu par article, ou sur une base de percentage des recettes brutes ou nettes, qui sera calculé à la fin d'une période fixe, convenu entre la compagnie et les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies qui pourraient se charger de prendre soin des articles de la compagnie, ou sur toute base qui pourrait être mutuellement convenue ou variée de temps à autre;

7. Acquérir, acheter ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des propriétés, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie et les payer en tout ou en partie soit en deniers comptants ou en actions de la compagnie;

8. Eriger, entretenir et exploiter des magasins, édifices, agences, entrepôts, dépôts dans le but d'exercer l'industrie de la compagnie, ou de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

9. Exercer toute autre industrie, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie,

Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S., Q., 1925, bearing date the thirteenth day of December, 1938, incorporating: Leon Crestohl, Advocate, Irwin B. Blond, Notary, both of the City of Montreal, Max Crestohl, Advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on generally the business of cleaners, pressers, dyers, tailors, furriers, blockers, repairers and general servicers of all articles and materials of wearing apparel, furniture, household furnishings and all other articles and equipment;

2. To clean, press, dye, embellish, renovate, block, alter, tailor, storage and repair plain, fur and fur-trimmed wearing apparel, furniture, household furnishings, articles and all other materials of every kind and nature;

3. To carry on generally the business of laundry, to wash, iron, scour, and repair, linens, linen goods, shirts, collars, household linens and effects and all such other things as are capable of being washed, laundered, ironed and scoured;

4. To carry on the business generally of repairing shoes, boots, slippers, over-shoes and all footwear and rebuilding same, as well as to buy and sell leather, leather goods, heels, rubber, rubber goods, and all such other articles, machinery or equipment generally required in the shoe repairing and shoe rebuilding trade and business;

5. To operate stores wherein will be collected and from which will be delivered all the wearing apparel, furniture, furnishings, linens, linen goods, shoes, boots and all other articles which the company will undertake to clean, press, dye, launder, wash, repair or rebuild;

6. To do all the foregoing things either themselves or through the agency or intermediary of other person, persons, company or companies and to enter into agreements with such person, persons, company or companies for the servicing of the articles undertaken by it to be serviced in whole or in part and to pay for same in cash or otherwise, at an agreed rate per article, or on a percentage basis of its gross or net receipts, to be calculated at the end of a fixed period, agreed upon between the company and such person, persons, company or companies who may undertake to do the servicing of the articles for the company, or upon such other basis as may be mutually agreed upon or varied from time to time;

7. To acquire, purchase or undertake the whole or any part of the business, property, assets and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and either to pay for same either in whole or in part in cash or in stock of the company;

8. To erect, maintain and operate stores, buildings, agencies, warehouses, depots, for the purposes of carrying on the business of the company, or of any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

9. To carry on any other business, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, or calculated

ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des objets de la compagnie ou les rendre profitables;

10. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

11. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

12. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges, soit ici ou dans tout autre pays, sujet, cependant aux lois et règlementations locales, que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement toute machinerie, matériels ou fonds de commerce;

13. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, droit d'auteur, formule et choses de même nature qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie et avoir la permission de prendre les procédures légales dans le but de préserver tous ses brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules et choses de même nature qu'elle pourra acquérir;

14. Emprunter des deniers de ses actionnaires, directeurs ou de toute autre personne et garantir et endosser pour les prêts qui leurs sont consentis par d'autres et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne ou personnes;

15. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

16. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

17. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par émissions de radio, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, par la publication de livres et revues périodiques sujet, cependant, aux lois et règlementations locales, le tout après avoir eu l'autorisation des autorités locales;

18. Passer des contrats avec toute personne, personnes, compagnie ou compagnies dans le but d'annoncer et de faire connaître ses effets, services, taux, prix, ventes, spéciaux et autoriser les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies d'exercer le droit exclusif et les franchises d'utiliser les dites annonces et médiums de publicité et promouvoir ses opérations, le tout pour la considération qui pourra être mutuellement convenue entre la compagnie et les dites personne, personnes, compagnie ou compagnies;

19. Passer des contrats avec toute personne, personnes, compagnie ou compagnies dans le but d'organiser et de maintenir son personnel de

directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the objects of the company;

10. To take, or otherwise acquire and hold, shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit the company;

11. To promote any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

12. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges, either here or in any other country, subject, however, to local Laws and Regulations, which the company may think necessary or convenient for the purposes of the business, and in particular, any machinery, plant or stock-in-trade;

13. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trade-marks, formulæ, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, copyright, formulæ, and the like which may seem capable of being used for any of the purposes of the company and to be permitted to take such proceedings at law for the purposes of preserving all its patents, patent rights, copyrights, trade-marks, formulæ, and the like which it may acquire;

14. To borrow money from its shareholders, directors or any one else and to guarantee and endorse for loans made to them by others and to guarantee the performance of contracts by any such person or persons;

15. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

16. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

17. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular, by advertising in the press, by circulars, by radio broadcasts, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals subject, however, to the local laws and regulations, the whole upon being authorized by local authorities;

18. To enter into contract with any person, persons, company or companies for the purposes of advertising and making known its wares, services, rates, prices, sales, specials, and to permit such person, persons, company or companies, the exclusive right and franchise to carry on such advertisements, and publicity and to merchandise its business, the whole for such consideration as may be mutually agreed upon between the company and such person, persons, company or companies;

19. To enter into contract with any person, persons, company, or companies for the purposes of organizing and maintaining its sales force, to

vente, les former et les instruire, fournir les inspecteurs et surveillants, la littérature de publicité, les cartes de montre, affiches, circulaires et tous autres matériels, le tout dans le but de promouvoir les intérêts de la compagnie;

20. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

21. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

22. Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui semblera susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne, société, association ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

23. Acheter, acquérir, louer, vendre, aliéner, manufacturer soit en tout ou en partie, importer et exporter, échanger ou autrement faire le commerce de tous articles, effets, matériels, commodités, marchandises, articles et objets de commerce de toute nature et description se rapportant au commerce de la compagnie, des produits chimiques, machineries, pièces et accessoires de machineries, soit manufacturés ou autres, soit en gros ou en détail, soit comme mandants ou agents, et sans limiter en aucune manière la généralité de ce qui précède exercer l'industrie de manufacturiers et marchands de toutes sortes et descriptions de vêtements;

24. Distribuer en espèces ou autrement, par voie de dividendes déclarés légalement à même les surplus de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des propriétés de la compagnie, ou les actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque des biens ou engagements de cette compagnie;

25. Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

26. Etablir des agences et succursales;

27. Payer toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à la formation et à la constitution en corporation de la compagnie et au prélèvement de son capital-action ou passer des contrats avec toute compagnie ou personne pour les payer;

28. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

CONTRATS

29. Dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plus-

train and to educate them, to provide inspectors and supervisors, advertising literature, window cards, posters, circulars and all such other material, the whole for the purposes of promoting the interest of the company;

20. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

21. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, either alone or in conjunction with others;

22. To enter into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

23. To buy, acquire, lease, sell, dispose of, manufacture either in whole or in part, import and export, exchange or otherwise deal in all goods, wares, materials, commodities, merchandise and articles and objects of commerce of every kind and description connected with the company's business, chemicals, machinery, machinery parts, machinery equipment, whether manufactured or otherwise whether wholesale or retail, whether as principals or agents, and without in any way limiting the generality of the foregoing to carry on the business of manufacturers of and dealers in all kinds of wearing apparel and description;

24. To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

25. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

26. To establish agencies and branches;

27. To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

28. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

CONTRACTS

29. In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its

sieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, les dits contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou en aucune manière affectés par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant ces intérêts contraires ait été nécessaires pour obliger la compagnie en vertu de ces contrats ou transactions, pourvu, cependant, que dans ce cas le fait que ces intérêts existent ait été déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu de ou relativement à ces contrats ou transactions;

directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

DIVIDENDES SUR LES ACTIONS

30. La compagnie pourra en aucun temps et de temps à autre capitaliser et distribuer entre les actionnaires toute somme ou sommes:

(*a*) formant partie des profits non divisés portés au crédit de tout compte de réserve de la compagnie; et/ou

(*b*) étant les profits nets non divisés entre les mains de la compagnie; et/ou

(*c*) Toute somme portée au fonds de réserve comme résultat d'une vente ou de la révaluation des propriétés ou biens de la compagnie ou une partie quelconque d'iceux;

et pourra répartir aux actionnaires détenant des actions du capital de la compagnie en rapport avec le montant net capitalisé, des actions entièrement libérées de la compagnie du montant nominal équivalent ou des actions entièrement libérées de la compagnie sans valeur au pair acceptées pour le montant de la considération pour laquelle dans le temps les directeurs sont autorisés à émettre et répartir les dites actions, et/ou la compagnie pourra déclarer des dividendes en actions et émettre pour iceux les actions de la compagnie comme entièrement libérées ou partiellement libérées ou créditer le montant des dits dividendes sur les actions de la compagnie antérieurement émises mais non entièrement libérées, mais de manière que le montant versé sur les actions émises de cette manière ou en vertu des dits dividendes sur les actions n'excèdent pas le montant que les directeurs pourront légalement déclarer payable en deniers et la responsabilité des porteurs des dites actions sera réduite par le montant des dits dividendes;

STOCK DIVIDENDS

30. The company may at any time and from time to time capitalize and distribute among the shareholders any sum or sums:

(*a*) forming part of the undivided profits standing to the credit of any reserve account of the company; and/or

(*b*) being undivided net profits in the hands of the company; and/or

(*c*) any sum carried to reserve as a result of a sale or of the revaluation of the property or assets of the company or any part thereof;

and may allot to shareholders holding shares in the company's capital stock in respect of the net amount capitalized fully paid shares of the company of equivalent nominal amount or fully paid shares of the company of equivalent nominal amount of fully paid shares of the company without par value taken at the amount of the consideration for which for the time being the directors of the company are entitled to issue and allot such shares, and/or the company may declare stock dividends, and issue therefor shares of the company as fully paid or partly paid, or credit the amount of such dividends on shares of the company already issued but not fully paid, but so that the amount paid up on shares so that the amount paid up on shares so issued or by virtue of such stock dividends shall not exceed the amount which the directors may lawfully declare payable in money and the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend;

31. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et désigner les personnes conformément aux lois du dit pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

32. Avoir la permission de poursuivre et d'être poursuivie dans toutes les cours de la province de Québec;

31. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

32. To be permitted to sue and be sued in all the courts of the Province of Quebec;

33. Avoir la permission d'adopter les règles et autres règlements, qui sont permis d'après la Loi, diriger et aider à exécuter tous ses objets, et avoir la permission de temps à autre d'annuler, modifier et amender l'un quelconque des règlements adoptés pour la règlementation de la compagnie;

34. Les pouvoirs de chacun des paragraphes ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Paul Service Stores (West) Ltd.", avec un capital total de

33. To be permitted to adopt such rules and other by-laws, which are permissable according to law, to direct and assist in the carrying out of all its purposes, and to be permitted from time to time to annul, alter and amend any of the by-laws adopted for the regulation of the company;

34. The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by inference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Paul Service Stores (West) Ltd.", with a total capital stock of one

mille dollars ($1,000.00), divisé en mille (1,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

37 Sous-secrétaire de la Province.

thousand dollars ($1,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

38-o Under Secretary of the Province.

"Mab, Limitée (Limited)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Arthur Dallaire, agent, Ernest Poulin, hôtellier, et Lucien Mainguy, architecte, tous de Québec, et Robert Martineau, instituteur, de Station St-Pacôme, Co. Kamouraska, dans les buts suivants:

1. Exploiter des carrières, mines ou dépôts de marbre, de pierre à chaux, d'ardoise, de glaise, de gravier, de sable et autres; faire l'extraction de la matière première, la fabriquer, l'ouvrer, la transformer, et faire le commerce intérieur et extérieur à l'état brut ou ouvré ainsi que de ses dérivés, produits et sous-produits;

2. Etablir, acheter, exploiter toutes industries et tous commerces ayant opérés ou opérant toutes carrières, mines ou dépôts de marbre, de pierre à chaux, d'ardoise, de glaise, de gravier, de sable et autres, connexes à toutes industries ou commerces exercés par la compagnie dans lesquels entrent directement ou indirectement l'un ou plusieurs des produits que la compagnie est autorisée à produire ou à mettre sur le marché;

3. Agir comme constructeurs ou entrepreneurs de travaux dans lesquels entrent directement ou indirectement l'un ou plusieurs des produits que la compagnie est autorisée à produire ou à mettre sur le marché;

4. Acquérir des propriétés, des titres, des droits, des intérêts, des achalandages, en général tous droits que la compagnie jugera utiles au développement de son industrie et de son commerce, payer telles acquisitions en espèces, en actions, en obligations ou débentures de la compagnie ou en assumant la totalité ou une partie du passif des cédants;

5. Construire, acquérir, posséder et aliéner tous moulins, usines, entrepôts, chantiers forestiers, chaussées, quais, estacades, et toutes propriétés, tant mobilières qu'immobilières, nécessaires ou utiles aux entreprises de la compagnie;

6. Acquérir, louer, posséder, exploiter, trafiquer et aliéner toutes concessions forestières, forêts, droit de flottage, coupes de bois, estacades, droits miniers ou de pêche, carrières, tous lacs, rivières, chutes et pouvoirs d'eau, et tous autres immeubles nécessaires à l'entreprise de la compagnie;

7. Acquérir, construire, posséder, louer et aliéner toutes constructions, maisons de résidences, magasins de provisions de toutes natures et espèces, faire le commerce d'épiceries et de provisions et acquérir tout le stock nécessaire, spécialement pour les employés de la compagnie;

8. Employer en tout ou en partie les fonds ou les propriétés de la compagnie pour l'achat d'actions ou autres valeurs d'autres corporations et aussi pour la formation d'autres compagnies, acquérir toutes compagnies, entreprises, firmes, en tout ou en partie, exerçant une entreprise simi-

"Mab, Limitée (Limited)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1938, incorporating: Arthur Dallaire, agent, Ernest Poulin, hotel-keeper, and Lucien Mainguy, architect, all of Quebec, and Robert Martineau, teacher, of St-Pacôme Station, Co. of Kamouraska, for the following purposes:

1. To operate marble, limestone, slate, clay, gravel, sand and other quarries, mines or pits; to carry on the extraction of raw material, to manufacture, work and transform the same, and deal therein, at home and abroad, whether as raw or worked material, and also in the derivatives, products and by-products thereof;

2. To establish, purchase, operate any industry and business having operated, or operating, any marble, limestone, slate, clay, gravel, sand and other quarries, mines or pits, connected with any industry or business carried on by the company, wherein may enter, directly or indirectly, any or several of the products which the company is authorized to produce and prepare for market;

3. To act as builders or contractors for works wherein there may enter, directly or indirectly, any or several of the products which the company is authorized to produce and prepare for market;

4. To acquire any property, securities, rights, interests, good-will, generally, any rights which the company may deem useful for the development of its industry and business, to pay for such acquisitions in cash, shares, bonds or debentures of the company, or by taking over the whole or part of the liabilities of the assignors;

5. To build, acquire, own and alienate any mills, plants, warehouses, lumber camps, dams, wharves, booms, and any property, whether moveable or immoveable, which may be necessary or useful for the undertakings of the company;

6. To acquire, lease, own, operate, deal with and alienate any timber licenses, forests, floating rights, timber cuts, booms, mining or fishing rights, quarries, any lakes, rivers, falls and water powers and any other immoveables required for the company's undertaking;

7. To acquire, build, own, lease and alienate any constructions, dwelling houses, provision stores generally, to deal groceries and provisions, and to acquire all the stock required, especially for the employees of the company;

8. To use the whole or part of the monies or properties of the company for the purchase of shares or other securities of other corporations, and also for the promotion of other companies, to acquire, in whole or in part, any companies, undertakings, firms, carrying on a business

laire à celle de la compagnie pour considération, y compris l'échange, la livraison d'actions libérées, de débentures ou autrement;

9. Se fusionner avec d'autres compagnies ou vendre ou aliéner, en tout ou en partie l'actif de la compagnie à d'autres compagnies ou particuliers, pour considération, y compris l'échange, la livraison et la réception d'actions libérées en tout ou en partie ou autrement; faire avec d'autres compagnies ayant un objet similaire des conventions, arrangements, concordats, concessions réciproques, conventions de divisions de profits, concession de territoires exclusifs d'opération et autres conventions;

10. Prêter de l'argent aux clients ou à d'autres personnes et garantir l'exécution des contrats;

11. Faire tout genre d'affaires (soit en manufacturant ou en commerçant) qui semblera à la compagnie pouvoir être convenablement exercé en relations aves ses pouvoirs ou qui lui semblera directement ou indirectement devoir donner de la valeur à quelqu'un de ses droits ou propriétés ou encore les rendre plus profitables;

12. Employer des courtiers pour la vente de débentures et d'actions, solliciter et obtenir des bills du parlement ou de l'assemblée législative, lettres patentes, licences, concessions et autres choses semblables pour tous objets qu'elle croira utiles, faire des conventions avec tous gouvernements et autres autorités et payer tous honoraires et commissions pour l'exercice de ses pouvoirs ainsi que les frais d'incorporation, des deniers de la compagnie ou par des actions de la dite compagnie;

13. Acquérir, obtenir tout brevet d'invention, permis et concession, et autres choses semblables conférant tout droit exclusif ou non-exclusif, limité ou illimité, à toute invention qui paraît utile pour les fins de la compagnie ou pour l'acquisition de ce qui semble directement ou indirectement profitable à la compagnie, et pour acquérir, utiliser, exercer, développer et transporter tous les droits acquis;

14. Faire toutes conventions avec les autorités municipales, provinciales, fédérales et autres pour obtenir d'elles ou leur accorder tous droits, privilèges ou concessions qui paraîtront à la compagnie de nature à lui profiter, et solliciter et obtenir de telles autorités toutes concessions ou droits;

15. Fonder et maintenir toutes institutions pour le bénéfice des employés;

16. Employer les fonds de la compagnie pour les fins de publicité;

17. Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, approprié et avantageux à l'accomplissement ou à la réalisation d'aucun ou de plusieurs des objets de la compagnie ou qui en aucun temps semblera nécessaire pour protéger, développer la compagnie et ses propriétés;

18. Acquérir, louer, aliéner, exploiter, trafiquer toutes forces hydrauliques et électriques et vendre et distribuer l'énergie électrique sous toutes ses formes dans les divisions électorales provinciales de Beauce, Dorchester, Bellechasse, Frontenac et Lotbinière, et établir tous réseaux nécessaires à ces fins;

19. Acquérir, posséder, établir, exploiter et aliéner tous chemins, routes terrestres et maritimes, les embranchements et voies d'évitement, les lignes de navigation nécessaires à l'entreprise de la compagnie et, aussi, tout le roulant nécessaire, mais les pouvoirs d'exploiter les embranchements et voies d'évitement ne pourront être exercés que sur les terrains appartenant à la compagnie ou sous son contrôle sous le nom de "Mab, Limitée (Limited".

similar to that of the company, for consideration, including the exchange, delivery of paid-up shares, debentures or otherwise;

9. To amalgamate with other companies or sell or alienate, the whole or part of the assets of the company, to other companies or individuals, for consideration, including the exchange, delivery and receipt of fully or partly paid-up shares or otherwise; to enter into any agreements, arrangements, covenants, reciprocal concessions, agreements for the sharing of profits, exclusive working territorial concessions and other agreements, with any other companies having a similar purpose;

10. To lend money to customers or other persons and guarantee the performance of contracts;

11. To carry on any kind of business (whether manufacturing or commercial) which the company may deem capable of being suitably carried on in connection with its powers, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render more profitable any of its rights or properties;

12. To employ brokers for the sale of debentures and shares, apply for or secure Bills of Parliament or of the Legislative Assembly, letters patent, licenses, concessions and similar things, for any purpose which it may deem useful, to enter into agreements with any governments or other authorities, and to pay any fees or commissions for the exercising of its powers, and also the incorporation expenses, out of the monies of the company, or with shares of the said company;

13. To acquire, secure any patent of invention, license, concession and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, limited or unlimited right to any invention which may be deemed useful for the company's purposes, or for the acquisition of anything which may be deemed profitable to the company, whether directly or indirectly, and to acquire, use, exercise, develop and transfer any acquired rights;

14. To enter into any agreements with the authorities, whether municipal, provincial, federal or otherwise, to secure from or grant to such authorities any rights, privileges or concessions which the company may deem profitable and to apply for and obtain from such authorities any concessions or rights;

15. To found and maintain any institutions for the benefit of its employees;

16. To use the funds of the company for publicity purposes;

17. To do everything which may be required, suitable, appropriate and conducive to the attainment and accomplishment of any or several of the company's purposes or necessary, at any time for the protection and development of the company and of its properties;

18. To acquire, lease, alienate, operate, deal with any water powers and electric powers, and to sell and distribute electric power, under all the forms thereof, in the provincial electoral divisions of Beauce, Dorchester, Bellechasse, Frontenac and Lotbinière, and to establish all the necessary lines for such purposes;

19. To acquire, own, establish, operate and alienate any highways, land and water routes, branches and sidings, navigation lines, required for the company's business, and also, any required rolling stock, but the powers for the operating of branches and sidings may be exercised only upon the lots of land belonging to the company or under its control, under the name of "Mab, Limitée (Limited)".

Le capital actions de la compagnie sera de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars ($99,000.00), divisé en actions privilégiées et en actions communes décrites et réparties comme suit:

1. Actions privilégiées:—un mille six cents (1,600) d'une valeur nominale de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune;

2. Actions communes:—cinq mille neuf cents actions (5,900) d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune;

Les actions privilégiées, au nombre de un mille six cents (1,600), d'une valeur au pair de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune, seront sujettes aux droits, privilèges et restrictions suivants:

(*a*) Les actions privilégiées auront priorité, quant au capital et aux dividendes garantis et échus, sur les actions ordinaires. Les porteurs de ces actions auront droit à un dividende annuel cumulatif et six pour cent (6%) pour les montants versés sur leurs actions. Le dividende de l'année ainsi que les dividendes des années antérieures que la compagnie n'aura pu payer, seront payables de préférence à tous dividendes sur les actions ordinaires à même les profits de chaque année, ou s'il n'y a pas de profits à une année, sur les premiers profits que la compagnie fera ultérieurement. Les dividendes non payés formeront une accumulation et devront être payés en n'importe quelle année durant laquelle la compagnie fera des profits si elle n'a pu s'en acquitter antérieurement. Tout paiement partiel de dividendes accumulés sera imputé sur les plus anciens;

(*b*) Le bureau de direction déterminera les circonstances du paiement de ces dividendes;

(*c*) Au cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée de la compagnie, les porteurs d'actions privilégiées devront être payés en entier et au pair de leurs actions et des dividendes déclarés ou échus avant qu'aucun montant soit payé aux porteurs d'actions ordinaires;

(*d*) Les porteurs des actions privilégiées avec participation cumulative n'auront aucun droit de vote ni aucun pouvoir d'administration dans les affaires de la compagnie et n'auront pas le droit d'être convoqués aux assemblées;

(*e*) La compagnie se réserve le droit de racheter à partir du 1 janvier 1944 en aucun temps l'une quelconque, plusieurs ou toutes les actions privilégiées en remboursant au ou aux détenteurs enregistrés dans ses livres la valeur au pair des dites actions, tous les dividendes échus, déclarés et accumulés et une prime de cinq pour cent (5%).

Le montant avec lequel la compagnie pourra commencer ses opérations est de dix mille dollars, ($10,000.).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec.

Daté du bureau de secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

19—o Sous-secrétaire de la Province.

The capital stock of the company shall be ninety nine thousand dollars ($99,000.00), divided into preferred shares and common shares, described and allotted as follows:

1. Prefered shares:—one thousand six hundred (1,600), of a nominal value of twenty five dollars ($25.00) each;

2. Common shares:—five thousand nine hundred (5,900) of a par value of ten dollars ($10.00) each;

The preferred shares, one thousand six hundred in number, of a par value of twenty five dollars ($25.00) each, shall be subject to the following rights, privileges and restrictions:

a) The preferred shares shall have priority over the common shares as to capital and to dividends guaranteed and matured. The holders of said shares shall be entitled to a six per cent (6%) annual, cumulative dividend on the amounts paid upon their shares. The yearly dividend and also the dividends of previous years which the company shall have been unable to pay, shall be payable in preference to any dividends on the common shares, out of the profits of each year, of if there be no profits in any one year, upon the first profits subsequently made by the company. The unpaid dividends shall accrue and shall be paid in any year whatsoever during which the company may make profits, if the company has been unable to pay the same previously. Any partial payment of accrued dividends shall be attributed to the oldest outstanding dividends;

b) The Board of Directors shall determine the circumstances of the payment of such dividends;

c) In the event of voluntary or forced liquidation or dissolution of the company, the holders of preferred shares shall receive payment in full and at par value for their shares and for any declared or matured dividends, before any amount may be paid to the holders of common shares;

d) The holders of the cumulative, participating preferred shares shall not be entitled to vote, nor to any administration powers in the affairs of the company, and shall not be entitled to be called for the meetings;

e) The company reserves the right, from the 1st of January 1944, to redeem, at any time, any or several or all the preferred shares by reimbursing to the holder or holders of record in its books, the par value of said shares, plus the matured, declared and accrued dividends and a premium of five per cent (5%).

The amount with which the company may begin its operations is ten thousand dollars ($10,000.00).

The head office of the company will be in the City of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

20 Under Secretary of the Province.

"Magasin du Nord (Limitée)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Major Ernest Beaupré, comptable agréé, et Joseph Arthur Bussière, comptable, de Montréal, et Maurice Archambault, comptable, d'Outremont, dans les buts suivants:

"Magasin du Nord (Limitée)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1938, incorporating: Major Ernest Beaupré, chartered accountant, and Joseph Arthur Bussière, accountant, of Montreal, and Maurice Archambault, accountant, of Outremont, for the following purposes:

(*a*) Acheter, fabriquer, vendre en gros et en détail tout genre de marchandises sèches et nouveautés, et particulièrement, mais sans restreindre la généralité de ce qui précède, exercer le commerce de tapis, prélarts et autres couvertures de planchers, ainsi qu'exercer le commerce de magasin à rayons;

(*b*) Exercer l'industrie de fabrication et de manufacture des produits et marchandises dont la compagnie fera le commerce. Acquérir et bâtir des propriétés pour les fins du commerce, de manufactures ou d'usines, acquérir des terrains non bâtis, les bâtir et les revendre. Acquérir, acheter toute industrie, maison ou fonds de commerce appartenant à des compagnies ou des individus avec clientèle, achalandage, actif, aux conditions fixées par le bureau de direction de la compagnie; le prix pouvant en être payé en argent ou en propriété ou en actions libérées. Acquérir, prendre à bail, posséder ou vendre, louer et disposer de tout brevet d'invention, licence, nom de commerce, marque de commerce, exécuter ou entreprendre tous contrats ou obligations, accorder tels privilèges ou concessions jugés utiles ou nécessaires dans la conduite des affaires;

(*c*) Se fusionner avec d'autres compagnies ou sociétés commerciales aux conditions qui pourront être fixées par le bureau de direction pour exercer le commerce ou les opérations de ces industries. Entrer dans les entreprises, avoir des intérêts communs ou faire toute entente pour le partage des profits ou autrement avec quiconque se livre ou est sur le point de se livrer à un commerce analogue à celui que la compagnie sera autorisée à faire. Exercer tous les pouvoirs nécessaires résultant de tout commerce et industrie que la compagnie entreprendra et exercera;

(*d*) Acquérir, garder, posséder, ou vendre et disposer d'actions, obligations, débentures et autres titres de toute autre compagnie ou corporation; et d'émettre des actions entièrement payées en paiement total ou partiel de tous droits, privilèges ou concessions, et avec l'approbation des actionnaires, pour certains services rendus ou à être rendus pour travaux exécutés ou à exécuter, ainsi qu'en règlement de dettes, et pour obtenir de l'argent pour les fins de la compagnie;

(*e*) Distribuer en espèces, par voie de dividendes aucunes actions ou valeurs appartenant à la compagnie, ou aucune propriétés ou biens de la compagnie;

(*f*) Emprunter sur hypothèques, débentures ou autrement, exercer les pouvoirs mentionnés en l'article 67 du chapitre 223 des Statuts Refondus de Québec 1925 en suivant cependant les formalités requises par la loi, savoir:

(a) Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

(b) Emettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie, donner en garantie ou les vendre pour les prix jugés convenables;

(c) Hypothéquer, nantir les immeubles, les donner en gage ou autrement, frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la compagnie ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie;

(d) Limiter ou augmenter le montant des emprunts à faire;

(e) Donner par l'entremise de leurs officiers autorisés, à un ou plusieurs fidéicommissaires pour assurer le paiement de ces bons, obligations ou autres valeurs ainsi garantis, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie, en mention-

a) To purchase, manufacture, sell, wholesale and retail, all kinds of dry goods and fancy goods and in particular, but without any restriction as to the generality of the foregoing, to deal in carpets, oil cloths and the other floor coverings and also to carry on a departmental store business;

b) To carry on the fabricating and manufacturing the products and merchandise which the company may deal in. To acquire and build properties for commercial purposes, for factories or plants; to acquire vacant lots of land, erect buildings thereon and re-sell the same. To acquire, purchase any business, firm or stock in trade, belonging to companies or individuals, with custom, good-will, assets, on conditions to be fixed upon by the Board of Directors of the company; the price being paid either in cash or in property or paid up shares. To acquire, take on lease, own or sell, lease and dispose of any patent of invention, license, trade-name, trademark, to perform or undertake any contracts or obligations, grant such privileges or concessions as may be deemed useful or necessary for the conduct of its business;

c) To amalgamate with other companies or commercial firms on such conditions as may be fixed upon by the Board of Directors for the carrying on of the business or operations of such industries. To take part in undertakings, have common interests, or enter into any agreement for the sharing of profits or otherwise, with any one carrying on or about to carry on a business similar to that which the company shall be authorized to carry on. To exercise all the necessary powers incidental to any business or trade which the company may undertake and carry on;

d) To acquire, hold, own or sell and dispose of shares, bonds, debentures and other securities of any other company or corporation; and to issue fully paid up shares in full or part payment for any rights, privileges or concessions and, with the approval of the shareholders, for certain services rendered or to be rendered, for work done or to be done, and also for the settlement of debts and to raise money for the purposes of the company;

e) To distribute in specie, by way of dividends, any shares or securities belonging to the company or any property or assets of the company;

f) To borrow on hypothecs, debentures or otherwise, exercise the powers mentioned in article 67, chapter 223, of the Revised Statutes of Quebec, 1925, by following however the formalities required by law, to wit:

(a) To borrow money upon the credit of the company;

(b) To issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such prices as may be deemed expedient;

(c) To hypothecate or mortgage the immovables or pledge or otherwise affect the movable property of the company or give all such guarantees to sesure the payment of such bonds, debentures or other securities and for any loans of money made for the purposes of the company;

(d) To limit or increase the amount of loans to be made;

(e) To give through their duly authorized officers to one or more trustees, to secure the payment of such bonds, debentures or other securities thus secured, a hypothec on the immovable property of the company, by mentioning

nant l'émission et le montant des bons, débentures ou autres valeurs ainsi garantis;

(g) Exercer tous et chacun des pouvoirs ci-dessus mentionnés en qualité de principal intéressé, d'agent, d'intermédiaire ou en toute autre capacité, soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Magasin du Nord (Limitée)", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 8,100, rue Saint-Denis, Montréal, dans le district de Montréal, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

21-o Sous-secrétaire de la Province.

the issue and the amount of the bonds, debentures or other securities thus guaranted;

(g) To exercise all or any of the powers hereinabove mentioned as principal, agent, intermediary or in any other capacity, either alone or in conjunction with others, under the name of "Magasin du Nord (Limitée)", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00) divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at 8100 Saint Denis Street, Montreal, in the district of Montreal, P.Q.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

22 Under Secretary of the Province.

" Oeuvre des Terrains de Jeux des Trois-Rivières"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de décembre 1938, constituant en corporation sans capital-actions: William Boucher, mécanicien, Dr. Auguste Massicotte, dentiste, Léo Lambert, marchand, Charlemagne Brouillette, papetier, J.-Alphonse Alain, marchand de meubles, Loyola Bernaquez, assistant maitre de poste, Georges Caron, desservant de la paroisse St-Philippe, Joseph Corriveau, papetier, tous des Trois-Rivières, dans les buts suivants:

Réunir les enfants, jeunes gens, jeunes filles, et adultes, dans un but de récréation et d'amusement, et s'occuper de leur formation religieuse, morale, sociale, nationale, patriotique, charitable, scientifique, artistique, professionnel, athlétique et sportive, sous le nom de "Œuvre des Terrains de Jeux des Trois-Rivières".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars ($25,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

53-o Sous-secrétaire de la Province.

" Oeuvre des Terrains de Jeux des Trois-Rivières"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of December, 1938, to incorporate as a corporation without share-capital: William Boucher, mechanic, Dr. Auguste Massicotte, dentist, Léo Lambert, merchant, Charlemagne Brouillette, paper-maker, J. Alphonse Alain, furniture dealer, Loyola Bernaquez, assistant Post Master, Georges Caron, pastor, of the parish of St. Philippe, Joseph Corriveau, paper-maker, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To group children, young men, young girls and adults, for purposes of recreation and amusement, and to promote their religious, moral, social, national, patriotic, charitable, scientific, artistic, professional, athletic and sportive training, under the name of "Œuvre des Terrains de Jeux des Trois-Rivières".

The amount to which the value of immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is twenty five thousand dollars ($25,000.00).

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières, in the district of Trois-Rivières, P. Q.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

54 Under Secretary of the Province.

"Plantations Laval Plantations" Limitée—Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Henri Crépeau, C.R., avocat, Andrée Boulay, sténo., fille majeure, Nye E. de Mers, courtier, René Gervais, agent, et J. Vender Haeghe, comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Procéder à la culture, à la préparation, à la transformation, à la vente, en gros et en détail, à l'état naturel ou manufacturé, de tous les types de tabac à pipe, à cigare, à cigarette et de toutes autres variétés, sous toutes les formes compatibles avec les dispositions de la loi, et de tous les produits agricoles en général;

"Plantations Laval Plantations" Limitée—Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1938, incorporating: Henri Crépeau, K.C., advocate, Andrée Boulay, Steno., spinster, Nye E. de Mers, broker, René Gervais, agent, and J. Vender Haeghe, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the cultivation, preparation, transformation, sale, wholesale and retail, in a natural or manufactured state, of all kinds of pipe, cigar, cigarette, tobacco and all other varieties thereof, under any form which may be compatible with the provisions of law, and all agricultural products in general;

Avoir et exploiter, acheter, louer, vendre, échanger, ou autrement acquérir ou disposer des bâtisses, usines, et de tous autres immeubles ou biens-fonds pour les fins de la culture, de l'industrie et du commerce plus haut mentionné ainsi que tous les meubles, outillages, services nécessaires aux fins susdites;

Donner, faire, endosser, accepter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements ou autres garanties, valeurs négociables ou non;

Tenir un ou des magasins, entrepôts ou autres bâtisses pour la culture, l'industrie et le commerce, en gros et en détail de tous ces produits manufacturés ou non et de toutes marchandises en rapport avec l'industrie et le commerce de la dite compagnie et servir d'intermédiaire à la commission ou autrement auprès des manufacturiers ou autres pour les fins de la culture, de l'industrie et du commerce de la dite compagnie;

Acheter, louer, vendre, échanger ou autrement acquérir toute propriété personnelle ou tout autre droit ou privilège que la corporation puisse juger nécessaire ou utile dans le but de ses opérations;

Importer, exporter toutes marchandises nécessaires ou intéressant le commerce de la compagnie, acheter et vendre ces marchandises au bénéfice de la compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités locales, municipales ou autres, qui sembleront avantageuses pour atteindre les buts de la compagnie;

Demander, acheter, louer, posséder, acquérir ou exploiter tout brevet d'invention, permis, concession, procédé, renseignement secret et chose de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, limité ou illimité, qui pourrait être utile pour l'une ou des fins de ladite compagnie;

Faire tout arrangement pour la division des profits, union d'intérêts, coopération, entreprises communes, concessions réciproques ou autrement avec toutes personnes ou sociétés ou autrement faisant affaires, poursuivant des entreprises ou sur le point de faire affaires ou de poursuivre des entreprises que la compagnie est autorisée à faire ou à poursuivre ou toutes autres affaires susceptibles d'être conduite de manière à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie et pour prêter de l'argent, garantir des contrats ou autrement aider toutes telles personnes ou compagnies et pour prendre ou autrement acquérir des actions ou obligations de toutes telles personnes ou compagnies, pour les vendre, revendre ou faire affaires avec elles;

Prendre tout moyen pratique pour faire connaître les buts et les fins de la présente compagnie et spécialement par journaux, circulaires, annonces de toutes sortes;

Acheter, vendre, louer, échanger ses biens-fonds ou autres;

Engager ses biens mobiliers ou immobiliers ou les deux à la fois au moyen de garanties hypothécaires ou autres;

Emettre et distribuer comme parts totalement acquittées de la compagnie en paiement ou en partie paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, immeubles, valeurs, débentures et autres propriétés ou droits qu'elle peut acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés;

Emprunter les montants que la compagnie jugera à propos et utiles d'emprunter et cela en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera nécessaire;

To have and exploit, purchase, lease, sell, exchange or otherwise acquire or dispose of buildings, plants and any other immoveables or real estate for the purposes of the cultivation, industry and business hereinabove mentioned and also any moveables, equipment, services required for the aforesaid purposes;

To give, make, endorse, accept, execute and issue promissory notes, bills or exchange, bills of lading, or other securities and documents whether negotiable or otherwise;

To keep one or more stores, warehouses or other buildings for the cultivation, industry and business, wholesale and retail, of all the said products, whether manufactured or otherwise, and of any merchandise incidental to the industry and business of the said company, and to act as intermediary, on commission or otherwise, with manufacturers or others, for the purposes of the cultivation, industry and business of the said company;

To purchase, lease, sell, exchange, or otherwise acquire any personal property or any other right or privilege which the corporation may deem necessary or useful for the purpose of its operations;

To import, export any merchandise necessary or of interest to the business of the company, to buy and sell the said merchandise for the benefit of the company;

To enter into agreements with any local, municipal or other authorities which may seem conducive to the attainment of the company's purposes;

To apply for, purchase, lease, own, acquire or exploit any patent of invention, license, concession, process, secret information and the like, conferring any exclusive or unexclusive, limited or unlimited right, capable of being useful for all or any of the company's purposes;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any persons, partnerships or others, carrying on business or engaged in undertakings or about to carry on business or engaged in undertakings which the company is authorized to carry on or engaged in, or any other business capable of being carried on so as to benefit the company directly or indirectly, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such persons or companies, and to take or otherwise acquire the shares or bonds of any such persons or companies, to sell, re-sell or otherwise deal with the same;

To adopt any practical means to make known the objects and purposes of the present corporation and especially by newspapers, circulars, advertisements of every kind;

To purchase, sell, lease, exchange its own or other real estate;

To mortgage its moveable or immoveable property or both together, by means of hypothecary guarantee or otherwise;

To issue and allot as fully paid-up shares of the company in payment or part payment for any business, franchises, undertakings, property, rights, powers, privileges, leases, licenses, contracts, immoveables, securities, debentures and other property or rights which it may acquire in virtue of the powers hereby granted;

To borrow any amounts which the company may deem proper and useful, and such at any time and as often as may be deemed necessary;

Exploiter toute autre industrie connexe aux objets pour lesquels la compagnie est constituée et généralement faire toutes les choses qui conduisent à la réalisation des objets susdits;

Placer et distribuer les fonds disponibles de la compagnie sur des valeurs déterminées par règlement;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de la culture, de l'industrie ou du commerce, des biens, des engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et émettre des actions acquittées ou des obligations ou les deux à la fois pour le paiement de leur prix d'achat

Se joindre ou se fusionner en tout ou en partie avec aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la dite compagnie;

Accepter en paiement d'aucune dette due à la dite compagnie des actions, obligations ou autres sécurités;

Faire tout contrat de louage, service, cautionnement, mandat, agence, transactions et généralement tous contrats ou conventions qu'une corporation peut faire sans exception;

Le coût de la promotion et de l'incorporation de la dite compagnie sera payé à même le fonds d'icelle, sous le nom de "Plantations Laval Plantations" Limitée—Limited avec un capital total de ($99,999.00) quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars, divisé en:

(*a*) seize cents (1,600) actions privilégiées d'une valeur au pair de cinquante ($50.00) dollars chacune—5½% non-cumulatif;

(*b*) dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (19,999) actions communes de $1.00 au pair;

Les dites actions privilégiées primeront pour les dividendes toute autre catégorie d'actions du capital social de la compagnie, mais ne confèreront aucun droit additionnel de participer dans les bénéfices, profits ou autres valeurs composant l'actif de la compagnie;

(*c*) Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas le droit de vote aux assemblées des actionnaires ni le droit d'être élus comme directeurs de la compagnie;

(*d*) Il sera loisible à la compagnie en aucun temps à son gré, par l'entremise des directeurs, de décider le rachat total ou partiel des actions privilégiées créées par les présentes, en payant aux porteurs de telles actions privilégiées une somme de pas moins de cinquante-deux dollars ($52.50) et cinquante cents par action privilégiée avec en plus tous les dividendes accrus à la date du rachat en donnant au préalable aux porteurs d'actions un avis par lettre recommandée d'au moins soixante jours de son intention à cet effet;

(*e*) Dans le cas du rachat partiel d'actions privilégiées par la Compagnie, le bureau d'administration de la compagnie déterminera la façon du tirage au sort des actions qui seront rachetées par la ou les personnes qui serviront d'intermédiaires à cet effet;

Le bureau d'administration sera composé de cinq (5) membres dont trois formeront un quorum.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

39-40 Sous-secrétaire de la Province.

To carry on any business allied to the purposes for which the company is incorporated and, generally to do anything which may be conducive to the attainment of the aforesaid purposes;

To invest and distribute the available funds of the company on securities determined by by-law;

To acquire or take over the whole or any part of the cultivation, industry, or the business, property, liabilities and assets of any person, partnership or corporation carrying on a business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the present company, and to issue paid-up shares or bonds, or both together, for payment of the purchase price thereof;

To consolidate or amalgamate, in whole or in part, with any other company having purposes similar to those of the said company;

To accept as payment for any debt due to the said company stock, shares, bonds or other securities;

To make any contract of lease, service, surety, mandate, agency, transactions and generally any contracts or agreements which a corporation may make without exception;

The promotion and incorporation expenses of the said empany will be paid out of the funds thereof, under the name of "Plantations Laval Plantations" Limitée—Limited with a total capital stock of ninety nine thousand nine hundred and ninety nine dollars ($99,999.00), divided into:

(*a*) sixteen hundred (1600) preferred shares of a par value of fifty dollars ($50.00) each 5½% non-cumulative;

(*b*) nineteen thousand nine hundred and ninety nine (19,999) common shares of $1.00 par value;

The said preferred shares shall rank as to dividends over any other class of shares of the capital stock of the company, but will not confer any additional right to participate in the benefits, profits or other securities comprising the assets of the company;

(*c*) The holders of the said preferred shares shall not be entitled to vote at the meetings of the shareholders nor be entitled to be elected as directors of the company;

(*d*) The company may, at any time at its option, through the directors, decide the whole or partial redemption of the preferred shares hereby created, by paying the holders of the said prefered shares a sum not less than fifty-two dollars and fifty cents ($52.50) per preferred share with moreover all accrued dividends to the date of redemption by previously giving the holders of shares a notice by registered letter of at least sixty days of its intention of so doing;

(*e*) In the case of the partial redemption of preferred shares by the company, the Board of Directors of the company shall determine the manner of drawing lots of the shares to be redeemed by the person or persons who shall serve as intermediaries for such purpose;

The Board of Directors will be composed of five (5) members, three of whom will form a quorum.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

40 Under Secretary of the Province.

"Salon Marguerite Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première artie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: Pieter Peereboom, gentilhomme et Nicholas Bleser, comptable, de la cité de Montréal, John Herschorn, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Exercer les opérations de coiffeurs, de salon de beauté, administrer des messages faciaux, laver les cheveux et shampooing, manicure et ondulation et généralement faire toute chose se rapportant aux opérations de coiffures et de beauté;

(*b*) Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de choses de toutes sortes et descriptions se rapportant à et nécessaires aux dites opérations y compris, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, des crèmes faciales, des poudres faciales et autres, rouges, bâtons pour les lèvres, lotions, cosmétiques de toutes sortes, appareils et dispositifs pour coiffeurs et salons de beauté;

(*c*) Exercer l'industrie de manufacturiers, marchands ou autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être exercée en même temps que ce qui précède ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie;

(*d*) Acquérir et se charger, soit comme entreprise en exploitation ou autrement du commerce, des entreprises, biens et engagements de tout individu, firme ou corporation exerçant un commerce semblable ou un commerce incident à celui de cette compagnie, et les payer en tout ou en partie en deniers ou totalement ou partiellement en actions de cette compagnie;

(*e*) Acquérir par achat, bail ou autrement ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens ou engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie;

(*f*) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

(*g*) Demander, acheter ou autrement acquérir toutes marques de commerce, brevets, brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

"Salon Marguerite Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1938, incorporating: Pieter Peereboom, gentleman and Nicholas Bleser, accountant, of the City of Montreal, John Herschorn, advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To carry on the business of hairdressing, beautifying, administering facial massages, hairwashes and shampoos, manicuring, hairwaving, and generally to do everything relating to the hairdressing and beautifying business;

(*b*) To manufacture, buy, sell and deal in all kinds and descriptions of things relating to and necessary for the said business including, but without limiting the generality of the foregoing, facial creams, facial and other powders, rouges, lipsticks, lotions, cosmetics of all sorts, hairdressing and beautifying apparatus and instruments;

(*c*) To carry on the business of manufacturers' merchants or otherwise which may seem to the Company capable of being carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of the Company's property or rights;

(*d*) To acquire and take over, either as a going concern or otherwise, the business undertakings, assets and liabilities of any individual, firm or corporation carrying on a similar business or a business incidental to that of this Company, and to pay for the same either wholly or partly in cash, or wholly or partly in paid-up shares of this Company;

(*e*) To acquire by purchase, lease or otherwise or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business which this Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this Company;

(*f*) To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contract of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(*g*) To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, patents, brevets d'invention, licenses, concessions, and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*h*) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(*i*) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir, toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations et particulièrement tout fonds de commerce ou appareils spéciaux se rapportant au dit commerce;

(*j*) Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

(*k*) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(*l*) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*m*) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, obligations et biens quelconques de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(*n*) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débentures ou actions-débentures ou autres valeurs de toute compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(*o*) Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur par la publication de livres et revues périodiques;

(*p*) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(*q*) Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(*r*) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Salon Marguerite Inc." avec un capital total de vingt-quatre mille cinq cents dollars ($24,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cinquante dollars ($50.00) a chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 1448 rue Ste-Catherine ouest, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

51 Sous-secrétaire de la Province.

(*h*) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(*i*) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any stock-in-trade or special apparatus in connection with the said business;

(*j*) To lend money to customers and others having dealing with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

(*k*) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*l*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*m*) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry on and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*n*) To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing, or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of any company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*o*) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest by publication of books and periodicals;

(*p*) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(*q*) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*r*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Salon Marguerite Inc.", with a total capital stock of twenty-four thousand five hundred dollars ($24,500.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be at 1448 St. Catherine St. W., Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

52-o Under Secretary of the Province.

"Standard Vox Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Joseph Letarte, Philippe Gilbert, et Roméo Lachance, comptables, Gaudiose Alain, imprimeur, et Joseph Ulric Emond, publiciste, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce d'instruments de musique, phonographes, radios, appareils de télégraphie sans fil, de radio téléphonie, et de télévision de toutes espèces, formes et descriptions, ainsi que tout ce qui s'y rapporte, tels que records, musique en feuille et généralement de tous les accessoires des dits instruments et appareils;

Etablir, équiper et maintenir une station de radio pour radiodiffuser, recevoir et transmettre dans l'air des messages de toutes sortes, de la musique, des concerts, du chant, des conférences, des discours et tous autres sons qui peuvent être transmis par la radio et au moyen d'appareils de radiodiffusion et de télévision;

Etablir, posséder et exploiter des stations de distribution pour les fins de la télégraphie sans fil, de la radio téléphonie et de la télévision;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et installer tout appareil ou machinerie servant à la radiodiffusion et à la télévision, soit pour émettre ou recevoir;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, fabriquer, graver, réengraver, enregistrer des records, enregistrement sonore sur film, enregistrement sur film de 35, 16, 9 et 8 millimètres ou autres mesures qui deviendraient nécessaires pour les fins commerciales de la compagnie, sur fil et bande d'acier, équipement sonore de vues animées et généralement de tous instruments et appareils pouvant émettre des sons; fabrication des amplificateurs, haut-parleur et leur installation;

Bâtir, posséder, louer ou acquérir des théâtres, salles de vues animées, salles de musique ou autres immeubles, dont la compagnie pourra avoir besoin pour son exploitation;

Engager et employer des acteurs, des chanteurs, des danseurs, et acrobates, des athlètes et autres artistes de théâtres et de concerts, donner des conférences, des concerts, du vaudeville et autres représentations;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens, contrats, droits, privilèges et engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie à l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les vendre ou les négocier autrement;

Conclure aucune conventions avec tout gouvernement ou autorité municipale, locale ou autre qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets et détenir des dits gouvernements ou autorités, toutes franchises, droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer les dites conven-

"Standard Vox Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1938, incorporating: Joseph Letarte, Philippe Gilbert, Roméo Lachance, accountants, Gaudiose Alain, printer, and Joseph Ulric Emond, publisher, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To make, manufacture and deal in musical instruments, phonographs, radios, wireless telegraph sets, radio, telephones and television apparatuses of all species, forms and descriptions, as well as anything connected therewith, such as records, sheet music and generally all the accessories for the said instruments and apparatus;

To establish, equip and maintain a radio station for broadcasting, receiving and transmitting over the air messages of all kinds, music, concerts, singing, conferences, lectures and any other sounds which may be transmitted by radio and radio broadcasting apparatus and television;

To establish, own and operate distributing stations for the purpose of wireless telegraphy, radio telephone and television;

To manufacture, buy, sell, import, export and install any apparatus or machinery used in radio broadcasting and television, either for sending or for receiving;

To manufacture, buy, sell, import, export, make, record or re-record, register records, recording of sound films, recording on films of 35, 16, 9 and 8 millimeters or other measurements which may become necessary for the commercial purposes of the company, on wire and steel strips, talking picture equipment and generally any instruments and apparatus which may emit sounds; the manufacture of amplifiers, loudspeakers and their installation;

To build, own, lease or acquire theaters, moving picture theaters, music halls or other immovables, of which the company may have need for its operations;

To hire and employ actors, singers, dancers, and acrobats, athletes and other theatrical and concert artistes, give lectures, concerts, vaudeville and other representations;

To acquire or undertake all or any part of the industry, properties, contracts, rights, privileges and obligations of any person or company engaged in any industry which the company is authorized to carry on or possessed of properties suitable for the purposes of the company;

To take or otherwise acquire and hold shares, debentures or other securities of any other company having objects similar or partly similar to those of the company, or carrying on an industry capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to sell or otherwise deal with the same;

To enter into any arrangement with any government or authority municipal, local or otherwise which may seem conducive to the company's objects or any of the said objects and to obtain from the said governments or authorities, any franchises, rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and

tions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, brevets d'invention, octrois, licences, baux, concessions et choses semblables conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité, ou tout secret ou renseignement relatif à toute invention qui peut paraître propre à servir ou profiter à tout objet de la compagnie, et dont l'acquisition peut paraître susceptible de profiter à la compagnie;

Prêter des deniers à toute autre compagnie ou à toute société, firme ou personne, ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec laquelle la compagnie projette d'avoir des relations d'affaires ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie;

Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie ou de tous services rendus à la compagnie;

Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie, et faire tous ou l'un quelconque des objets précités comme mandants, agents, entrepreneurs, ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Standard Vox Incorporated", avec un capital total de quarante mille dollars ($40,000.00), divisé en quatre mille (4,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

41-0 Sous-secrétaire de la Province.

comply with such conventions, rights, privileges and concessions;

To apply for, purchase or otherwise acquire patents, patents of invention, grants, licenses, leases, concessions and the like conferring any exclusive or unexclusive or limited right, or any secret or other information respecting any invention which may seem capable of being used for or of being of profit to any object of the company, and the acquisition of which may seem calculated to benefit the company;

To lend money to any other company or to any partnership, firm or person having business dealings with the company or with which or with whom the company proposes to have business dealings or to any other company any of whose shares are held by the company;

To sell or dispose of the whole or any part of the undertaking of the company for the consideration which the company may deem expedient and particularly for shares, debentures or securities of any other company having objects similar or partly similar to those of the company;

To issue and allot fully or partly paid up shares of the capital stock of the company in full or part payment for any properties, real or personal purchased or otherwise acquired by the company or for any services rendered to the company;

To carry out all or any of the objects of the company, and to do all or any of the foregoing objects as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all other things which are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "Standard Vox Incorporated", with a total capital stock of forty thousand dollars ($40,000.00), divided into four thousand (4,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

42 Under Secretary of the Province.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Cassidy & Maillard Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30, 41, 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du septième jour de novembre 1938, à la compagnie "Cassidy & Maillard Limitée", ratifiant un règlement, augmentant son capital, comme suit, savoir:

Que le capital autorisé de la compagnie soit augmenté à la somme de $49,000.00 et que ce nouveau capital soit divisé en 240 actions ordinaires et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100.00 chacune. Les actions privilégiées seront cumulatives quant au dividende qui sera de 5% par an payable annuellement, elles auront aussi une préférence sur les actions ordinaires dans la distribution de l'actif pour le montant de leur valeur au pair et les dividendes non payés. La compagnie aura le droit de racheter ces

Supplementary Letters Patent

"Cassidy & Maillard Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30, 41, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1938, to the company "Cassidy & Maillard Limitée", ratifying a by-law, increasing its capital as follows, to wit:

That the authorized capital of the company be increased to the sum of $49,000.00 and that this new capital be divided into 240 common shares and 250 preferred shares of a par value of $100.00 each. The preferred shares to be cumulative as to dividend which will be 5% per annum payable annually, they shall also have priority over the common shares in the distribution of the assets to the amount of their par value and unpaid dividends. The company shall be entitled to redeem the said preferred shares

actions privilégiées en tout ou en partie, en aucun temps à 102 plus les dividendes courus en donnant au moins un mois d'avis.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de novembre 1938.

JEAN BRUCHESI,
55-o Sous-secrétaire de la Province.

in whole or in part at any time, at 102 plus accrued dividends by giving at least one month's notice.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of November, 1938.

JEAN BRUCHESI,
56 Under Secretary of the Province.

"L'Association des Camionneurs de Lait de la Province de Québec Incorporée"— "The Milk Carriers Association of the Province of Quebec Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 76, 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorzième jour de décembre 1938, à la compagnie "L'Association des Camionneurs de Lait de la Province de Québec Incorporée" "The Milk Carriers Association of the Province of Quebec Incorporated", ratifiant un règlement, comme suit, savoir:

Que la compagnie sera conduite et dirigée par un bureau de cinq (5) directeurs dont trois (3) constitueront un quorum.

Que le bureau chef et la principale place d'affaires de la compagnie sont transportés de Vaudreuil à Montréal dans le district de Montréal, province de Québec.

Que le capital actions de la compagnie est réduit de $20,000.00, monnaie courante du Canada, auquel il est fixé par ses lettres patentes, à $500.00 monnaie courante du Canada, et le dit capital sera subdivisé en 100 actions communes d'une valeur de $5.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,
57-o Sous-secrétaire de la Province.

"L'Association des Camionneurs de Lait de la Province de Québec Incorporée"— "The Milk Carriers Association of the Province of Quebec Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 76, 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1938, to the company "L'Association des Camionneurs de Lait de la Province de Québec Incorporée" "The Milk Carriers Association of the Province of Quebec Incorporated", ratifying a by-law, as follows, to wit:

That the company will be managed and directed by a Board of five (5) directors, three (3) of whom will form a quorum.

That the head office and principal place of business of the company be transferred from Vaudreuil to Montreal in the district of Montreal, Province of Quebec.

That the capital stock of the company be reduced from $20,000.00, current money of Canada, to which amount it is fixed by its letters patent, to $500.00, current money of Canada, and the said capital stock will be subdivided into 100 common shares of a value of $5.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,
58 Under Secretary of the Province.

"Neva-Wet Corporation of Canada"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec articles 41, 46, 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du treizième jour de décembre 1938, à la compagnie "Neva-Wet Corporation of Canada", ratifiant un règlement, comme suit, à savoir:

Règlement re: Subdivision des actions et augmentation du capital.

Que le capital actions de la compagnie, consistant présentement en 985 actions privilégiées et 15 actions ordinaires, ayant toutes été émises, soit subdivisé en 9850 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10.00 chacune et 150 actions ordinaires sans valeur au pair.

Que le capital autorisé de la compagnie soit augmenté par l'addition de 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10.00 chacune, telles actions privilégiées devant avoir les mêmes privilèges et être sujettes aux mêmes conditions et de toutes autres manières être exactement semblables aux actions privilégiées présentement existantes, sujettes aux actions privilégiées présentement existantes étant chacune subdivisée en dix actions privilégiées d'une valeur au pair de $10.00 chacune.

"Neva-Wet Corporation of Canada"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 41, 46, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1938, to the company "Neva-Wet Corporation of Canada", ratifying a by-law, as follows, to wit:

By-Law re: Division of shares and increase in capital.

That the capital stock of the company, presently consisting of 985 shares of preferred stock, and 15 shares of common stock, all of which has been issued, be subdivided into 9850 shares of preferred stock of a par value of $10.00 per share and 150 shares of No Par value common stock.

That the authorized capital of the company be increased by the addition of 10,000 shares of preferred stock of a par value of $10.00 per share, such preferred stock to have the same preferences and to be subject to the same conditions and in all other respects to be exactly similar to the preferred stock presently existing, subject to the presently existing preferred shares being each subdivided into ten shares of preferred stock of a par value of $10.00 per share.

Que les officiers de la compagnie et ses procureurs, MM. Chauvin, Walker, Stewart & Martineau, soient et ils sont par les présentes autorisés à présenter une requête en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, pour obtenir des lettres patentes supplémentaires autorisant une modification dans la valeur au pair du capital-actions et une augmentation dans le capital-actions autorisé sus-mentionnés;

Que les dits officiers et procureurs en faisant cette demande pour des lettres patentes supplémentaires pour les fins susdites, soient et ils sont par les présentes autorisés à solliciter que les conditions, privilèges et restrictions affectant ou se rapportant aux nouvelles actions privilégiées soient insérés dans les dites lettres patentes supplémentaires et que les dites conditions, privilèges et restrictions soient exactement semblables à ceux se rapportant aux actions privilégiées présentement émises excepté que les nouvelles actions privilégiées d'une valeur au pair de $10.00 chacune, leur préférence quant aux dividendes soit réduite au pro rata de $6.00 l'action à 60c l'action et leur préférence quant au remboursement du capital sera aussi réduit au pro rata de $100.00 l'action à $10.00 l'action.

Les conditions, privilèges et restrictions suivantes attachés à toutes les actions privilégiées de la dite compagnie sont, sur requête, insérés dans ces lettres patentes supplémentaires, à savoir:

(1) Les porteurs des actions privilégiées auront droit à être payés par préférence à même les profits de la compagnie valables pour dividendes à la fin de chaque année fiscale, un dividende de 60 sous l'action. Nul dividende ne sera payé sur les actions ordinaires excepté lorsqu'il y a des surplus de profits disponibles pour icelui en aucune année sur et en plus du montant requis pour payer les dits dividendes sur les actions privilégiées en cours. Si, à la fin de toute année fiscale, les profits disponibles sont plus que suffisants pour payer 60c par action sur les actions privilégiées et ordinaires, les actionnaires privilégiés et ordinaires auront droit à partager également, action pour action, dans toute distribution additionnelle de dividendes. Les dividendes sur les actions privilégiées ne seront pas cumulatifs.

(2) Dans le cas de toute ventilation ou liquidation de la compagnie ou dans le cas de tout remboursement du capital, pour aucune raison, les porteurs des actions privilégiées auront droit à recevoir la valeur au pair des actions détenues par eux, en entier, avant qu'aucun paiement du capital ne soit fait aux porteurs des actions ordinaires. Après que les porteurs des actions privilégiées et les porteurs des actions ordinaires auront été payés $10.00 pour chaque action détenue par eux, toute distribution additionnelle sera divisée au pro rata entre les porteurs d'actions privilégiées et ordinaires.

(3) Les porteurs d'actions privilégiées et les porteurs d'actions ordinaires auront un droit de vote égal aux assemblées des actionnaires mais seulement un porteur d'actions ordinaires ne sera qualifié pour remplir l'office de directeur de la compagnie, mais si une personne détenant seulement des actions privilégiées était élu directeur elle ne pourra validement remplir cette charge comme tel pendant trente jours et pourra continuer à remplir cette fonction dans la suite si dans les trente jours après son élection elle devient détentrice d'au moins une action ordinaire.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

59 Sous-secrétaire de la Province.

That the officers of the company and its solicitors, Messrs. Chauvin, Walker, Stewart & Martineau, be and they are hereby authorized to make Application under the provisions of the Quebec Companies' Act for Supplementary Letters Patent to authorize the alteration in the par value of the capital stock and the increase in the authorized capital stock above mentioned;

That the said officers and solicitors in making such Application for Supplementary Letters Patent for the above purposes be and they are hereby authorized to request that the conditions, privileges and restrictions affecting or relating to new preferred stock be embodied in such Supplementary Letters Patent and that such conditions, privileges and restrictions be exactly similar to those relating to the preferred stock presently issued excepting that the new preferred shares having a par value of $10.00 each, their preference as to dividends be reduced pro rata from $6.00 a share to 60c a share and their preference as to repayment of principal be also reduced pro rata from $100.00 a share to $10.00 a share.

The following conditions, privileges and restrictions attach to all the preferred stock of the said company are, by request, embodied in these Supplementary Letters Patent, to wit:

(1) Holders of preferrred shares shall be entitled to be paid by preference out of the profits of the company available for dividends at the end of each fiscal year a dividend of 60 cents per share. No dividend shall be paid on the common stock except to the extent that surplus profits may be available for the same in any year over and above the amount required to pay the said dividends on the outstanding preferred stock. If, at the end of any fiscal year, available profits are more than sufficient to pay 60 cents per share on both preferred and common stock, preferred and common shareholders shall be entitled to share equally share for share in any further distribution of dividends. The dividends on preferred stock shall not be cumulative.

(2) In the case of any winding up or liquidation of the company or in the case of any repayment of capital for any reason, the holders of preferred stock shall be entitled to receive the par value of the shares held by them in full before any capital payment is made to the holders of common stock. After the holders of preferred stock and the holders of common stock have been paid $10.00 for each share held by them any further distribution shall be divided pro rata between the holders of preferred and common stock.

(3) Holders of preferred stock and holders of common stock shall have equal voting rights at shareholders' meetings but only a holder of common stock shall be qualified to hold office as a director of the company, but if a person holding only preferred stock be elected a director he may validly hold office as such for thirty days and may continue to hold office thereafter if within thirty days of his election he becomes the holder of at least one share of common stock.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

60-o Under Secretary of the Province.

Proclamation

Canada,
Province de Québec. ES.-L. PATENAUDE
[L.S.]

GEORGE VI, par la grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX-HUIT JANVIER prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LÉON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce VINGT-CINQUIEME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent trente-huit et de Notre règne le second.

Par ordre,
Le secrétaire de la Chancellerie à Québec,
L.-P. GEOFFRION.

5749—48-7-o

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. ES. L. PATENAUDE
[L.S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various consideration, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of businesses, We hereby convene you for the EIGHTEENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable ESIOFF LÉON PATENAUDE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House in Our City of Quebec, this TWENTY-FIFTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty eigth and in the second year of Our Reign.

By command,
L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery at Quebec.

5750—48-7-o

Arrêté-en-Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 29 décembre 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 30 décembre 1938.

Concernant l'Ordonnance numéro 18 de l'Office des salaires raisonnables.

No 2786

L'honorable premier ministre, dans un mémoire en date du 29 décembre (1938), recommande:

Que l'Ordonnance numéro 18, relatif à l'industrie du cercueil, soit amendée comme suit, savoir:

Dans la deuxième partie, article 4: département de la garniture, les taux 39c, 35c, 28c et 25c sont remplacés par les suivants:

	Zone I	*Zone II*
Taux horaire moyen.....	35c	25c
Taux horaire minimum.....	25c	20c

Le présent amendement entrera en vigueur le 17 décembre 1938.

Certifié,
A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

79-o

Order-in-Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 29th, 1938, approved by toe Lieutenant-Governor on December 30th, 1938.

Concerning Ordinance No. 18 of the Fair Wage Board.

No. 2786

The Honourable the Prime Minister, in a memorandum dated December 29th, (1938), recommends:

That Ordinance No. 18, relating to the casket industry, be amended as follows, viz:

In Part Two, article 4: Furniture Department, the rates 39c, 35c, 28c and 25c are replaced by the following:

	Zone I	*Zone II*
Average hourly rate.....	35c	25c
Minimum hourly rate.....	25c	20c

The present modification shall become in force on the 17th of December 1938.

Certified,
A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

80-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Jersey Insurance Company of New-York", ayant son siège principal d'affaires à New-York, dans l'état de New-York, Etats Unis d'Amérique, a obtenu le permis et l'enregistrement prévus par la Loi des assurances de Québec pour l'autoriser à faire dans les limites de la Province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu à l'exception de l'assurance contre les pertes par suite de blessure à la personne; contre les arrosoirs automatiques; les tornades; agitation civile, tremblement de terre, chute d'appareil d'aviation, la grêle, contre les pertes ou dommages à la propriété causées par les véhicules, explosion inhérente ou limitée et accessoirement à une police d'assurance contre l'incendie.

L'agent principal et procureur de la compagnie dans la Province de Québec est Monsieur J. R. F. Sprigings, 465 St-Jean, Montréal.

Conformément aux dispositions de l'article 94 de la Loi des assurances, tel qu'amendé par la loi 22 Geo. V, chap. 88, section 1*a*, la compagnie a été exemptée de l'obligation de faire un dépôt chez le Trésorier de la Province.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce vingt-deuxième jour de décembre 1938.

Pour le Trésorier de la Province.

Le Surintendant des assurances,

61—1-2-o GEORGES LAFRANCE.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the "Jersey Insurance Company of New York", having its head office in the city of New York, in the State of New York, of the United States of America, has been licensed and registered in virtue of the Quebec Insurance Act, for the transaction of Fire Insurance; Automobile Insurance, excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person; Sprinkler Leakage Insurance; Tornado Insurance; Civil Commotion Insurance, Earthquake Insurance, Falling Aircraft Insurance, Hail Insurance, Insurance against loss of or damage to property caused by vehicles, Limited or Inherent Explosion Insurance, limited to the insurance of the same property as is insured under a policy of fire insurance of the company, within the limits of the Province of Quebec.

The chief agent and attorney for the Province, is Mr. J. R. F. Sprigings, 465 St. John St., Montreal.

According to the provisions of section 94 of the Quebec Insurance Act, as amended by 22 Geo. V, chap. 88, section 1*a*, the Company has been exempted from the obligation of making a deposit with the Treasurer of the Province.

Given pursuant to the section 121 of the Quebec Insurance Act, this 22nd day of December, 1938.

For the Treasurer of the Province.

GEORGES LAFRANCE,

62—1-2-o Superintendent of Insurance.

Avis divers

"BOOTH'S DISTILLERIES (CANADA) LIMITED"

Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes augmenté de quatre (4) à cinq (5).

Le Bureau de direction pourra, entre l'entrée en vigueur de ce Règlement et la prochaine Assemblée annuelle de la compagnie, faire l'élection d'un actionnaire éligible de la compagnie, de manière à compléter ainsi le Bureau de direction.

Jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la compagnie, les directeurs actuels et les actionnaires élus par eux comme directeurs administreront les affaires de la compagnie.

Le règlement No 12 est amendé, en retranchant le mot quatre (4) où il apparaît dans ledit règlement et en le remplaçant par le mot cinq (5).

Montréal, le vingtième jour d'octobre 1938.

Le secrétaire,

65 H.-G. MACARIO.

Miscellaneous Notices

"BOOTH'S DISTILLERIES (CANADA) LIMITED"

The number of Directors of the Company is hereby increased from four (4) to five (5).

The Board of Directors may, between the coming-into-force of this By-law and the next Annual Meeting of the Company, elect to the Board a qualified shareholder of the Company, in order to complete the Board of Directors.

Until the next Annual Meeting of the Company, the present Directors and the Shareholders elected by them as Directors shall manage the affairs of the Company.

By-law No. 12 is amended, by striking out the word "four (4)" where it appears therein and substituting the word "five (5)".

Montreal, this twentieth day of October, 1938.

H. G. MACARIO,

66-o Secretary.

MILLS LIMITED

Sommaire du règlement No 32 de la compagnie "Mills Limited" décrété par les directeurs le 23 décembre 1938 et ratifié et confirmé par les actionnaires à une assemblée générale spéciale en date du 30 décembre 1938.

Attendu que la compagnie a cessé d'exercer ses opérations et n'a aucunes dettes ou obligations.

MILLS LIMITED

Summary of by-law No. 32 of Mills Limited enacted by the directors on the 23rd December 1938 and ratified and confirmed by the shareholders at a special general meeting held on the 30th day of December 1938.

Whereas the company has ceased to do business and has no debts or obligations.

Que la compagnie distribue ses biens au *pro rata* entre ses actionnaires et abandonne sa charte; qu'un sommaire de ce règlement soit publié dans la *Gazette Officielle de Québec;* que les avis nécessaires d'une demande d'abandon de charte soient publiés, et qu'une requête soit faite pour demander l'acceptation de l'abandon de la charte.

Le sommaire susdit est publié conformément aux dispositions de l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 31ème jour de décembre A. D. 1938.

Le secrétaire,
75 MAURICE CHAMPAGNE.

That the company distribute its assets rateably amongst its shareholders and surrender its charter; that a summary of this by-law be published in the *Quebec Official Gazette;* that the necessary notices of an application for leave to surrender the charter be published; and that a petition be made requesting the acceptance of the surrender of the charter.

The above summary is published pursuant to the provisions of Section 81 of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 31st day of December A. D. 1938.

MAURICE CHAMPAGNE,
76-o Secretary.

Bills privés, Assemblée législative

Private bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 4 janvier 1939, et présentés avant le 8 février 1939, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 28 janvier 1939, et reçues avant le 2 février 1939, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 22 février 1939.

Québec, ce 25 novembre 1938.

Le greffier,
5747-48-7-o L.-P. GEOFFRION.

NOTICE of the LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 4th January, 1939, and introduced before the 8th February, 1939, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 28th January, 1939, and received before the 2nd February, 1939, and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 22nd February, 1939.

Quebec, 25th November, 1938.

L. P. GEOFFRION,
5748-48-7-o Clerk.

Bureau-chef

"Maritime Cadillac Gold Mines (Quebec) Limited"

Avis est donné que la compagnie "Maritime Cadillac Gold Mines (Quebec) Limited" (sans responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes, en date du 15ème jour de juillet, 1937, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 132, ouest de la rue St-Jacques, Chambre 509.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28ème jour de décembre 1938.

Le président,
67-o HENRI CREPEAU.

Chief Office

"Maritime Cadillac Gold Mines (Quebec) Limited"

Notice is given that the company "Maritime Cadillac Gold Mines (Quebec) Limited" (No Personal Liability), incorporated by Letters Patent under date of the 15th day of July, 1937, and having its head office in the city of Montreal has established its office at Number 132 St. James Street, West, Room 509.

On and from the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 28th day of December, 1938.

HENRI CREPEAU,
68-o President.

Charte:—Abandon de

Noorduyn Aircraft Limited

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Noorduyn Aircraft Limited" a l'intention de demander l'acceptation de l'abandon de sa charte et son annulation et la dissolution de la Compagnie à

Charter:—Surrender of

Noorduyn Aircraft Limited

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act "Noorduyn Aircraft Limited" intends to make application for the acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation and the dissolution of the Company on and from a date to be fixed

compter d'une date qui sera fixée par le Procureur Général et par le Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce.

Montréal, le 3 janvier 1939.

NOORDUYN AIRCRAFT LIMITED,
Le secrétaire-trésorier,
89 L.-M. COUGHTRY.

by the Attorney General, and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Montreal, January 3rd, 1939.

NOORDUYN AIRCRAFT LIMITED,
L. M. COUGHTRY,
90-o Secretary-Treasurer.

Compagnie autorisée à faire des affaires

La compagnie "Gourock Ropes & Canvas Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la Province, est à 138, rue St-Pierre, en les cité et district de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. William Flemming Struthers, 5577, Chemin Queen Mary, Ville de Hampstead, dans le district de Montréal.

Québecc, le 23 décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,
63 Sous-secrétaire de la Province.

Company authorized to do business

The company "Gourock Ropes & Canvas Limited", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the Province.

Its principal place of business, in the Province is at 138 St. Peter Street, in the City and District of Montreal.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it is Mr. William Flemming Struthers, of 5577 Queen Mary Road, in the Town of Hampstead, in the District of Montreal.

Quebec, December 23, 1938.

JEAN BRUCHESI,
64-o Under Secretary of the Province

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné, que la Corporation de la Cité du Cap-de-la-Madeleine et les Commissaires d'Ecoles, pour la Municipalité du Cap-de-la-Madeleine, tous deux dans le comté Champlain, s'adresseront à la Législature à sa prochaine Session pour faire ratifier et confirmer par une loi, le contrat passé le 29 novembre 1938, devant Mtre. Paul Boucher, notaire, de la cité du Cap-de-la-Madeleine, entre la Corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et "Laurentian Silk Mills Limited", corps politique et incorporé ayant son bureau d'affaires à Montréal, fixant pour une période de dix ans (10), les taxes municipales payable par cette compagnie et le contrat passé le 5 décembre 1938, entre les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité du Cap-de-la-Madeleine et la même compagnie fixant pour la même période les taxes scolaires à être payées par la dite compagnie et aussi pour toutes autres fins.

Trois-Rivières, le 9 décembre 1938.

L'avocat des requérants,
5957—50-4-o LEON METHOT.

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the Corporation of the City of Cap de la Madeleine and the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine, both in the County of Champlain, will apply to the Legislature at its next session for an act to ratify and confirm the contract passed before Paul Boucher, N.P., of Cap de la Madeleine on the 29th of November, 1938, between the Corporation of the City of Cap de la Madeleine and "Laurentian Silk Mills, Limited", a body corporate having its head office in Montreal, fixing for a period of ten (10) years the municipal taxes payable by the said company and contract passed before Paul Boucher, N.P., of Cap de la Madeleine, on the 5th of December, 1938, between the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine in the County of Champlain and the said "Laurentian Silk Mills, Limited", fixing for a period of ten (10) years the School taxes payable by the said company and also for other purposes.

Three Rivers, P. Q., December 7th, 1938.

LEON METHOT,
5958—50-4-o Attorney for Petitioners.

LA CITÉ DE SAINT-JEAN, P. Q.

Avis est par les présentes donné que la Cité de Saint-Jean, P. Q., s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour faire amender sa Charte aux fins suivantes, savoir: Changer le mode d'élection des membres du conseil municipal, accorder le droit de vote à tous les propriétaires ainsi qu'aux veuves et

THE CITY OF SAINT-JEAN, P. Q.

Notice is hereby given that the City of Saint-Jean, P. Q., will apply to the Quebec Legislature, at its next session to have its Charter amended for the following purposes: To change the mode of electing members of the Municipal Council, to grant a right to vote to every property-owner as well as to widows and maidens of age owing

filles majeures propriétaires, étendre les pouvoirs de réglementation, et autres fins.

St-Jean, P. Q., 6 décembre 1938.

Le Maire,
J.-F. MAYRAND.
Le sec.-trés.,
HORMISDAS MORAIS.
Le procureur de la réclamante,
STANISLAS POULIN.

5959—50-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que l'Association des Architectes de la Province de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale amendant la loi concernant l'Association des Architectes (S.R.Q., 1925, ch. 220), telle qu'amendée, et ce, notamment pour les fins ci-après:

1. Préciser, décrire et définir ce qui constitue l'exercice de la profession d'architecte et déterminer les personnes qui peuvent prendre le titre et exercer la profession d'architecte.

2. Autoriser l'association à établir des tarifs d'honoraires obligatoires, pour tous les membres de la profession, et modifier, en conséquence, l'article 10 de la loi ci-dessus

3. Modifier et étendre les pouvoirs de règlementation de l'association, notamment en ce qui concerne:

a. L'admission à l'exercice de la profession, d'une façon provisoire et permanente, des personnes qui ne sont pas membres de l'association;

b. La conduite professionnelle des membres de l'association;

c. La détermination des actes dérogatoires à l'honneur professionnel.

4. Autoriser l'association et son conseil à imposer comme sanctions de l'inobservance de sa charte, de ses règlements et de ses tarifs, la censure, la suspension ou la destitution de ses membres, ou de ceux qu'elle a autorisés provisoirement à exercer la profession, selon le cas.

5. Rendre obligatoire l'emploi d'un architecte pour la construction des édifices publics.

Et pour toutes autres fins, accessoires ou connexes.

Montréal, le 12 décembre 1938.

Les procureurs des requérants *es-qualité*,
BEAULIEU, GOUIN, TELLIER, BOURDON,
& BEAULIEU.

5987—50-4-o

Avis public est par les présentes donné que Paul-Herbert Silver, de la cité de Westmount, en la Province de Québec, Docteur en chirurgie dentaire, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, à savoir: Nancy Cope Silver et Helen Jean Silver; Dame Helen Cope, épouse du dit Paul-Herbert Silver; et Philip George Silver, de la cité de Montréal, en la dite Province, chirurgien, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour la passation d'une loi changeant leur nom de famille et celui des dits mineurs de Silver en celui de Rowe et déclarant qu'ils ont droit de réclamer tous les avantages et bienfaits auxquels ils auraient eu droit sans le changement de leur nom et que tous les droits et obligations conclus par eux sous leur ancienne signature continueront d'exister à leur avantage et pourront être invoqués contre eux sous tel nouveau nom et que tous les droits et privilèges généralement

property, extend the powers to make by-laws and other purposes.

St. Jean, P. Q., December 6, 1938.

J. F. MAYRAND,
Mayor.
HORMISDAS MORAIS,
Sec.-Treas.
STANISLAS POULIN,
Attorney fo the petitioner.

5960—50-4-o

Notice public is hereby given that the Province of Quebec, Association of Architects, shall apply to the legislature of this province, at its next session, in order to obtain the adoption of a special act amending the act entitled "An Act respecting the Association of Architects", (R.S. Q., 1925, ch. 220), as amended, notably for the following purposes:

1. To determine, describe and define the acts constituting the exercise of the profession of architects and to determine the persons who are authorized to take the title of architect, or to act as such.

2. To authorize the association to fix tariffs which shall be obligatory for all the members of the association and to modify accordingly section 10 of the above mentioned law.

3. To modify and extend the powers of the association to make by-laws, more particularly in connection with the following matters:

a. The admission to the practice of the profession, permanently or provisionally, of persons who are not members of the association;

b. The professional conduct of the members of the association;

c. The determination of what constitutes acts derogatory to the honour of the profession.

4. To authorize the association and its council to impose, as sanctions, for the non-observance of its charter, by-laws and tariffs, the censuring, suspending or expelling from the association, of members of the profession or other persons who might have been allowed to practice, provisionally, as the case may be.

5. To require that architects be employed for the construction of public buildings.

And for other purposes accessory or relating to the purposes above mentioned.

Montreal, 12th of December, 1938.

BEAULIEU, GOUIN, TELLIER, BOURDON,
& BEAULIEU,
Attorneys for the Petitioners *es-qualité*.

5988—50-4-o

Public notice is hereby given that Paul Herbert Silver, of the City of Westmount, in the Province of Quebec, Doctor of Dental Surgery, as well personally as in his quality of tutor to his minor children, to wit: Nancy Cope Silver and Helen Jean Silver; Dame Helen Cope, wife of the said Paul Herbert Silver; and Philip George Silver, of the City of Montreal, in the said Province, Surgeon, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act changing their family name and that of the said minors from Silver to Rowe and declaring that they are entitled to claim all the advantages and benefits to which they would have been entitled without such change of name and that all rights and obligations entered into by them under their former name shall enure to their benefit and be enforceable against them under such new name and that all rights and privileges generally which may be acquired under

qui peuvent être acquis en vertu de la dite Loi s'appliqueront à leurs enfants et descendants.

Montréal, le 14 décembre 1938.

Les procureurs des requérants,

5989—50-4 MONTGOMERY & MCMICHAEL.

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de St-Pierre aux Liens, dans le Comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi forçant la Ville St-Pierre de porter à son rôle d'évaluation la valeur réelle des propriétés de la Consumers Glass Company Limited, situées dans ses limites, sans tenir compte des arrangements intervenus entre la Ville St-Pierre et cette compagnie et ratifiés par la Législature par la loi 14 George V, chapitre 139, et déclarant que cette valeur réelle devra servir de base à l'évaluation à être imposée par les commissions scolaires situées dans le territoire de ladite Ville.

Montréal, 14 décembre 1938.

Le procureur des requérants,

6007—50-4-0 ELPHEGE MARIER.

Avis public est, par les présentes, donné que M. Georges Albert Roy, licencié en loi, domicilié à Ottawa, mais ayant une résidence en la cité de Montréal, dûment autorisé aux présentes en vertu d'une résolution passée à l'assemblée du conseil général du Barreau de la Province de Québec, tenue à Montréal, le 10 décembre 1938, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi spéciale l'autorisant à être admis à la pratique du droit, dans la province de Québec, après examen oral.

Montréal, le 14 décembre 1938.

Les procureurs du requérant,

BEAULIEU, GOUIN, TELLIER, BOURDON & BEAULIEU.

6009—50-4-o

AVIS PUBLIC

Marie Guillemette, de St-Romuald d'Etchemin, veuve non remariée de Thomas Lafontaine, en son vivant photographe du même lieu, donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session afin de faire légaliser tant pour le passé que pour l'avenir l'adoption de sa fille majeure connue sous le nom de Marie Gabrielle Jeannette Lafontaine, épouse séparée de biens de Donat Dussault, employé de banque, tous deux domiciliés à St-Romuald d'Etchemin et obtenir la confirmation du nom de ladite Marie Gabrielle Jeannette Lafontaine.

Lévis, 15 décembre 1938.

Le procureur de la pétitionnaire,

6065—50-4-o ALBERT DUMONTIER.

Avis public est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant une résolution adoptée par lesdits commissaires d'écoles le 24 novembre 1938, accordant à Manoir Richelieu Company Limited et ses successeurs et

the said Act shall apply to their children and descendants.

Montreal, 14th December, 1938.

MONTGOMERY & MCMICHAEL,

5990—50-4-o Sollicitors for Applicants.

Notice is hereby given that Les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de St-Pierre aux Liens dans le comté de Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, and will ask for a Law forcing La Ville St-Pierre to enter in its valuation roll, each year, the real value of the properties belonging to Consumers Glass Company Limited, situated in its territory, notwithstanding the agreements entered into between La Ville St-Pierre and this company, and sanctioned by the Legislature by the law 14 George V, chapter 139, and declaring that the said real value so entered in the valuation roll will be the basis for the valuation to be imposed by the school commissions in the said territory.

Montreal, December 14th, 1938.

ELPHEGE MARIER,

6008—50-4-0 Attorney for Petitioners.

Public notice is hereby given that Mr. Georges Albert Roy, licenciate in law, domiciled at Ottawa, but having a residence in the city of Montreal, duly authorized to these presents at a meeting of the general council of the Bar of the province of Quebec, held at Montreal, on the 10th of December, 1938, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining a special law authorizing him to be admitted to the practice of law in the province of Quebec, after an oral examination.

Montreal, 14th of December, 1938.

BEAULIEU, GOUIN, TELLIER, BOURDON & BEAULIEU,

6010—50-4-o Attorneys for the Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Marie Guillemette, of St-Romuald d'Etchemin, non remarried widow of Thomas Lafontaine, his life during photographer of the same place, do hereby gives notice that she will apply to the Legislature of Quebec at its next session, in order to legalize for the past and for the future, the adoption of her major daughter known under the name of Marie Gabrielle Jeannette Lafontaine, wife separated as to property of Donat Dussault, bank employee, and both living at St-Romuald d'Etchemin, and to obtain the confirmation of the said name of the said Marie Gabrielle Jeannette Lafontaine.

Lévis, December 15, 1938.

ALBERT DUMONTIER,

6066—50-4-o Attorney for petitioner

Public notice is hereby given that The School Commissioners for the Municipality of the Village of la Pointe-au-Pic, in the County of Charlevoix-East will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act ratifying and confirming a resolution passed by the said School Commissioners on the 24th day of November, 1938, granting to Manoir Richelieu Company Limited and its

ayant cause une commutation de taxes pour une période de dix ans commençant le 1er juillet 1939.

Pointe-au-Pic, le 19 décembre 1938.

Le secrétaire-trésorier de la Requérante,
6115—51-4-o SAM WARREN.

successors and assigns a commutation of taxes for a period of ten years beginning on the 1st July, 1939.

Pointe-au-Pic, 19th December, 1938.

SAM WARREN,
Secretary-Treasurer of the
6116—51-4-o Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que L'Association des Commerçants Licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal, (The Licensed Victuallers' Association of Montreal), par l'intermédiaire de son procureur soussigné, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant son nom corporatif constitué par le bill Cap. LVII, 47 Vict. sanctionné le 10 juin 1884, de façon à ce que la dite association soit désormais désignée sous le nom de "L'Association des Taverniers de l'Ile de Montréal" ou "Tavern Keepers' Association of the Island of Montreal".

Le procureur et agent de l'Association des Commerçants Licenciés de Vins et de Liqueurs de la Cité de Montréal,
R. CAMIRAND.
6125—51-4-o

Public notice is hereby given that "L'Association des Commerçants Licenciés de vins et de Liqueurs de la cité de Montréal", (The Licensed Victuallers' Association of Montreal), through its undersigned attorney, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its corporate name constituted by Bill Cap. LVII, 47 Vic. sanctioned on the 10th of June, 1884, so that the said association may in the future be designated under the name of "L'Association des Taverniers de l'Ile de Montréal" or "Tavern Keepers' Association of the Island of Montreal".

R. CAMIRAND,
Attorney and agent for "L'Association des Commerçants Licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal".
6126—51-4

Avis public est, par les présentes, donné que la corporation de l'Hôpital Ste-Jeanne d'Arc, s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session pour les fins suivantes:

1. Abroger la loi, 18 George V, chapitre 130;
2. Obtenir une refonte complète de sa charte;
3. Obtenir des pouvoirs additionnels.

Montréal, le 17 décembre 1938.

Les procureurs des pétitionnaires,
FERNAND CHAUSSE,
6127—51-4-o F.-EUGENE THERRIEN.

Public notice is hereby given that the Corporation of "Hôpital Ste-Jeanne d'Arc", shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the following purposes:

1. To repeal the law 18 George V, chapter 130;
2. To obtain a complete revision of its charter;
3. To obtain supplementary powers.

Montreal, December 17th, 1938.

FERNAND CHAUSSE,
F. EUGENE THERRIEN,
6128—51-4-o Attorneys for petitioner.

Avis par est les présentes donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, corps politique légalement constitué, demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, la passation d'une loi spéciale aux fins suivantes: pour faire augmenter le montant à être payé annuellement par la Corporation de la Cité de Montréal pour le soutien des écoles dans le territoire qui fait partie de la Commission ou qui pourra en faire partie à l'avenir; pour assurer à la Commission les revenus annuels dont elle a besoin pour le soutien des écoles au moyen de taxes spéciales que la Corporation de la Cité de Montréal serait autorisée de prélever sur tout ce qui est ou sera sujet à taxation et cotisation en vertu de son acte d'incorporation ou des actes qui l'amendent ou l'amenderont; pour autoriser la Commission à emprunter, en sus des emprunts déjà autorisés, un montant de $125,250.00 pour payer et rembourser diverses hypothèques et obligations à échoir durant l'année scolaire 1939-1940 et à émettre des bons ou obligations pour ce montant; pour autoriser la Commission à emprunter, en sus des emprunts déjà autorisés et de l'emprunt ci-haut mentionné, des montants jusqu'à concurrence de $650,000.00 pour le paiement de grosses réparations aux écoles et aux autres immeubles de la Commission, les emprunts à cette fin à être amortis en dix ans; pour autoriser la Commission à emprunter, en sus des emprunts déjà autorisés et des emprunts ci-haut mentionnés, les montants nécessaires pour acquérir des

Notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission, a body politic legally constituted, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of a special law for the following purposes: to increase the amount to be paid annually by the Corporation of the City of Montreal for the support of the schools in the territory which forms part of the Commission or which may hereafter form part of the same; to guarantee to the Commission the annual revenues it requires for the support of the schools by way of special taxes that the Corporation of the City of Montreal may levy on whatever is liable to taxation and assessment under its act of incorporation and its amendments or the acts which shall amend it; to authorize the Commission to borrow, in addition to the loans already authorized, an amount of $125,250.00 to pay and reimburse various mortgages and debentures to become due in the scholastic year 1939-1940 and to issue bonds or debentures for such amount; to authorize the Commission to borrow, in addition to the loans already authorized and the loan above mentioned, amounts to the extent of $650,000.00 to pay for greater repairs in the school houses and other properties of the Commission, the loans to be amortized within ten years; to authorize the Commission to borrow, in addition to the loan already authorized and the loans above mentioned, the necessary amounts to acquire school sites, to build and acquire new school houses and other

emplacements d'écoles, pour construire et acquérir de nouvelles écoles et autres immeubles, pour agrandir, améliorer et modifier les écoles déjà existantes, pour faire des travaux de confection de cours de récréation des écoles, et autres fins nécessaires ou utiles.

Montréal, le 20 décembre 1938.

Les procureurs de la requérante,
DUSSAULT, CADOTTE & DUSSAULT.

6129—51-4-o

Avis public est, par le présent, donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements aux fins: de soustraire le lot No 743 du cadastre de la ville de Lachine aux dispositions de la loi 23 George V, chapitre 125 et amendements; de restreindre davantage les annonces et les enseignes dans les territoires où l'industrie est prohibée et les commerces sont restreints dans la municipalité; autoriser la cité à vendre de gré à gré les terrains requis pour la construction d'un hôpital; autoriser le paiement d'une pension à son inspecteur sanitaire et pour autres fins.

Lachine, le 20 décembre 1938.

Le procureur de la cité de Lachine,
A.-S. PELLETIER.

6131—51-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Plage Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant sa charte, Loi 22 George V, chapitre 120, pour annexer au territoire actuel de la Ville les lots numéros 175, 183 et 184 et les parties des lots numéros 173, 174, 181, 182, 185, 186, 187, 188 et 189, tous en référence au cadastre officiel fait pour la paroisse de Ste-Rose de Lima, et situés dans le territoire de la Corporation de la Partie Ouest de la paroisse de Sainte-Rose; pour autoriser la Ville à se nommer un gérant et déterminer les pouvoirs et les devoirs de ce dernier; pour permettre à la Ville d'imposer une licence ou taxe sur les personnes, compagnies ou corporations qui font le commerce de location de chaloupes, canots ou autres embarcations, ou qui sont propriétaires de véhicules utilisés dans la municipalité pour y faire la livraison de certaines marchandises; et pour toutes autres fins, accessoires ou connexes à icelles ci-dessus mentionnées.

A Montréal, ce 19ième jour de décembre, 1938.

Les procureurs de la requérante,
MONETTE, FILION & MEIGHEN.

6133—51-4-o

Avis public est, par les présentes, donné, que la Commission des Ecoles Catholiques de Verdun s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi: *a*) Pour abolir quant à elle la section 2 de la loi 9 George V, chapitre 37, telle que remplacée par la section 2 de la loi 14 George V, chapitre 35; *b*) Pour être autorisée à dresser un rôle d'évaluation spécial, pour fins scolaires seulement, quant aux contribuables suivants; La Cité de Montréal, Montreal Light Heat & Power, Consolidated, The Bell Telephone Company of Canada, Montreal Tramways Company,

properties, to enlarge, improve and modify existing school houses, to construct play grounds for the pupils, and other necessary or useful purposes.

Montreal, December 20, 1938.

DUSSAULT, CADOTTE & DUSSAULT,
Attorneys for the Petitioner.

6130—51-4-o

Public notice is hereby given that the City of Lachine, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments for the following purposes: to except lot No. 743 of the cadastre of the Town of Lachine from the provisions of the Act 23 George V, chapter 125 and amendments; to further restrict advertisements and signs in the territories where industry is prohibited and business restricted, in the municipality; to authorize the City to sell, by private agreement, the lots of land required for the building of a hospital; to authorize the payment of a pension to its health inspector and for other purposes.

Lachine, December 20th, 1938.

A. S. PELLETIER,
Attorney for the City of Lachine.

6132—51-4

Public notice is hereby given that the Town of Plage Laval, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of an Act modifying its Charter, the Act 22 George V, chapter 120, to annex to the actual territory of the Town the lots numbers 175, 183, and 184, and the parts of lots numbers 173, 174, 181, 182, 185, 186, 187, 188 and 189, all by reference to the official cadaster made for the Parish of St. Rose de Lima, and actually situated in the territory of La Corporation de la Partie Ouest de la Paroisse de Sainte-Rose; to authorize the Town to appoint a manager and determine the powers and duties of the latter; to empower the Town to impose a license or tax on persons, companies or corporations who carry on a business for the rental of row-boats, canoes, or other boats, or. who are owners of vehicles used in the Municipality for delivery of certain merchandise; and for all other purposes, accessory or relating to the purposes above mentioned.

At Montreal, this 19th day of December, 1938.

MONETTE, FILION & MEIGHEN,
Attorneys for Petitioner.

6134—51-4-o

Public notice is hereby given, that The Catholic School Commission of Verdun will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to ask for the passing of a Bill: *a*) To abrogate, for the said Commission, section 2 of the statute 9 George V, chapter 37, as replaced by section 2 of the statute 14 George V, chapter 35; *b*) To authorize the said Commission to make a special valuation roll, for school purposes only, for the following taxpayers, to wit: The City of Montreal, Montreal Light Heat & Power Consolidated, The Bell Telephone Company of Canada, Montreal Tramways Company, and

et toutes les corporations d'utilité publique; *c)* Pour être autorisée à vendre de gré à gré à la Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal, un terrain situé au coin des rues Wellington et Galt, en la Cité de Verdun; *d)* Pour être autorisée à encourir des dépenses capitales, jusqu'à concurrence de $50,000.00 pour fins de réparation et d'amélioration; *e)* Pour être autorisée à emprunter une somme de $140,000.00 pour couvrir l'excédent des dépenses sur les revenus de l'année 1938-39 et les frais d'émission; *f)* Pour être autorisée à construire une ou deux nouvelles écoles et à emprunter la somme de $600,000.00 à cette fin; *g)* Pour être exemptée du paiement des taxes spéciales payables à la cité de Verdun; *h)* Pour être autorisée à percevoir de la Cité de Verdun, les taxes scolaires sur les immeubles dont ladite Cité est propriétaire.

Montréal, le 20 décembre 1938.

Les Procureurs du requérant,
YVES PELLETIER & LUCIEN TREMBLAY.

6135—51-4-o

---

all public services; *c)* To authorize the said Commission to sell, by private agreement, to the Montreal City and District Savings Bank a lot situated at the corner of Wellington and Galt streets, in the city of Verdun; *d)* To authorize the said Commission to incur capital expenditures amounting to no more than $50,000.00 for repairs and improvements; *e)* To authorize the said Commission to borrow a sum of $140,000.00 to make good the difference between the revenue and expenditure for the year 1938-39 and the costs in connection with this loan; *f)* to authorize the said Commission to build one or two new schools and to borrow the sum of $600,000.00 for that purpose; *g)* To be dispensed from the payment of the special taxes payable to the city of Verdun; *h)* To authorize the said Commission to collect from the City of Verdun, school taxes on property owned by the said city.

Montreal, December 20th, 1938.

YVES PELLETIER & LUCIEN TREMBLAY,
Attorneys for Applicant.

6136

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville de Jonquière, dans le Comté de Chicoutimi, et les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité du Village de Jonquière, dans le Comté de Chicoutimi, s'adresseront conjointement à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi devant ratifier et confirmer un certain acte en date du 18 juillet 1938 portant le numéro 9755 des minutes de Mtre J.-G. Verreault, N.P., intitulé: "Conventions entre la Ville de Jonquière et la Compagnie de Pulpe de Jonquière", corps politique et incorporé ayant le siège principal de ses affaires en la Ville de Jonquière, auquel acte sont intervenus Price Brothers and Company Limited, corps politique et incorporé ayant son siège principal en la Cité de Québec et la Commission Municipale de Québec, constituée par acte de la Législature de Québec, 22 George V, chapitre 56. Ce dit acte fixe pour une période de dix ans les taxes municipales payables par "La Compagnie de Pulpe de Jonquière" et règle partie définitivement partie pour une période de dix ans certaines difficultés entre la Ville de Jonquière d'une part et la Cie de Pulpe de Jonquière et Price Brothers and Company Limited d'autre part. Le dit acte a été passé conformément aux résolutions adoptées par le Conseil Municipal de la Ville de Jonquière en date du 14 février et du 7 mars 1938. Les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité du Village de Jonquière ont approuvé et ratifié ledit acte par résolution en date du 7 décembre 1938, approuvé par la Commission Municipale de Québec, le 15 décembre 1938. Le but de la loi à être passée par la Législature de la Province de Québec devant être pour ratifier et confirmer l'acte susdit et les résolutions susmentionnées et aussi pour toutes autres fins relatives aux présentes.

Québec, le 21 décembre 1938.

Les procureurs des Requérantes,
GRAVEL, THOMSON & HEARN,
TOUSSAINT MCNICOLL.

6161—51-4-o

Public notice is hereby given that the Town of Jonquière, in the County of Chicoutimi, and the School Commissioners for the Municipality of the Village of Jonquière, in the County of Chicoutimi, shall apply jointly to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to ratify and confirm a certain Deed, dated the 18th July, 1938, bearing the No. 9755 of the minutes of J. G. Verreault, N. P., entitled: "Agreement between the Town of Jonquière and the Jonquière Pulp Company", a body politic and corporate, having its principal place of business in the Town of Jonquière, to which Deed intervened Price Brothers & Company, Limited, a body politic and corporate, having its principal place of business at the City of Quebec, and the Quebec Municipal Commission, created by the Act of the Quebec Legislature, 22 George V, Chapter 56. The said Agreement fixes, for a period of ten years, the municipal taxes payable by the Jonquière Pulp Company, and settles, partly forever and partly for a period of ten years, certain difficulties between the Town of Jonquière, on the one part, and the Jonquière Pulp Company and Price Brothers & Company, Limited, on the other part. The said Deed was passed in conformity with resolutions adopted by the Municipal Council of the Town of Jonquière on the 14th February and 7th March, 1938. The school Commissioners for the Municipality of the Village of Jonquière have approved and ratified the said Agreement, by resolution dated the 7th December, 1938, approved by the Quebec Municipal Commission on the 15th December, 1938. The purpose of the said Act to be passed by the Legislature of the Province of Quebec being to ratify and confirm the aforesaid Deed and Resolutions, and also for all other purposes relative thereto.

Quebec, December 21, 1938.

GRAVEL, THOMSON & HEARN,
TOUSSAINT MCNICOLL,
Sollicitors for Applicants.

6162—51-4-o

Avis est par les présentes donné que Hugues Lemoyne de Martigny, gérant de la cité de Montréal, en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs Michel et Huguette, Paul Drolet-Massue, fonc-

Notice is hereby given that Hugues Lemoyne de Martigny, manager of the City of Montreal, in his quality of tutor to his minor children Michel and Huguette, Paul Drolet-Massue, public officer,

tionnaire public, de la cité de Québec, en sa qualité de tuteur à son enfant mineur, Pierre, Gérard Perrault, relieur, de la cité de Montréal, en sa qualité de tuteur à son enfant mineur Robert, Dame Marie-Louise Eglantine Bastien, de la cité de Montréal, veuve en premières noces de Ovila Stanislas Perrault en son vivant industriel du même lieu, et en secondes noces de L.-H. Painchaud, en son vivant courtier d'assurances du même lieu, et Le Sun Trust Limitée, corporation légalement constituée ayant son siège social dans la cité et le district de Montréal, en sa qualité de seule exécutrice testamentaire et administratrice fiduciaire dudit feu Ovila Stanislas Perrault, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi, particulièrement pour les fins suivantes:

Pour confirmer et ratifier la transaction intervenue le 11 octobre 1929, entre ladite Dame Marie Louise Eglantine Bastien et les exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires dudit Ovila Stanislas Perrault; pour décréter que l'un des tuteurs aux petits-enfants dudit Ovila Stanislas Perrault, ou l'un de ses petits-enfants ayant atteint sa majorité, pourra être nommé exécuteur testamentaire et administrateur, et agir conjointement, mais sans rémunération, avec le Sun Trust Limitée ou son successeur; pour fixer la date à laquelle le partage des biens de la succession devra être fait entre les petits-enfants dudit feu Ovila Stanislas Perrault; pour décréter que jusqu'au partage, les revenus nets seront distribués par parts égales entre les petits-enfants; pour décréter que toutes sommes que les exécuteurs testamentaires pourront être appelés à emprunter pourront l'être du Sun Trust Limitée; pour autoriser et décréter tout ce qui pourrait être utile ou avantageux, tant pour la conservation ou la liquidation des biens de la succession que pour l'attribution et la distribution des revenus desdits biens.

Montréal, 20 décembre 1938.

Les procureurs des Requérants,

6173—51-4-o VALLÉE, LÉTOURNEAU & TANSEY.

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que les légataires universels, bénéficiaires et usufruitiers d'annuités en vertu du dernier testament figurant dans la succession de feu l'honorable Charles Wilson, autrefois des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi spéciale ordonnant la division de la dite succession et l'exécution finale du dit testament, avec provisions spéciales pour le paiement des annuités non-expirées, et toutes autres dispositions qu'il plaira à la Législature d'accorder.

Montréal, le 22 décembre 1938.

Le procureur pour les légataires universels, bénéficiaires et usufruitiers d'annuités de la succession de feu l'honorable Charles Wilson,

6219-52-4 TIMOTHY P. SLATTERY.

CITE DE MONTREAL

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, le

of the City of Quebec, in his quality of tutor to his minor child Pierre, Gérard Perrault, binder, of the City of Montreal, in his quality of tutor to his minor child Robert, Dame Marie-Louise Eglantine Bastien, of the City of Montreal, widow by first marriage of Ovila Stanislas Perrault, in his life-time manufacturer of the same place, and by second marriage of L. H. Painchaud, in his lifetime insurance broker, of the same place, and The Sun Trust, Limited, a body duly incorporate, having its principal place of business in the City and District of Montreal, in its quality of sole testamentary executor and fiduciary administrator of the said late Ovila Stanislas Perrault, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act, more particularly for the following purposes:

To confirm and ratify the transaction entered into the 11th of October, 1929, by the said Dame Marie-Louise Eglantine Bastien and the testamentary executors and fiduciary administrators of the said Ovila Stanislas Perrault; to declare that one of the tutors to the grand-children of the said Ovila Stanislas Perrault, or one of his grandchildren who has attained the age of maturity, may be appointed testamentary executor and administrator and act jointly, but without remuneration, with The Sun Trust Limited or its successors; to fix the date at which the partition of the assets of the Estate must be made among the grand-children of the said Ovila Stanislas Perrault; to declare that until the partition, the net revenues will be distributed among the grandchildren in equal shares;

To declare that all sums which the testamentary executors may be called upon to borrow may be borrowed from The Sun Trust; to authorize and enact anything which may be useful or advantageous, whether for the preservation or the liquidation of the assets of the Estate, or for the attribution and distribution of the revenues of the said assets.

Montreal, December 20th, 1938.

VALLÉE, LÉTOURNEAU & TANSEY,

6174—51-4-o Attorneys for Petitioners.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Public notice is hereby given that Universal Legatees, Beneficiaries and Annuitants under the Last Will and Testament in the Estate of the Late Honourable Charles Wilson, formerly of the City and District of Montreal, will apply at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec for a Special Act to order the Partition of the said Estate and the Final Execution of the said Last Will and Testament, with special provisions for the payment of the unexpired annuities, and such other provisions as it may please the Legislature to grant.

Montreal, December 22nd, 1938.

6220-52-4-o TIMOTHY P. SLATTERY,
Attorney for Universal Legatees, Beneficiaries and Annuitants of the Estate of the late Honourable Charles Wilson.

CITY OF MONTREAL

Public notice is hereby given that the City of Montreal shall apply to the Provincial Legislature, at its next session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, chapter 58,

statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

Services administratifs; estimations municipales: bureau de revision; élections: droit de vote aux électeurs omis de la liste, aux communautés religieuses; confection de la liste; heure d'ouverture des bureaux de votation; bureau spécial de votation; congé aux écoliers; décomptes; taxes: exemptions; commutations; entretien des ruelles; contributions de certaines compagnies; consolidation; taxes spéciales sous forme de permis; contributions foncières; taxe de vente: exemptions; impôt sur le revenu; impôts provinciaux: remise; taxe d'amusement; revenus de la Cour du Recorder; règlements: violation; circulation et amendes re: bicyclettes; travaux publics: améliorations locales; travaux remédiateurs au chômage; égouts: usine d'épuration des eaux d'égoûts; modification de rôles; boulevards; conduits souterrains; aqueduc; embellissement de la ville; centre civique; pavages: réfection et réparation; contribution des municipalités au coût d'expropriations ou de travaux publics; expropriations: acquisition d'immeubles; dispense re: cautionnement; requête unique; répartition du coût; suspension de rôles; finances: budget de dépenses capitales; emprunts: marché de l'Est; prêt urbain; marché Bonsecours; institutions de charité; conduite d'eau; achat, location, prohibition et règlementation des carrières; utilisation de certaine balance pour marché; démolition de taudis et construction de logements ouvriers; construction et réfection d'édifices municipaux; utilisation de certains emprunts pour fins d'aqueduc; modifications au contrat du Tramway; approvisionnement d'électricité: contrat, etc.; vente des terrains appartenant à la Cité; réclamations re: drains privés; pensions: famille Elzéar Robert; ratification de certains actes, résolutions, conventions, contrats, rôles, plans, etc.

Le greffier de la Cité,
J.-ETIENNE GAUTHIER.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel-de-Ville,
Montréal, le 27 décembre 1938. 6229–52–4–o

---

and to the various acts amending the same, on the following matters:

Administrative departments; municipal valuations: Board of revision; elections: right to vote for electors omitted from the list, for religious communities; Drawing up of the list; hour of opening of polls; special polling station; holiday for school children; recount; taxes: exemptions; commutations; maintenance of lanes; contributions by certain companies; consolidation; special taxes in the form of licenses; real estate tax; sales tax: exemptions; income tax; provincial taxes: remittance; amusement tax; revenue of the Recorder's Court; by-laws: infringement; traffic and fines re: bicycles; public works: local improvements; unemployment relief works; sewers: purification plant for sewerage; amendment of rolls; boulevards; underground conduits; water works; embellishment of the city; civic center; pavings: relaying and repairs; contribution by municipalities to the cost of expropriations or of public works; expropriations: acquisition of immovables; dispensation re: deposit; joint petition; apportionment of the cost; suspension of rolls; finance: budget of capital expenditures; loans: Eastern market; urban loan; Bonsecours market; charitable institution; water mains; purchase, leasing, prohibition and regulation of quarries; utilization of a certain balance for a market; slum clearance and construction of workmen's dwelling; erection and rebuilding of municipal buildings; utilization of certain loans for water works purposes; amendment to the Tramways contract; electric supply: contract, etc.; sale of lots belonging to the City; claims re: private drains; pensions: Family of Elzéar Robert; ratification of certain deeds, resolutions, agreements, contracts, rolls, plans, etc.

J. ETIENNE GAUTHIER,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall,
Montreal, 27th December 1938. 6230–52–4–o

Avis public est par les présentes donné que MM. Beaudry Leman, banquier, et Joseph Beaudry, manufacturier, tous deux résidant dans la Cité d'Outremont, et Charles Laurendeau, avocat, résidant dans la Cité de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires et d'administrateurs fiduciaires de la succession de feu Victor Beaudry, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi spéciale concernant l'administration et le placement des revenus accumulés et du capital, fixant la date du partage définitif du capital et des revenus accumulés, et la manière dont ce partage sera fait et par qui il sera fait.

Montréal, le 27 décembre 1938.

Les procureurs des Requérants,
6231–52–4–o DUSSAULT, CADOTTE & DUSSAULT.

Public Notice is hereby given that Messrs. Beaudry Leman, banker, and Joseph Beaudry, manufacturer, both residing in the City of Outremont, and Charles Laurendeau, advocate, residing in the City of Montreal, in their quality of testamentary executors and fiduciary administrators of the Estate of the late Victor Beaudry, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of a special law concerning the administration and investment of the accumulated revenue and of the capital, fixing the date of the final partition of the capital and of the accumulated revenue, and the manner in which such partition shall be made and by whom it shall be made.

Montreal, 27th December 1938.

DUSSAULT, CADOTTE & DUSSAULT,
6232—52–4–o Attorneys for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné par les pétitionnaires Arthur M. Jacques, comptable de Norrie, P.Q.; Joseph-Paul Rémy, comptable de Malartic, P.Q.; Melville A. Thomson, banquier de Montréal, P.Q.; et William Heatherington, ingénieur de Malartic, P.Q., qu'une pétition sera présentée à la Législature de la province de Québec, au cours de la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi constituant en

Public notice is hereby given by the petitioners Arthur M. Jacques, accountant of Norrie, P. Q.; Joseph Paul Rémy, accountant of Malartic, P.Q.; Melville A. Thomson, banker, of Montreal, P.Q.; and William Heatherington, engineer, of Malartic, P.Q., that a petition will be presented to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act incorporating into a Municipality, under the provisions of the

municipalité, en vertu de la Loi des Cités et Villes, S.R.Q. 1925, ch. 102 et ses amendements, un certain territoire situé dans le canton de Fournière, dans le comté d'Abitibi, Province de Québec et désigné sommairement comme suit:

Claim A-45643—Claim A-45644—Blocs 1, 2, 3, 4, 5, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 et les claims A-40350—A-40351—A-40352—A-40353—A-42995 et A-42996—et tout autre territoire avoisinant qui sera jugé utile ou avantageux d'incorporer dans la dite municipalité; et déterminer par des dispositions spéciales le nom à être donné à la dite municipalité ainsi que son mode de gouvernement et ses pouvoirs, la qualification requise pour faire partie de son conseil municipal et le mode d'élection des membres d'icelui, les pouvoirs nécessaires quant à l'évaluation et à la taxation et en général tout ce qui a trait au gouvernement et à l'administration d'une ville et aussi pour toutes autres fins relatives aux présentes.

Québec, le 27 décembre 1938.

Les procureurs des pétitionnaires,
DUPRÉ, DE BILLY, PRÉVOST & HOME.

6233—52-4-o

Avis public est par les présentes donné que l'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Incorporée s'adresse à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour lui demander:

1. La confirmation des lettres patentes émises en sa faveur le 1er août 1933 et des lettres patentes supplémentaires émises le 28 décembre 1938, par le gouvernement de cette province;

2. La constitution de la dite Association en corporation professionnelle sous le nom de l'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec, pour les fins de définir et réglementer la pratique de la chiropratique dans la Province de Québec;

3. Le droit de faire des règlements pour la régie interne de l'association, pour établir les qualifications requises et nécessaires pour l'admission à l'étude de la pratique de la chiropratique, concernant l'honneur professionnel et les sanctions à être imposées entre les actes dérogatoires au dit honneur professionnel, la suspension du droit de pratique, etc.

4. Le droit de percevoir des contributions annuelles de ses membres et des honoraires aux aspirants à l'étude et à la pratique;

5. Le droit de se constituer un bureau de direction et un bureau d'examinateurs;

6. Le droit de poursuivre en justice toute personne exerçant la chiropratique sans être membre de l'Association et sans avoir obtenu de celle-ci le droit de pratique, ou d'obtenir contre elle la condamnation à l'amende, aux frais et à l'emprisonnement à défaut de paiement;

7. Tous autres pouvoirs nécessaires pour l'administration de la dite Association.

Montréal, ce 29 décembre, 1938.

Le procureur de la requérante,
H. M. LORANGER.

6275—52-4-o

Avis est donné, par les présentes, que La Cité de Salaberry de Valleyfield s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, autorisant la dite Cité aux fins suivantes:

Cities' and Towns' Act, R.S.Q., 1925, ch. 102 and its amendments, a certain territory situate in the Township of Fournière, in the County of Abitibi, Province of Quebec, and described summarily as follows:

Claim A-45643—Claim A-45644—Blocks 1, 2, 3, 4, 5, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 and Claims A-40350—A-40351—A-40352—A-40353—A-42995 and A-42996—and any other adjoining territory deemed useful or advantageous to incorporate into the said municipality; and to determine by special provisions the name to be given to the said municipality as well as the mode of government and its powers, the qualifications required to be elected to its municipal council and the mode of election of the members thereof, the powers necessary as to the valuation and taxation and in general everything relating to the government and administration of a town and also for all other purposes relating thereto.

Quebec, December 27, 1938.

DUPRÉ, DE BILLY, PRÉVOST & HOME,
Attorneys for Petitioners.

6234—52-4

Public notice is hereby given that the Chiroprators Association of the Province of Quebec Incorporated, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for:

1. Confirmation of Letters Patent issued in its favour on the 1st. August, 1933, and the Supplementary Letters Patent issued on the 28th of December 1938, by the Government of the Province of Quebec;

2. The incorporation of the said Association as a professional corporation under the name of "Chiroprators Association of the Province of Quebec" for the purpose of defining and regulating the practice of chiropratics in the Province of Quebec;

3. The power to make by-laws for the internal management of the Association, to determine the qualifications required and necessary for the admission to the study and practice of Chiropratics, concerning professional honour and sanctions to be imposed against acts derogatory to the honour of said profession and suspension of the right to practice, etc.;

4. The right to collect annual contributions from its members and fees from applicants to the study and to the practice;

5. The right to constitute a Board of Directors and a Board of Examiners;

6. The right to institute legal proceedings against any person practising Chiropratics without being a member of the Association and without having obtained from this Association the right to practice or obtain against such person condemnation to a fine, costs and imprisonment in default of payment of same;

7. All other powers necessary for the good administration of the said Association.

Montreal, December 29th, 1938.

H. M. LORANGER,
Attorney for Applicant.

6276—52-4-o

Notice is hereby given that the City of Salaberry de Valleyfield, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act authorizing the said City for the following purposes:

A passer un règlement exempt de l'approbation des électeurs propriétaires, lui permettant d'emprunter la somme de $35,000.00, afin de payer la dette flottante qu'elle doit et qu'elle a contractée durant l'exercice financier de l'année 1938; en conséquence de la crise du chômage;

Pour amender sa charte, pour entr'autres modifications, supprimer les articles 35 et 36 qui déclarent que le Recorder, le Greffier et le Trésorier sont des officiers permanents du Conseil, et que, excepté le Recorder, ces officiers sont nommés durant bonne conduite et que leur salaire ne peut être diminué ni qu'ils peuvent être destitués que par la majorité absolue du Conseil;

Pour supprimer le paragraphe 12 de l'article 4 de sa Charte, définissant le mot "contrat"; pour supprimer le dernier alinéa de l'article 148 de sa charte, accordant certains pouvoirs au maire, au président de la Commission de Police ou au trésorier de la Cité d'accepter le paiement de certaines amendes et pénalités, à un montant qu'ils croient juste et raisonnable; pour faire déclarer valides, exécutoires et exigibles les taxes imposées et prélevées par les résolutions du Conseil de la dite Cité, passées durant les années 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, et aussi pour faire déclarer par la Législature—afin d'éviter tout doute d'interprétation—que les droits et taxes que le Conseil de la dite Cité, d'après sa Charte, telle qu'elle existe actuellement, peut imposer et prélever, il peut ainsi les imposer et prélever, spécialement en vertu des articles 120 et 121 de la dite charte, soit par règlement soit par résolution, pourvu, toutefois, que les droits et taxes ainsi imposés et prélevés par résolution, n'aient pas de portée ultérieure à l'année alors courante, et ce, nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, et nonobstant aussi tout jugement rendu par la Cour du Recorder de la dite Cité, dans une cause portant le numéro 14023 des dossiers de la dite Cour où la dite Cité est demanderesse et J.-Lionel Perron est défendeur.

Le maire,
J.-A. LARIN.
Le greffier,
CHARLES CODEBECQ.
Le procureur de la Cité de Salaberry de Valleyfield,
6235—52-4-o LUDGER CODEBECQ.

To pass a by-law exempt from the approval of the electors-proprietors, permitting it to borrow the sum of $35,000.00, to pay the floating debt which it owes and which it contracted during the fiscal year 1938; due to the unemployment crisis;

To amend its Charter, for among other modifications, repeal articles 35 and 36 declaring that the Recorder, the Clerk and the Treasurer are permanent officers of the Council, and that, with the exception of the Reoerder, the said officers are appointed during good conduct and that their salary cannot be diminished nor can they be dismissed except with the consent of the absolute majority of the Council;

To repeal paragraph 12 of article 4 of its Charter, defining the word "contract"; to repeal the last sub-paragraph of article 148 of its Charter, granting certain powers to the Mayor, to the President of the Police Commission or to the City Treasurer to accept payment of certain fines and penalties, at an amount which they may deem just and reasonable; to have declared valid, enforceable and exigible the taxes levied and imposed by the resolutions of the Council of the said City, passed during the years 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, and also to have declared by the Legislature—so as to avoid all doubtful interpretation—that the duties and taxes which the Council of the said City, according to its charter, as it actually exists, may impose and levy, it may impose and levy the same, particularly under articles 120 and 121 of the said charter, either by by-law or by resolution, provided, however that the duties and taxes thus imposed and levied by resolution, do not extend beyond the then current year, and this, notwithstanding any general or special law to the contrary, and notwithstanding also any judgment rendered by the Recorder's Court of the said City, in a case bearing Number 14023 of the Records of the said Court wherein the said City is plaintiff and J. Lionel Perron is defendant.

J. A. LARIN,
Mayor.
CHARLES CODEBECQ,
Clerk.
LUDGER CODELECQ,
Attorney for the City of Salaberry de Valleyfield.
6236—52-4

Avis public est par les présentes donné que les "Sœurs de la charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe", corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la ville de St-Hyacinthe, Province de Québec, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi augmentant ses pouvoirs tels que décrétés par sa charte, la loi 9 Victoria chapitre 99 amendée par 52 Victoria, chapitre 68, et spécialement augmentant son pouvoir d'acquérir et de posséder des immeubles pour son usage et son occupation jusqu'à concurrence d'une somme de cinq millions de dollars.

St-Hyacinthe, 28 décembre 1938.
Les procureurs des pétitionnaires,
6283—52-4-o LACOSTE & LACOSTE.

Public notice is hereby given that the corporation "Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe", body politic and corporate having its head office and principal place of business in the city of St. Hyacinthe, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to extend its powers as contained in its charter 9 Victoria, chapter 99 amended by 52 Victoria, chapter 68, and more specially to increase its powers to acquire and possess immoveable for its own use and occupation to the extent of five millions of dollars.

St. Hyacinthe, 28th December, 1938.
LACOSTE & LACOSTE,
6284—52-4-o Attorneys for petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la corporation "The Protestant Infants' Home of Montreal", constituée en corporation par une Loi spéciale de la Législature de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa

Public notice is hereby given that The Protestant Infant's Home of Montreal, a corporation incorporated by Special Act of the Quebec Legislature, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session to ask for the passing

prochaine session, pour la passation d'une loi à l'effet de changer son nom en celui de "Protestant Foster Home Centre".

Montréal, le 28 décembre 1938.

Les procureurs de la requérante,
HAGUE, HENEY & HAGUE.

6289—52-4

---

of an Act to change its name to that of "Protestant Foster Home Centre".

Montreal, December 28th, 1938.

HAGUE, HENEY & HAGUE,
Attorneys for Applicant.

6290—52-4-o

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières

LA CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Avis est par les présettes donné que la Corporation de la Cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander que sa charte soit amendée, concernant les affaires suivantes: la définition des limites de la Cité au fleuve St-Laurent; la nomination du maire suppléant; la confection de la liste électorale municipale; les procédures de la votation; la législation de certaines taxes spéciales et une signification plus claire de ces taxes; la signature des obligations de la Cité, et des coupons d'intérêts sur icelles; les vendeurs et solliciteurs à domicile; les permis exigés des cochers, charretiers, autobus et camions de transport; la confection du rôle d'évaluation supplémentaire; la ratification de certains emprunts et du règlement No 140; la confection du rôle de perception des taxes et licences; la perception des taxes et des privilèges à être accordés aux contribuables qui s'acquittent à certaines dates; la vente des propriétés pour arrérages de taxes et leur retrait; les privilèges à la Cité pour les taxes qui lui sont dues.

Trois-Rivières, 28 décembre 1938.

Le Greffier,
(Signé) ARTHUR BELIVEAU.

6287—52—4-o

Canada, Province of Quebec, district of Trois-Rivières.

THE CORPORATION OF THE CITY OF TROIS-RIVIÈRES

Notice is hereby given that the Corporation of the City of Trois-Rivières will apply to the Legislature, at its next Session, for leave to have its Charter amended, respecting the following matters: the definition of the limits of the City at the River St. Lawrence; the nomination of the acting Mayor; the compiling of the municipal electoral list; the voting prodecures; the legislation of certain special taxes and a clearer definition of such taxes; the signing of Bonds of the City and the interest coupons thereof; house to house salesmen and canvassers; the licenses exacted for taxi-drivers, carters, autobuses and cartage trucks; the compiling of the supplementary valuation roll; the ratification of certain loans and of By-laws No. 140; the compiling of the collection roll for taxes and licenses; the collection of taxes and privileges to be granted to taxpayers who have settled the same at certain dates; the sale of properties for arrears of taxes and their redemption; the privileges to the City for taxes due it.

Trois-Rivières, December 28, 1938.

(Signed) ARTHUR BELIVEAU,
Clerk

6288—52-4

Avis est par les présentes donné que la Compagnie Equitable d'Assurance contre le feu, (Capital Mutuel), corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir la passation d'une loi amendant et modifiant la loi 7 Edouard VII, chapitre 112 la régissant, et afin aussi d'obtenir des pouvoirs additionnels relativement à ses contrats d'assurances, à sa constitution et à ses règlements, et pour autres fins.

20 décembre 1938.

Le secrétaire de la dite Compagnie,
A. GAUTHIER.

6159—51-4-o

Notice is hereby given that Equitable Fire Insurance Company (Stock Mutual), a corporation having its head-office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a law amending and modifying the Act 7 Edward VII, Chapter 112 governing the said Company, and also to obtain additional powers concerning its insurance contracts, its constitution and its regulations, and for other purposes.

December 20th, 1938.

A. GAUTHIER,
Secretary of the Applicant Company.

6160—51-4-o

Avis est par les présentes donné que l'Hôpital Notre-Dame, corporation ayant son siège social dans la Cité de Montréal, province de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale afin d'amender sa charte en vue de créer et nommer un Comité Exécutif et de pourvoir à son organisation, à ses pouvoirs et obligations et à son fonctionnement.

Montréal, 30 décembre 1938.

Les procureurs de la requérante,
RAYMOND & BOURGEOIS.

73—1-4-o

Notice is hereby given that the Notre Dame Hospital, a corporation having its head-office in the City of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special law to amend its charter for the purpose of being allowed to appoint an Executive Committee and to provide for its organization, its powers, its duties and its functioning.

Montreal, December 30th, 1938.

RAYMOND & BOURGEOIS,
Attorneys for Petitioner.

74—1-4-o

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite par Louis Pockrass, fabricant de casquettes, Isadore Segal, vendeur, Harry Henning, vendeur, Kiva Taviss, marchand, Jacob Hornstein, comptable, Joseph Glick, pressier, David Ship, pressier, Elia Lifshitz, professeur, Benjamin Sommer, vendeur, Oscar Lackstein, marchand, Jacob Besser, marchand, et Isidore Wasserman, marchand, tous des cité et district de Montréal, à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, pour la passation d'une Loi les constituant en corporation sous le nom de "Dominion Hebrew Sick Benefit Association", aux fins d'aider tous les membres de la dite Association durant leur maladie et de pourvoir à leur enterrement, posséder des biens mobiliers et immobiliers, particulièrement un cimetière, et généralement exercer tous les droits appartenant à la dite corporation et pour toutes fins se rapportant aux présentes.

Daté en la cité de Montréal, ce 28ème jour de décembre 1938.

Les procureurs des requérants,
FITCH, LANDE & BERGER, avocats.
132, rue St-Jacques Ouest, Montréal. 69—1-4

Public notice is hereby given that application will be made by Louis Pockrass, Cap Maker; Isadore Segal, salesman, Harry Henning, Salesman, Kiva Taviss, Merchant, Jacob Hornstein, Accountant, Joseph Glick, Presser, David Ship, Presser, Elia Lifshitz, Teacher, Benjamin Sommer, Salesman, Oscar Lackstein, Merchant; Jacob Besser, Merchant, and Isidore Wasserman, Merchant, all of the City and District of Montreal, at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, for an Act incorporating them under the name of "Dominion Hebrew Sick Benefit Association", for the purpose of assisting all members of the said Association during illness and to provide burial facilities, to hold moveable and immoveable property, particularly a cemetery, and generally to exercise all rights belonging to such corporation, and for all purposes relating to these presents.

Dated at the City of Montreal, this 28th day of December, 1938.

FITCH, LANDE & BERGER, Advocates,
Attorneys for Petitioners.
132, St. James St. West, Montreal. 70—1-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature de cette Province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte, et notamment:

Pour accorder de nouvelles commutations de taxes à The Morton Engineering & Dry Dock Co. Ltd., à la Compagnie F.-X. Drolet et à l'Anglo Canadian Pulp & Paper Mills Ltd; pour donner des pouvoirs additionnels à la Commission d'Urbanisme dans la Cité; pour ratifier le contrat passé entre la Cité de Québec et la Quebec Railway, Light & Power Co., relativement à un service d'autobus dans la Cité; pour percevoir des taxes spéciales de la Quebec Power et de la compagnie Bell Telephone of Canada; pour obtenir de nouvelles sources de revenu; pour amender la loi 19 George V, chapitre 95, relativement à la qualification des candidats aux élections municipales, au vote des compagnies à fonds social, à la confection des listes électorales municipales, au fonds de pension des employés municipaux, à la confection des rôles d'évaluation et de cotisation, au coût de l'enlèvement de la neige, à l'administration du budget municipal; pour stabiliser les fonds de pension des employés des départements du feu et de la police; pour amender la loi 2 George VI, chapitre 104, aux fins d'appliquer pour l'année 1939 les articles 21 et 22 de ladite loi; pour demander des pouvoirs d'emprunt pour les fins suivantes: a) visite du Roi au Canada et sa réception à Québec; b) pour pavages et réparations de pavages permanents dans les rues; c) pour l'élargissement de la rue Dorchester; d) pour l'élargissement de la rue St-Valier, entre la rue Marie de l'Incarnation et la voie du C. P. R.; e) pour l'élargissement du chemin Ste-Foy, entre la côte Sherbrooke et l'avenue des Érables; f) pour l'élargissement de la première avenue, près de l'avenue Lamontagne; g) pour l'ouverture de la rue Bagot, vers la rue Marie de l'Incarnation; h) pour l'ouverture d'une nouvelle rue entre la rue Ozanam et le pont de l'Espinay; pour amender l'article 260 de la loi 19 George V, chapitre 95, relativement à la perception des taxes municipales; pour amender l'article 18 de la loi 2 George VI, chapitre 104,

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its next Session, for certain amendments to its charter, and principally:

To grant new commutations of taxes to the Morton Engineering & Dry Dock Co. Ltd., to the Compagnie F. X. Drolet and to the Anglo Canadian Pulp & Paper Mills Ltd; to give further powers to the Town Planning Commission in the City; to ratify the contract passed between the City of Quebec and the Quebec Railway, Light & Power Co., respecting an autobus service in the City; to collect special taxes from the Quebec Power and the Bell Telephone Company of Canada; to secure new sources of revenue; to amend the Act 19 George V, chapter 95, respecting the qualification of candidates in municipal elections, the vote of joint stock companies, the preparation of municipal voters, lists, the pension fund of municipal employees, the drawing-up of the valuation and assessment rolls, the cost of snow removal, and the administration of the municipal budget; to stabilize the pension funds for the employees of the fire department and police force; to amend the Act 2 George VI, chapter 104, so as to apply, for the year 1939, articles 21 and 22 of the said Act; to request borrowing powers for the following purposes: a) His Majesty the King's visit to Canada and His reception at Quebec; b) for paving and repairs to permanent pavings in the streets; c) for the widening of Dorchester Street; d) for the widening of St. Vallier Street, between Marie de l'Incarnation Street and the C. P. R. line; e) for the widening of Ste-Foy road between Sherbrooke Hill and Maple Avenue; f) for the widening of First Avenue, near Lamontagne Avenue; g) for the opening of Bagot Street, towards Marie de l'Incarnation Street; h) for the opening of a new street between Ozanam Street and l'Espinay bridge; to amend article 260 of the Act 19 George V, chapter 95, respecting the collection of municipal taxes; to amend Article 18 of the Act 2 George VI, chapter 104, by adding to Bankruptcy cases certain other cases; to amend Article 273 of the Act 19 George V, chapter 95,

en ajoutant aux cas de faillite certains autres cas; pour amender l'article 273 de la loi 19 George V, chapitre 95, relativement à la question des intérêts et aux paiements faits par anticipation; pour amender ladite loi relativement à la saisie des immeubles; pour autoriser la Cité à faire, s'il y a lieu, un nouveau contrat avec la corporation de Ste-Foy pour la fourniture de l'eau, et pour régler à l'amiable le litige actuel entre ladite corporation, l'Hôpital Laval et la Cité de Québec, relativement à un compte dû à la Cité pour fourniture de l'eau; pour donner un effet rétroactif au Statut 20 George V, chapitre 110, article 12, relativement à une commutation de taxes en faveur de la Chambre de Commerce; pour exempter de taxes toute compagnie privée qui exploiterait les élévateurs à grain dans le port de Québec; pour amender l'article 8 de la loi 22 George V, chapitre 104, relativement à la proportion du coût de l'introduction de l'eau et du drainage; pour autoriser que la signature du Maire soit lithographiée sur les obligations ou certificats intérimaires que la Cité émettra; pour ratifier l'engagement du Trésorier et fixer son salaire; pour amender la loi 2 George VI, chapitre 104, article 10, aux fins d'étendre à certaines autres constructions la commutation de taxes ; pour mieux définir certains pouvoirs de la Cité relativement à l'imposition des taxes sur divers commerces et genres d'affaires; et tous autres amendements concernant la bonne administration de la Cité de Québec.

Québec, 3 janvier 1939.

Le procureur de la Cité de Québec,

77-1-4-o J.-A. NADEAU.

respecting the question of interest and payments made per anticipation; to amend the said Act respecting the seizure of immoveables; to authorize the City to make, if deemed expedient, a new contract with the Corporation of Ste Foy for the water supply, and to settle amicably the present litigation between the said corporation, the Laval Hospital, and the City of Quebec, respecting an account due to the City of Quebec for water supply; to give a retroactive effect to the Statute 20 George V, chapter 110, article 12 respecting a commutation of taxes in favour of the Chamber of Commerce; to exempt from taxes all private companies who operate grain elevators in the Port of Quebec; to amend Article 8 of the Act 22 George V, chapter 104, respecting the proportion of the cost of water and drainage connections; to authorize that the signature of the Mayor be lithographed on interim Bonds or Certificates which the City may issue; to ratify the hiring of the Treasurer and to fix his salary; to amend the Act 2 George VI, chapter 104, Article 10, so as to extend to certain other constructions the commutation of taxes; to more clearly define certain powers of the City respecting the levying of taxes on certain business and industries; and any other amendments concerning the proper administration of the City of Quebec.

Quebec, January 3, 1939.

J. A. NADEAU,

78-1-4 Attorney of the City of Quebec.

LA CITE DE VERDUN

La Cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes:

1. Pour ratifier un contrat passé entre la cité de Verdun et l'Hôpital Protestant de Verdun.

2. Pour ratifier le règlement No 328 au sujet d'un emprunt de $17,000.00.

3. Pour imposer une taxe spéciale aux propriétaires de théâtres de vues animées.

4. Pour autoriser la cité à construire un trottoir sur le Boulevard LaSalle.

5. Pour autoriser la cité à vendre certains effets non réclamés.

6. Pour exempter les propriétaires de Verdun à payer la taxe d'expropriation du Boulevard de l'Aqueduc.

7. Pour exempter la cité de Verdun du paiement des droits d'enregistrement des automobiles.

8. Pour autoriser la cité de Verdun à exiger une carte d'identité.

9. Pour amender la Loi Electorale concernant les procurations et la nomination d'un employé spécial pour le jour de la votation.

10. Pour amender la loi concernant la franchise accordée aux tramways.

11. Pour amender la Loi de l'Assistance Publique concernant la part que la cité doit payer pour l'entretien des personnes atteintes de maladies contagieuses et des aliénés.

12. Pour exempter la cité du coût de la confection des listes des jurés.

13. Pour accorder une pension à certains employés.

14. Pour exempter la cité de contribuer à la Commission Métropolitaine.

THE CITY OF VERDUN

The City of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next Session, for amendments to its charter, on the following matters:

1. To ratify a contract passed between the City of Verdun and the Protestant Hospital of Verdun.

2. To ratify By-law No. 328 respecting a loan of $17,000.00.

3. To levy a special tax on proprietors of moving picture theaters.

4. To authorize the City to build a sidewalk on Boulevard LaSalle.

5. To authorize the City to sell certain unclaimed goods.

6. To exempt the proprietors of Verdun from paying the expropriation tax for Boulevard de l'Aqueduc.

7. To exempt the City of Verdun from the payment of registration fees for automobiles.

8. To authorize the City of Verdun to exact an identification card.

9. To amend the Election Act concerning proxies and the appointment of a special employee for election day.

10. To amend the Act concerning the franchise granted to the tramways.

11. To amend the Public Charities Act concerning the share which the City must pay for the maintenance of patients affected with contagious diseases and insane people.

12. To exempt the city from the cost of the preparation of the list of juries.

13. To grant a pension to certain employees.

14. To exempt the city from contributing to the Metropolitan Commission.

15. Pour exempter la cité de Verdun de contribuer au tracé et à l'entretien du chemin d'hiver de Laprairie.

16. Pour abroger certaines dispositions de la loi concernant le Comité Exécutif.

17. Pour imposer des taxes à certains marchands transportant avec eux leurs marchandises.

Verdun, le 29 décembre 1938.

Les procureurs de la cité de Verdun,

71—1-4-o FAUTEUX & FAUTEUX.

15. To exempt the city from contributing to the laying-out and upkeep of the Laprairie winter road.

16. To revoke certain provisions of the Act respecting the Executive Committee.

17. To levy taxes on certain merchants carrying their merchandise with them.

Verdun, December 29, 1938.

FAUTEUX & FAUTEUX,

72—1-4 Attorneys for the City of Verdun.

Ville de Victoriaville

Avis est par les présentes donné que la Ville de Victoriaville s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi, aux fins suivantes : changer le mode d'élection des échevins fixé par la Loi I Edouard VIII, Ch. 8; pourvoir à certains modes de taxation et étendre le pouvoir de règlementation; faire ratifier minutes d'assemblées du Conseil; faire ratifier et confirmer résolution adoptée par le Conseil et convention passée avec E. Fournier et Fournier Limitée, pour achat et vente d'immeuble; en cas de municipalisation d'électricité, pouvoir vendre de l'électricité à des particuliers demeurant en dehors de la Municipalité, mais dans les limites du Comté d'Arthabaska; et pour toutes autres fins accessoires ou connexes.

Daté ce 3 janvier 1939.

Le procureur de la requérante,

87—1-4-o PHILIPPE MARCHAND.

Town of Victoriaville

Notice is hereby given that the Town of Victoriaville will apply to the Quebec Legislature at its next session for the passing of an Act for the following purposes: To change the mode of election of the aldermen as fixed by I Edward VIII, Ch. 8; to provide modes of taxation and extend the powers to make By-Laws; to ratify and confirm minutes of some Council meetings; to ratify and confirm resolution passed by the Council and agreement with E. Fournier and Fournier Limited for the buying and selling of an immoveable; in case of municipalisation of electricity to be authorized to sell electricity to third persons outside of Victoriaville, but in the limits of Arthabaska County and for other purposes accessory or relating to the purposes above mentioned.

Dated January 3rd, 1939.

PHILIPPE MARCHAND,

88—1-4-o Attorney for petitioner

Département de l'Instruction publique

No 1774-38.

Québec, le 24 décembre, 1938.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Valley School, dans le comté de Québec, les lots Nos 332 à 337 inclusivement de la 5ème concession de St-Gabriel de Valcartier et de les annexer à la municipalité de St-Gabriel-Est, dans le même comté.

6255—52-2-o.

Department of Public Instruction

No. 1774-38.

Quebec, December 24th, 1938.

Application is made to detach from the School Municipality of Valley School, in the County of Quebec, lots Nos. 332 to 337 inclusively, of the 5th concession of St-Gabriel de Valcartier, and to annex the same to the Municipality of St-Gabriel East, in the same county.

6256—52-2.

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens du 10 janvier 1939.—Examinations, January 10th, 1939

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
1.—Drapeau	Jean	22	Montréal	Prof. Jos. Brunet, & l'Abbé A. Bédard.
2.—Greenwood	J.-L.	20	Montréal	McGill University
3.—Maloney	E.-P.	22	Montréal	St-Francis Xavier University, N.S.
4.—Murray	J.-R.	21	Montrral	McGill University
5.—Murray	R.-D.	24	Montréal	McGill University
6.—Paquin	J.-Albert	21	Montréal	Séminaire de Joliette
7.—Péladeau	H.-R.	24	Montréal	Prof. Bois & Savoie
8.—Roussin	Marcel	20	Joliette	Séminaire de Joliette
9.—Weldon	R.-D.	21	Montréal	McGill University

Montréal, le 20 décembre 1938.—Montreal, December 20th, 1938.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,

ALAN MACNAUGHTON,

Secretary of the Bar of Montreal.

BARREAU D'ARTHABASKA.—BAR OF ARTHABASKA

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1939.—Examinations of January 1939

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
Marceau	René	28	Drummondville.
Miville	Renaud	30	Victoriaville

Victoriaville, le 20 décembre 1938.—Victoriaville, December 20th, 1938.

Le secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
GERMAIN LACOURCIERE,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

6203-04—52-2-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT—BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de janvier 1939.—Examinations of January 1939

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Dubé	André	20	Matapédia	Université d'Ottawa.
Michaud	Wilfrid	22	Rivière-du-Loup	Bourget à Rigaud

Rimouski, le 16 décembre 1938.—Rimouski, December 16th, 1938.

Le secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
LUCIEN SASSEVILLE,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

6205-6206—52-2-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT—BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1939.—Examinations of January 1939

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
D'Anjou	Charles-Henri	24	Rimouski

Rimouski, le 16 décembre 1938.—Rimouski, December 16th, 1938.

Le secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
LUCIEN SASSEVILLE,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

6207-6208—52-2-o

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1939.—Examinations of January 1939

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
Corriveau	Gérard	27	Ste-Claire, Dorchester.
Fournier	Jean	24	Québec
Plante	Marcel	25	St-Frédéric, Beauce.
Tessier	Maurice	25	Québec.
Tremblay	Nauril	29	Chicoutimi.

Québec, le 20 décembre, 1938.—Quebec, December 20th, 1938.

Le secrétaire du Barreau de Québec,
JEAN REMILLARD,
Secretary of the Bar of Quebec.

6215-16—52-2-o

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de janvier 1939.—Examinations of January 1939

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Boudreau	Charles-Henri	25	La Tuque	Collège de La Tuque, Séminaire de Joliette
Cromwell	Rufus	28	Québec	Bishop's University
Gagné,	Réal	20½	Hébertville	Université d'Ottawa
LeChasseur	Guy	22	Québec	Séminaire de Québec
Perron	Robert	23	Scott, Beauce	Collège de Ste-Anne de la Pocatière
Roy	Raymond	26	Québec	Séminaire de Québec
Veilleux	François	25	Québec	Université Laval, Séminaire de Québec

Québec, le 20 décembre, 1938.—Quebec, December 20th, 1938.

Le secrétaire du Barreau de Québec,
JEAN REMILLARD,
Secretary of the Bar of Quebec.

6213-14—52-2-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT—BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATE FOR ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de janvier 1939.—Examinations of January 1939

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Therrien	Albert	22	St-Joachim de Tourelle	Gaspé

Rimouski, le 3 janvier 1939.—Rimouski, January 3rd, 1939.

Le secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
LUCIEN SASSEVILLE,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

93—4-o

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens du 10 janvier 1939.—Examinations, January 10th, 1939

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
1.—Barbeau	Gérard	24	Laprairie.
2.—Charron	Lionel	24	Montréal.
3.—Collette	Roger	26	Montréal.
4.—Desrochers	Jean	24	Ottawa.
5.—Ducharme	C. H.	24	Montréal.
6.—Lewandowsky	B. A.	27	Montréal.
7.—Liverman	Leonard	24	Montréal.
8.—Loiselle	G. E.	29	Montréal.
9.—Mondor	R.	26	Montréal.
10.—Renaud	J.-P.	25	Montréal.
11.—Ryan	J. D.	28	Montréal.
12.—Sauvé	Maurice	29	Ville St-Laurent
13.—Schwarch	L. S.	27	Montréal.
14.—Simpson	H. S.	24	Montréal.
15.—Trahan	Jacques	27	Montréal.
16.—Ranger	Pierre-Paul	25	Valois, P. Q.

Montréal, le 20 décembre 1938.—Montreal, December 20th, 1938.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
ALAN MACNAUGHTON,
Secretary of the Bar of Montreal.

6211-12—52-2-o

Liquidation—Avis de

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Three Rivers Traction Company", a passé une résolution, en date du trente décembre 1938, déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement, que la compagnie sera dissoute, en vertu des dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M. Norman-P. Woods, de la cité de Montréal, a été nommé liquidateur de la dite compagnie.

JEAN BRUCHESI,
95A-o Sous-secrétaire de la Province.

Winding up Notice

Notice is hereby given that the company "Three Rivers Traction Company", has passed a resolution, under date of the thirtieth of December, 1938, declaring that the affairs of the company will be voluntarily wound up, that the company will be dissolved, pursuant to the provisions of the Act respecting the Voluntary Winding-up of Joint Stock Companies, and that Mr. Norman P. Woods, of the city of Montreal, has been named liquidator of the said company.

JEAN BRUCHESI,
96A Under Secretary of the Province.

Minutes de notaire

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Yves Roy, notaire, demeurant et pratiquant à Lévis, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire J.-Théophile Lemieux, en son vivant pratiquant à Saint-Romuald, district judiciaire de Québec.

JEAN BRUCHESI,
95—1-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Notarial Minutes

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant Governor in Council by Mr. Yves Roy, notary, residing and practicing at Levis, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Notary J.-Théophile Lemieux, in his lifetime practising at Saint-Romuald, judicial district of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
96—1-5 Under Secretary of the Province.

Vente pour taxes municipales

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières.

LA CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Avis public est par le présent donné que le TRENTIEME jour de JANVIER 1939, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du greffier de la cité, dans l'Hôtel de ville de la Cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous mentionnés, situés dans la Cité des Trois-Rivières, seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

1. Un emplacement situé dans la Cité des Trois-Rivières, étant la subdivision cadastrale 489 du lot No 26-A, portant le numéro civique 1486 de la rue Brébeuf, avec bâtisses y érigées comme appartenant à La Commission des Ecoles Catholiques de la Cité des Trois-Rivières;

2. Un lot vacant étant le numéro 1941 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à la Succession de J.-O. Désilets;

3. Un emplacement étant le numéro 1942 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, situé au numéro civique 767 de la rue des Commissaires, avec bâtisses y érigées, comme appartenant à la Succession de J.-O. Désilets;

4. Un emplacement faisant partie du lot cadastral 2165 de la Cité des Trois-Rivières, situé aux numéros civiques 167 et 169 de l'Avenue Laviolette, comme appartenant à Madame Lydéric Bouillé;

5. Un lot vacant situé sur la rue Williams, étant la subdivision 129 du lot numéro 1123 du cadas-

Sale for municipal taxes

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières

THE CORPORATION OF THE CITY OF TROIS-RIVIÈRES

Public notice is hereby given that on the THIRTIETH day of JANUARY, 1939, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the Clerk of the City, in the City Hall, of the City of Trois-Rivières, the lands and hereditaments hereinbelow mentioned, situate in the City of Trois-Rivières, will be sold as encumbered with taxes which have not been paid within the six months following the notice of the deposit of the Roll as required by Law namely:

1. An emplacement situate in the City of Trois-Rivières being cadastral subdivision 489 of lot No. 26-A, bearing civic number 1486 of Brébœuf Street, with buildings thereon erected, as belonging to the Catholic School Commission of the City of Trois-Rivières;

2. A vacant lot being number 1941 on the cadastre for the City of Trois-Rivières, as belonging to the Estate of J. O. Désilets;

3. An emplacement being number 1942 on the cadastre for the City of Trois-Rivières, situate at civic number 767 of "des Commissaires" Street, with buildings thereon erected, as belonging to the Estate of J. O. Désilets;

4. An emplacement forming part of cadastral lot 2165 of the City of Trois-Rivières, situate at civic numbers 167 and 169 of Laviolette Avenue, as belonging to Mrs. Lydéric Bouillé;

5. A vacant lot situate on Williams Street, being subdivision 129 of lot number 1123 on the

tre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Aimé Lanoue;

6. Un lot vacant situé sur la rue Williams, étant la subdivision 128 du lot numéro 1123 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Aimé Lanoue;

7. Un lot vacant, étant la subdivision 208 du lot cadastral numéro 1122, situé sur la rue Laviolette, comme appartenant à la Succession de Ludger Rivard.

La vente sera faite sans aucune garantie de mesure.

Par ordre,

Le greffier,
(Signé) ARTHUR BELIVEAU.

Hôtel de Ville,
Trois-Rivières, P. Q., le 28 décembre 1938.
6293—52-2-o

cadastre for the City of Trois-Rivières, as belonging to Mr. Aimé Lanoue;

6. A vacant lot situate on Williams Street, being subdivision 128 of lot number 1123 on the cadastre for the City of Trois-Rivières, as belonging to Mr. Aimé Lanoue;

7. A vacant lot, being subdivision 208 of cadastral lot number 1122, situate on Laviolette Street, as belonging to the Estate of Ludger Rivard.

The sale shall be made without any guarantee as to measurement.

By Order,

(Signed) ARTHUR BELIVEAU,
Clerk.

City Hall, Trois-Rivières, P. Q., December 28th, 1938.
6294—52-2.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

BEAUHARNOIS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois

Province de Québec, No 7432 } DAME DELPHINE BOUVIER, demanderesse; vs JAMES PERCY STACEY, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le cinquième jour de mai 1938, à la porte de l'église paroissiale de Ste-Clothilde, dit district, aura lieu à la porte de la dite église, le QUATORZIEME jour de JANVIER 1939, à ONZE heures de l'avant-midi.

Salaberry de Valleyfield, ce 27ème jour de décembre 1938.

Le shérif,
6257—52-2-o J. B. DE REPENTIGNY.
[Première publication, 31 décembre 1938]

SHERIFFS' SALES

BEAUHARNOIS

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Beauharnois

Province of Quebec, No. 7432 } DAME DELPHINE BOUVIER, plaintiff; vs JAMES PERCY STACEY, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present case, which was to have taken place at ten o'clock in the forenoon, on the fifth day of May, 1938, at the parochial church door of Ste-Clothilde, said district, will be held at the said church door, on the FOURTEENTH day of JANUARY, 1939, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Salaberry de Valleyfield, this 27th day of December, 1938.

J. B. DE REPENTIGNY,
6258—52-2 Sheriff.
[First publication, December 31st, 1938]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Joliette, No 6178. } DAME ROSE-ANNA RIOPEL, de la paroisse de St-Emile, veuve de Azarias Rivest; contre EMILE CATARA, du même lieu.

Un emplacement faisant partie du lot de terre portant le numéro cinquante-six (P. 56) du huitième rang du Canton de Wexford d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie dudit canton, lequel dit emplacement est borné comme suit: en front, par le chemin public, en arrière, par la rivière Jean Venne, d'un côté par Zacharie Gaudet ou ses successeurs, et de l'autre côté par Richmond Poudrier ou ses successeurs, avec la maison, la grange et les autres bâtisses érigées sur ledit emplacement.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Emile, MARDI, le DIX-SEP-

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Joliette, No. 6178. } DAME ROSE-ANNA RIOPEL, of the Parish of St. Emile, widow of Azarias Rivest; against EMILE CATARA, of the same place.

An emplacement forming part of that lot of land bearing number fifty six (Pt. 56) in the eighth Range of the Township of Wexford, according to the official cadastral plan and book of reference for part of said Township, said emplacement being bounded as follows: in front by the public road, in rear by the "Jean Venne" River, on one side by Zacharie Gaudet, or his successors, and on the other side by Richmond Poudrier, or his successors, with the house, barn and other buildings erected on the said emplacement.

To be sold at the church door of the Parish of St. Emile, on TUESDAY, the SEVENTEENTH

TIEME jour de JANVIER 1939, à DIX heures de la matinée.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. SYLVESTRE.
Joliette, 6 décembre 1938. 5993—50-2-o
[Première publication, le 17 décembre 1938]

day of JANUARY, 1939, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. SYLVESTRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, December 6th, 1938. 5994—50-2
[First publication, December 17th, 1938]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Kamouraska

Rivière-du-Loup, à savoir: No 14724. DOMINIQUE BERUBE, cultivateur, de la paroisse de St-Arsène, demandeur; contre DAME DELIMA OUELLET, de la paroisse de St-Patrice de la Rivière-du-Loup, épouse contractuellement séparée de biens de Sieur Etienne Roy, cultivateur, du même lieu, et ce dernier pour assister et autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Patrice de Rivière-du-Loup, sous les numéros 950 et 951 moins la partie du No 951 s'étendant du fronteau Nord et courant Sud jusqu'à la cime du rocher qui s'y trouve.

Pour être vendue au Bureau du Shérif, du district de Kamouraska, à Rivière-du-Loup, VENDREDI, le VINGTIEME jour de JANVIER 1939 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, E. A. DOUCET.
Rivière-du-Loup, 5 décembre 1938.
5849-49-2-o
[Première publication, 10 décembre 1938].

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Kamouraska

Rivière-du-Loup, to wit: No. 14724. DOMINIQUE BERUBE, farmer, of the parish of St-Arsène, plaintiff; against DAME DELIMA OUELLET, of the parish of St-Patrice de la Rivière-du-Loup, wife separate as to property by marriage contract of Sieur Etienne Roy, farmer, of the same place, and the latter to assist and authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

A farm known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of St-Patrice de Rivière-du-Loup, under Numbers 950 and 951, less that part of No. 951 extending from the North "fronteau" and running south as far as the summit of the cliff there situate.

To be sold at the Sheriff's Office, for the district of Kamouraska, at Rivière-du-Loup, on FRIDAY, the TWENTIETH day of JANUARY 1939, at TEN o'clock in the forenoon.

E. A. DOUCET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, December 5th, 1938.
5850-49-2
[First publication, December 10th, 1938]

MONTCALM

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Montcalm, No 2434. EDWARD ARTHUR MULLIGAN, médecin, de Maniwaki, district de Montcalm, demandeur; vs Mme VVE. JOHN DONOHUE, du canton Egan, district de Montcalm, défenderesse.

Un immeuble connu et désigné comme étant les lots 8 et 9 du rang 1, du canton Egan aux plan et livre de renvoi officiel du dit canton, ensemble avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de Maniwaki, comté de Gatineau, district de Montcalm, MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER 1939, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, BOUDREAULT & LAFONTAINE.
Mont-Laurier, 12 décembre 1938. 5995—50-2-o
[Première publication, le 17 décembre 1938]

MONTCALM

Superior Court.

Province of Quebec, District of Montcalm, No. 2434. EDWARD ARTHUR MULLIGAN, physician, of Maniwaki, district of Montcalm, plaintiff; vs MRS. WIDOW JOHN DONOHUE, of the township of Egan, district of Montcalm, defendant.

An immovable known and designated as being lots 8 and 9 of range 1, of the township of Egan, on the official plan and book of reference for the said township, together with the buildings thereon erected.

To be sold "en bloc", at the parochial church door of Maniwaki, county of Gatineau, district of Montcalm, on TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of JANUARY, 1939, at TEN o'clock in the forenoon.

BOUDREAULT & LAFONTAINE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Mont-Laurier, December 12, 1938. 5996—50-2
[First publication, December 17th, 1938]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 154791. LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, demanderesse; vs LA SOCIETE D'AD-

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 154791. LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, plaintiff; vs LA SOCIETE D'ADMINIS-

MINISTRATION ET DE FIDUCIE, *es-qualité* de fiduciaire pour les porteurs d'obligations de Caron Frères Inc., défenderesse, *es-qualité;* et CARON FRERES INC., et VINCENT LAMARRE, *es-qualité* de liquidateur de Caron Frères Inc., *mis-en-cause.*

Un emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame de la Cité de Montréal, composé: 1. du lot numéro quatre-vingt-dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro trente-cinq (No 35-97) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Longue-Pointe; 2. Du lot numéro quatre-vingt-dix-huit de la subdivision officielle du dit lot numéro trente-cinq (35-98) des dits plan et livre de renvoi officiels; 3. du lot numéro quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision officielle du dit lot numéro trente-cinq (No 35-99) des susdits plan et livre de renvoi officiels; 4. du lot numéro cent de la subdivision officielle du dit lot numéro trente-cinq (No 35-100) des susdits plan et livre de renvoi officiels, les susdits lots ayant une superficie totale de cinq cent deux mille neuf cent quarante-deux pieds carrés, mesure anglaise avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 6249 à 6263 de la dite rue Notre-Dame-Est, avec le droit de construire et maintenir pour l'usage des acquéreurs une voie de chargement et de déchargement (siding) sur une ruelle de quatorze pieds de largeur s'étendant de la ligne nord-ouest de l'emplacement ci-dessus décrit jusqu'aux voies du Chemin de Fer Pacifique Canadien, laquelle ruelle est composée du lot numéro 104 de la subdivision officielle du lot numéro 35 (35-104) des dits plan et livre de renvoi officiels et de parties non subdivisées du dit lot No 35 (Ptie 35) des susdits plan et livre de renvoi officiels, la dite servitude sujette aux obligations et charges stipulées dans un acte de vente par J.-O. Gravel, à The International Manufacturing Co. Limited, en date du 29e jour du mois de Décembre 1916, dûment enregistré au bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le No 335254.

A distraire cependant du dit immeuble:

Deux bâtisses adjacentes l'une à l'autre, la propriété de Jos. Choquette Wood Specialties Ltd., l'une communément appelé "Chambre à bouilloires" (boiler room) construite en bloc de ciment, d'une superficie de dix-neuf pieds de front par vingt-neuf pieds en profondeur et dix-huit pieds de hauteur, avec bouilloires, tuyauterie d'échappement, attachée à l'immeuble principal et tous autres accessoires y attachés l'autre attaché comme susdit à celle déjà décrite, construite elle aussi en bloc de ciment, d'une superficie de dix pieds cinq pouces en front par vingt pieds en profondeur et dix-huit pieds en hauteur, les deux toitures en bois, le tout situé du côté ouest à environ vingt-huit pieds de la bâtisse principale et vis à vis la section 9 de la dite bâtisse principale, occupées comme locataire par la compagnie Jos. Choquette Wood Specialties Ltd. et érigées sur les terres et héritages saisis en la présente cause", laquelle distraction ne s'applique qu'aux bâtisses seulement et non aux terrains sur lesquels elles sont construites lesquels terraius restent sujets à la saisie et à la vente ci-dessus mentionnée, la dite Jos. Choquette Wood Specialties Ltd., ayant le droit d'enlever les dites bâtisses soustraites comme étant sa propriété.

L'immeuble saisi en la présente cause appartient à Caron Frères Inc., en liquidation, *mis-en-cause,* qui en est propriétaire et qui en a la possession *animo domini* et le dit immeuble se trouve actuellement en la possession de la défen-

TRATION ET DE FIDUCIE, *es-qualité* of trustee for the Bondholders of Caron Frères Inc., defendant, *es-qualité;* and CARON FRERES INC., and VINCENT LAMARRE, *es-qualité* of liquidator of Caron Frères Inc., *mis-en-cause.*

An emplacement fronting on Notre-Dame Street in the City of Montreal, composed of: 1. Lot number ninety-seven of the official subdivision of lot number thirty five (No. 35-97) of the official plan and book of reference for the Parish of Longue-Pointe; 2. Lot number ninety-eight of the official subdivision of said lot number thirty five (35-98) of said official plan and book of reference; 3. Lot number ninety-nine of the official subdivision of said lot number thirty five (35-99) of the aforesaid official plan and book of reference; 4. Lot number one hundred of the official subdivision of said lot number thirty five (No. 35-100) of the aforesaid official plan and book of reference, the aforesaid lots having a total area of five hundred and two thousand nine hundred and forty-two square feet, English measure, with the buildings thereon erected bearing civic numbers 6249 to 6263 of said Notre-Dame Street East, with the right to erect and maintain for the use of the purchasers a siding on the lane fourteen feet wide extending from the northwest line of the emplacement above described to the Canadian Pacific Railway line, the said lane is composed of lot number 104 of the official subdivision of lot number 35 (35-104) of the said official plan and book of reference and of the unsubdivided parts of the said lot No. 35 (Pt. 35) of the aforesaid official plan and book of reference, the said servitude subject to the obligations and charges stipulated in a deed of sale by J. O. Gravel to The International Manufacturing Co. Limited, dated the 29th day of the month of December, 1916, duly registered in the Registry Office of the Counties of Hochelaga and Jacques-Cartier under No. 335254.

To be deducted, however, from the said immovable:

Two buildings adjacent one to the other the property of Jos. Choquette Wood Specialties Ltd., one commonly called "Boiler Room" built of cement blocks, measuring nineteen feet in front by twenty-nine feet in depth and eighteen feet high, with boilers, exhaust pipes, attached to the main building and all other accessories attached thereto, the other building connected as aforesaid with the one already described, being also built of cement blocks, measuring ten feet five inches in front by twenty feet in depth and eighteen feet in height, the two roofs in wood, the whole situate on the west side at about twenty-eight feet from the main building and opposite section 9 of the said main building, occupied as tenant by the company Jos. Choquette Wood Specialties Ltd., and erected on the lands and heriditaments seized in the present case", the said deduction applies only to the buildings and not to the lands upon which they are erected, the said lots of land remaining subject to the seizure and sale above mentioned, the said Jos. Choquette Wood Specialties Ltd., having the right to remove the said buildings deducted as being its property.

The immovable seized in the present case belongs to Caron Frères Inc., in liquidation, *mis-en-cause,* which is the proprietor and has possession of it *animo domini* and the said immovable being actually in the possession of the defendant

deresse *es-qualité* comme mandataire de Caron Frères Inc., et comme fiduciaire pour les porteurs d'obligations de la dite Caron Frères Inc., actuellement en liquidation.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $25,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Surveyer, daté le 14 décembre 1938.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 14 décembre 1938. 6025—50-2-o
[Première publication, le 17 décembre 1938]

es-qualité as mandatory of Caron Frères Inc., and as trustee for the Bondholders of the said Caron Frères Inc., actually in liquidation.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the NINETEENTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $25,000.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Surveyer, dated the 14th of December, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 14, 1938. 6026—50-2
[First publication, December 17th, 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } OMER DESERRES LI-
168708. } MITEE, demanderesse; vs DAME ALDA MARTIN, épouse séparée de biens de Edgar Corriveau, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, défenderesse, et G. ALBERT TERRAULT, *es-qualité*, *mis-en-cause*.

Comme appartenant à la défenderesse:

1. Un lot de terre vacant situé en la Cité de Montréal, sur la rue Lajeunesse, connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent soixante-onze (271-464) des plan et livre de renvois officiels de la paroisse de St-Laurent, dans le Comté Jacques-Cartier, moins la partie expropriée par la Cité de Montréal, pour l'élargissement de la dite rue Lajeunesse; la partie restante et présentement vendue du dit lot étant bornée comme suit: en front, au sud-ouest, par la dite rue Lajeunesse, telle que maintenant élargie en arrière, au nord-est par le lot numéro quatre cent quarante-quatre de la subdivision officielle du dit lot originaire numéro deux cent soixante-onze (271-444) d'un côté, au nord-ouest par partie du lot numéro quatre cent soixante-trois de la subdivision officielle du dit lot originaire numéro deux cent soixante et onze (P. 271-463) et de l'autre côté, au sud-est par partie du lot numéro quatre cent soixante-cinq, de la subdivision officielle du dit lot originaire numéro deux cent soixante-et-onze (P. 271-465) tous des dits plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de St-Laurent, dans le Comté de Jacques-Cartier, sujet à un droit de mur mitoyen en faveur du lot voisin côté sud; et par ce dernier accordant le même droit au propriétaire du dit lot numéro quatre cent soixante-quatre de la dite subdivision (271-464).

2. Un lot de terre vacant situé en la dite cité de Montréal, sur la dite rue Lajeunesse connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante-trois de la subdivision officielle dudit lot originaire numéro deux cent soixante et onze (271-463) des dits plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de St-Laurent, dans le Comté de Jac-Cartier, moins la partie expropriée par la cité de Montréal, pour l'élargissement de la dite rue Lajeunesse, la partie restante et présentement vendue du dit lot étant bornée comme suit: en front, au sud-ouest, par la dite rue Lajeunesse, telle que présentement élargie, en arrière, au nord-est, par le lot numéro quatre cent quarante-trois de la subdivision officielle du dit lot originaire numéro deux cent soixante-onze (271-443), d'un côté, au nord-ouest par partie du lot

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } OMER DESERRES,
168708. } LIMITEE, Plaintiff; vs DAME ALDA MARTIN, wife separate as to property of Edgar Corriveau, and the latter to authorize his said wife, defendant, and G. ALBERT TERRAULT, *es-qualité*, *Mis-en-cause*.

As belonging to the defendant:

1. A vacant lot of land situate in the City of Montreal, on Lajeunesse street, known and designated under number four hundred and sixty-four of the official subdivision of original lot number two hundred and seventy-one (271-464), of the official plan and book of reference of the parish of St-Laurent, in the County of Jacques-Cartier, less the part expropriated by the city of Montreal, for the widening of said Lajeunesse street; the remaining and presently sold part of the said lot being bounded as follows: in front, on the Southwest, by the said Lajeunesse street, as now widened, in rear, on the Northeast by lot number four hundred and forty-four of the official subdivision of said original lot number two hundred and seventy-one (271-444), on one side, on the Northwest, by part of lot number four hundred and sixty-three of the official subdivision of said original lot number two hundred and seventy-one (Pt. 271-463) and on the other side, on the Southeast by part of lot number four hundred and sixty five, of the official subdivision of said original lot number two hundred and seventy-one (Pt. 271-465), all of the said official plan and book of reference of the Parish of St-Laurent, in the County of Jacques-Cartier, subject to the right of a "mitoyen" wall in favour of the neighbouring lot on the South side; and by this latter granting the same right to the proprietor of said lot number four hundred and sixty-four of the said subdivision (271-464).

2. A vacant lot of land situate in the said city of Montreal, on the said Lajeunesse street known and designated under number four hundred and sixty-three of the official subdivision of said original lot number two hundred and seventy-one (271-463) of the said official plan and book of reference of the Parish of St-Laurent, in the County of Jacques-Cartier, less the part expropriated by the city of Montreal, for the widening of said Lajeunesse street, the remaining and presently sold part of said lot being bounded as follows: in front, on the Southwest, by the said Lajeunesse street, as now widened, in rear, on the Northeast, by lot number four hundred and forty-three of the official subdivision of said original lot number two hundred and seventy-one (271-443), on one side, on the Northwest

numéro quatre cent soixante-deux de la subdivision officielle du dit lot originaire numéro deux cent soixante-et-onze (P. 271-462) et de l'autre côté, au sud-est par partie du dit numéro quatre cent soixante-quatre de la subdivision officielle du dit lot originaire numéro deux cent soixante-et-onze (P. 271-464) tous des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, dans le Comté de Jacques-Cartier, avec toutes les bâtisses et dépendances y érigées, ainsi que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles, sans aucune exception ni réserve.

Pour être vendus, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain à DIX heures du matin.

Le shérif,
JOS.-PAUL LAMARCHE.

Bureau du shérif,
Montréal, 14 décembre 1938. 6027-50-2-o

[Première publication, le 17 décembre 1938]

by part of lot number four hundred and sixty-two of the official subdivision of said original lot number two hundred and seventy-one (P. 271-462) and on the other side, on the Southeast by part of said lot number four hundred and sixty-four of the official subdivision of said original lot number two hundred and seventy-one (Pt. 271-464) all of the said official plan and book of reference of the parish of St-Laurent, in the county of Jacques-Cartier, with all the buildings and dependencies thereon erected, as the whole presently subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables, without any exception or reserve.

To be sold at my office in the City of Montreal, on the NINETEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, December 14th, 1938. 6028-50-2

[First publication, December 17th, 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: 175774 — THE IMPERIAL LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, demanderesse; vs CROWN TRUST COMPANY, es-qualité de liquidatrice aux biens de la "UNITED CONSTRUCTION CO. LIMITED", en liquidation, et la dite "UNITED CONSTRUCTION CO. LIMITED", défenderesse.

Comme appartenant à la compagnie United Construction Co. Limited, mais en possession de la compagnie "Crown Trust Company".

Ce certain emplacement ayant front sur la rue DeGaspé, dans le quartier Villeray, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux mille trente-sept au plan de subdivision officiel du lot numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-2037), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, le dit emplacement mesurant vingt pieds en largeur par quatre-vingt pieds en profondeur (20′ x 80′) mesure anglaise, plus ou moins, avec la maison sus-érigée dont les deux murs de côté sont mitoyens avec les propriétés adjacentes, et avec droit de passage, à perpétuité et en commun avec d'autres y ayant des droits semblables, dans la ruelle située en arrière du dit emplacement, et de plus avec et sujet au droit commun, en faveur du dit emplacement et de ceux y adjacents sur les deux côtés d'icelui, connus et désignés comme étant les lots numéros deux mille trente-six et deux mille trente-huit au plan de subdivision officiel du dit lot originaire numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-2036 & 2038), et pour tous les édifices sus-érigés et à être érigés sur les dits emplacements, d'avoir des portes, fenêtres, galeries et autres ouvertures ayant vue l'une sur l'autre, à une distance, à compter des lignes de division respectives entre les dits emplacements, inférieure à celle établie par la loi, mais sans nuire en aucune manière au droit des propriétaires respectifs des dits emplacements de construire sur toute la largeur de leurs propriétés respectives jusqu'à la limite extrême des lignes de division entre elles, la servitude nécessaire pour les fins susdites ayant été créée.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 175774 — THE IMPERIAL LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, plaintiff; vs CROWN TRUST COMPANY *es-qualité* of Liquidators of the property of UNITED CONSTRUCTION CO., LIMITED, in liquidation, and the said UNITED CONSTRUCTION CO. LIMITED, defendants.

As belonging to United Construction Co. Limited but in the hands of the Crown Trust Company.

That certain emplacement fronting on DeGaspé Street in the Villeray Ward of the city of Montreal, known and designated as lot number two thousand and thirty-seven upon the official subdivision plan of lot number two thousand six hundred and forty-three (2643-2037), upon the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent, said emplacement measuring twenty feet in width by eighty feet in depth (20′ x 80′), English Measure, more or less, with the house thereon erected both side walls whereof are mitoyen with the adjoining properties, and with the right of passage, in perpetuity and in common with others having similar rights therein, in the lane situate at the rear of said emplacement, and moreover with and subject to the common right, in favour of said emplacement and of those adjoining the same on both sides thereof, known and designated as lots number two thousand and thirty-six and two thousand and thirty-eight upon the official subdivision plan of said original lot number two thousand six hundred and forty-three (2643-2036 & 2038), and of all buildings erected and to be erected on said emplacements, to have doors, windows, galleries, and other openings having view one over the other, at distances, from the respective division lines between said emplacements, less than those established by law, but without in any way interfering with the right of the respective owners of said emplacements to build on the whole width of their respective properties, and right up to the division lines between them, the servitude necessary for the above purpose having been created.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the NINETEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de $350.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. juge Décary, en date du 6 décembre 1938.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 14 décembre 1938. 6029–50–2
[Première publication, 17 décembre 1938]

A deposit of $350.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honorable Justice Decary, dated December 6th, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 14th, 1938. 6030–50–2–o
[First publication, December 17th, 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 169855. GUARDIAN INC., demanderesse; vs A. S. MACKAY, défendeur.

Une certaine partie ou parcelle de terrain située en la cité de Westmount, district de Montréal, ayant front sur le côté nord-est de l'avenue Metcalfe, et étant partie du lot de subdivision numéro cinq du lot officiel numéro deux cent soixante et un (261-Ptie 5) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, la dite parcelle de terrain mesurant vingt-trois (23) pieds en largeur, en front, et similairement pour une profondeur de cent (100) pieds, et de là mesurant vingt-sept pieds six pouces (27'6") en largeur sur une profondeur additionnelle de quarante-six pieds six pouces (46'6") dans la ligne du côté nord-ouest et quarante-six pieds neuf pouces (46'9") dans la ligne du côté sud-est, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et étant bornée en front, au sud-ouest, par l'avenue Metcalfe, en arrière par le lot de subdivision numéro cinquante-cinq du lot officiel numéro deux cent soixante-dix-huit (278-55) aux dits plan et livre de renvoi officiels, au sud-est par une autre partie de la subdivision mentionnée en premier lieu (261-5) la propriété de Dame Martha Gibson Mitchell, épouse de Robert Donaldson, fils, ou ses représentants, et au nord-ouest, partie par la subdivision un du dit lot officiel (Ptie 261-1) et partie par une autre portion de la subdivision mentionnée en premier lieu (261-5) la propriété de Frederick William Dunn ou ses représentants, avec ensemble la résidence sus-érigée, telle que la dite propriété se trouve actuellement avec tous ses droits, membres et appartenances, y compris le droit de mitoyenneté dans les murs de pignon ou division nord-ouest et sud-est de la dite maison, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendue, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $795.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 12 décembre 1938.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 14 décembre 1938. 6031—50-2
[Première publication, le 17 décembre 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 169855. GUARDIAN INC., plaintiff; vs A. S. MACKAY, defendant.

A certain piece of parcel of land situate in the City of Westmount, in the District of Montreal, fronting on the north-easterly side of Metcalfe Avenue, and being part of lot subdivision number five of lot official number two hundred and sixty-one (261-Pt. 5) on the official plan and book of reference of the municipality of the Parish of Montreal, said parcel of land measuring twenty-three (23) feet in width in front and similarly for a depth of one hundred feet (100), and from thence measuring twenty-seven feet six inches (27'6") in width for a further depth of forty-six feet six inches (46'6") on the north-west side line and forty-six feet nine inches (46'9") on the south-east side line, the whole English measure and more or less without warranty as to precise measurement and being bounded in front to the south-west by Metcalfe Avenue, in rear by lot subdivision number fifty-five of lot official number two hundred and seventy-eight (278-55) of the said official plan and book of reference, to the south-east by another portion of the firstly mentioned subdivision (261-5) the property of Dame Martha Gibson Mitchell, wife of Robert Donaldson, Junior, or her representatives and to the north-west partly by subdivision one of said official lot (Pt. 261-1) and partly by another portion of the firstly mentioned subdivision (261-5) the property of Frederick William Dunn or representatives, together with the dwelling house thereon erected, as the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, including the right of mitoyenneté in the north-west and south-east gable or division walls of said house without exception or reserve of any kind.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $795.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a Judgment of Hon. Justice Surveyer, dated December 12th, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 14, 1938. 6032—50-2-o
[First publication, December 17th, 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 174612. DEMOISELLE ERMINA BEAUDOIN, demanderesse; vs EDGAR CORRIVEAU, défendeur et G.-ALBERT TERREAULT, es-qualité mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur.

Un lot de terre situé à Montréal, mesurant trente pieds de largeur par quatre-vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 174612 MISS ERMINA BEAUDOIN, plaintiff; vs EDGAR CORRIVEAU, defendant and G. ALBERT TERREAULT, *es-qualité mis-en-cause*.

As belonging to the defendant.

A lot of land situate in Montreal, measuring thirty feet in width by eighty-two feet in depth, English measure and more or less, known and

moins, connu et désigné sous le numéro quatre cent quarante de la subdivision du lot originaire deux cent soixante-onze (271-440) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent avec les constructions dessus érigées, notamment celles portant les Nos civiques 8944 et autres rue Routhier et les servitudes s'y rattachant.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le NEUVIEME jour de FEVRIER prochain à DIX heures du matin.

Un dépôt de $350 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Décary le 30 décembre 1938.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 3 janvier 1939. 81—1-2-o
[Première publication, le 7 janvier 1939]

designated under No. four hundred and forty of the subdivision of original lot two hundred and seventy-one (271-440) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent with the buildings thereon erected, especially those bearing civic Nos. 8944 and others Routhier street and the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the NINTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $350.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Decary dated the 30th December, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 3, 1939. 82—1-2
[First publication, January 7th, 1939]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Nicolet.

Canada, Province de Québec, No 977. } FERDINAND BEAUDOIN, rentier, domicilié et résidant à Gentilly, district de Nicolet, demandeur; vs WILFRID BOISVERT, ci-devant cultivateur, domicilié et résidant à Ste-Gertrude, district de Nicolet, et maintenant résidant en la cité des Trois-Rivières, district de Trois-Rivières, défendeur, à savoir:

Une terre située sur le quatrième rang de Maddington, à Ste-Gertrude, de trois arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, entre Evariste Therrien au nord-est et le treizième rang de Maddington au sud-ouest, et désignée au cadastre officiel de Ste-Gertrude, division d'enregistrement numéro un du comté de Nicolet, comme étant le tiers sud-ouest du numéro trois cent vingt (1-3 S.O. 320), avec les bâtisses dessus.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Ste-Gertrude, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER 1939, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, RAOUL DUBUC.
Nicolet, 13 décembre 1938. 5997—50-2-o
[Première publication, le 17 décembre 1938]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Nicolet.

Canada, Province of Quebec, No. 977. } FERDINAND BEAUDOIN, annuitant, domiciled and residing at Gentilly, district of Nicolet, Plaintiff; vs WILFRID BOISVERT, heretofore farmer, domiciled and residing at Ste-Gertrude, district of Nicolet, and now residing in the city of Trois-Rivières, district of Trois-Rivières, defendant, to wit:

A farm situate on the fourth range of Maddington, at Ste. Gertrude, of three arpents in width by thirty arpents in depth, more or less, between Evariste Therrien on the Northeast and the thirteenth range of Maddington on the Southwest, and described on the official cadastre of Ste. Gertrude, registration division number one of the county of Nicolet, as being the Southwest third of number three hundred and twenty (S.W. 1-3, 320), with the buildings thereon.

To be sold at the parochial church door of Ste. Gertrude, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of JANUARY, 1939, at TWO o'clock in the afternoon.

RAOUL DUBUC,
Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, December 13, 1938. 5998—50-2
[First publication, December 17th, 1938]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC, No 2700/38. } contre LES HERITIERS DE FEU GEORGES PLAMONDON, en son vivant de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

La subdivision No 2-A (deux-A) du lot No 98 (quatre-vingt-dix-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-de-Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain situé coin sud-ouest de l'avenue Bourlamaque et de la rue Saunders, mesurant 29 pieds et 6 pouces de largeur sur 80 pieds de profondeur et contenant en superficie 2360 pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise; bornée au nord-ouest par la rue Saunders, au nord-

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC, No. 2700/38. } against THE HEIRS OF THE LATE GEORGES PLAMONDON, in his lifetime of our City of Quebec, in our district of Quebec, to wit:

Subdivision No. 2-A (two-A) of lot No. 98 (ninety-eight) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-de-Québec, Banlieue, now Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate at the Southwest corner of Bourlamaque Avenue and Saunders street, measuring 29 feet and 6 inches in width by 80 feet in depth and containing a superficial area of 2,360 feet, the whole more or less, English measure; bounded on the Northwest by Saunders

est par l'avenue Bourlamaque et vers le sud-est par le lot No 98-3-A, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et toutes les servitudes actives existantes en faveur du dit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 21 décembre 1938. 6153—51-2-o
[Première publication, le 24 décembre 1938]
[Deuxième publication, le 7 janvier 1938].

street, on the Northeast by Bourlamaque Avenue and towards the Southeast by lot No. 98-3-A, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and all the active servitudes existing in favour of the said lot.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 21, 1938. 6154—51-2
[First publication, December 24th, 1938]
[Second publication, January 7, 1939]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 37525. ALPHONSE LACHANCE, fermier, de la paroisse de Sainte-Agathe de Lotbinière; contre DAME AIME PROVENCHER, veuve de Aimé Provencher, ménagère de la Paroisse de Saint-Octave de Dosquet.

Le demi lot nord-est du lot No 1, (numéro 1) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Octave de Dosquet, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé rang 4 de Nelson, avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise paroissiae de Saint-Octave de Dosquet, comté de Lotbinière, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 21 décembre 1938. 6155—51-2-o
[Première publication, le 24 décembre 1938]
[Deuxième publication, le 7 janvier 1938]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 37525. ALPHONSE LACHANCE, farmer, of the parish of Sainte Agathe de Lotbinière; against DAME AIME PROVENCHER, widow of Aimé Provencher, housekeeper, of the Parish of Saint Octave de Dosquet.

The northeast half lot of lot No. 1 (number one) of the official cadastre for the parish of Saint Octave de Dosquet, County of Lotbinière, being a lot of land situate in range 4, of Nelson, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Octave de Dosquet, County of Lotbinière, on the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 21, 1938. 6156—51-2
[First publication, December 24th, 1938]
[Second publication, January 7th, 1938]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières No 4958. DAME MARIE-ANNE DOUCET, de la cité de Montréal, veuve non remariée de feu Victor Bellemare, en son vivant menuisier, du même lieu, demanderesse; vs FREDDY *alias* ALFRED TREPANIER, cultivateur, dans la paroisse de Saint-Adelphe, dans le district des Trois-Rivières, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Adelphe, dans le rang Saint-Joseph, connue et désignée comme étant le numéro soixante-deux de la subdivision du numéro sept cent cinquante-trois (753-62) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Stanislas, avec les bâtisses dessus construites.

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Adelphe, dans le rang Saint-Joseph, connue et désignée, comme étant partie du numéro soixante-six de la subdivision du numéro sept cent cinquante-trois (753-66p) aux plan et livre de renvoi susdits, contenant un arpent et demi de largeur sur environ vingt-neuf arpents de profondeur, bornée au sud-est au troisième rang Saint-Adelphe, au nord-ouest au rang Saint-Pie, du côté nord-est à M. F.-X. Cossette ou représentants et du côté sud-ouest à Eugène Cossette ou représentants.

TROIS-RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, No. 4958. DAME MARIE-ANNE DOUCET, of the city of Montreal, unremarried widow of the late Victor Bellemare, in his lifetime joiner, of the same place, plaintiff; vs FREDDY *alias* ALFRED TREPANIER, farmer, of the parish of Saint Adelphe, in the district of Trois-Rivières, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovables, to wit:

1. A farm situate in the parish of Saint Adelphe, in the Saint Joseph range, known and designated as being number sixty two of the subdivision of number seven hundred and fifty three (753-62) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Stanislas—with the buildings thereon erected.

2. A farm situate in the parish of Saint Adelphe, in the Saint Joseph range, known and designated as being part of number sixty six of the subdivision of number seven hundred and fifty three (753-Pt. 66) of the aforesaid official plan and book of reference, measuring one arpent and one half in width by about twenty nine arpents in depth, bounded on the southeast by the third range of Saint Adelphe, on the northwest by the Saint Pie range, on the northeast side by Mr. F. X. Cossette or representatives and on the southwest side by Eugène Cossette or representatives.

Lesdits deux lots sujets aux réserves en faveur de Price Brothers & Company Limited, suivant leurs titres respectifs enregistrés.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphe, le SEPTIEME jour de FEVRIER, mil neuf cent trente-neuf, à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, 30 décembre 1938. 83—1-2-o
[Première publication, le 7 janvier 1939]

The said two lots subject to reserves in favour of Price Brothers & Company Limited, according to their respective registered titles.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adelphe, on the SEVENTH day of FEBRUARY, one thousand nine hundred and thirty nine, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, December 30, 1938. 84—1-2
[First publication, January 7th, 1939]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 5262. ELISEE MONTPLAISIR, mesureur de bois de la paroisse de Sainte-Marthe du Cap de la Madeleine, demandeur; vs STEPHEN SIMARD, des cité et district des Trois-Rivières, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement situé dans la cité des Trois-Rivières, sur la rue Richard, étant le lot de subdivision numéro dix-huit de la subdivision officielle du lot numéro onze cent trente (1130-18) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances; avec cette partie de la ruelle en arrière dudit emplacement avec ceux y ayant droit, la dite ruelle étant connue sous le numéro onze de la dite subdivision officielle dudit lot numéro onze cent trente dudit cadastre, à la charge de l'entretenir avec ceux y ayant droit et la tenir libre en tout temps.

Pour être vendu au bureau du Shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le HUITIEME jour de FEVRIER, mil neuf cent trente-neuf, à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, 29 décembre 1938. 85—1-2-o
[Première publication, le 7 janvier 1939]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, No. 5262. ELISEE MONTPLAISIR, scaler, of the parish of Sainte Marthe du Cap de la Madeleine, plaintiff; vs STEPHEN SIMARD, of the city and district of Trois-Rivières, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

An emplacement situate in the city of Trois-Rivières, on Richard Street, being subdivision lot number eighteen of the official subdivision of lot number eleven hundred and thirty (1130-18) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières—with a house thereon erected, circumstances and dependencies; with that part of the lane in rear of the said emplacement in common with those having a right thereto, the said lane being known under number eleven of the said official subdivision of said lot number eleven hundred and thirty of said cadastre, subject to charges of maintenance with those having a right to the same and to keep it open at all times.

To be sold at the Sheriff's office, in the Court House, in the City of Trois-Rivières, on the EIGHTH day of FEBRUARY, one thousand nine hundred and thirty nine, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, December 29, 1938. 86—2-1
[First publication, January 7th, 1938]

Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS

Avis est par le présent donné que la "Société Recréative et Educationnelle de la Jeunesse" a obtenu le permis et est enregistrée comme société charitable conformément aux dispositions de la Loi des assurances de Québec, l'autorisant au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, à contribuer au bien-être de l'enfance en lui procurant les moyens de séjourner à la campagne, de pratiquer le sport et toutes autres opérations contribuant au dit bien-être de la jeunesse et, à cette fin, organiser, maintenir ou ériger un ou des camps dans la province de Québec, et pour fins d'autres objets.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances, ce trentième jour de décembre 1938.

Le Surintendant des assurances,
GEORGES LAFRANCE,
91—1-2-o Pour le Trésorier de la Province.

Insurances

NOTICE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the "Société Recréative et Educationnelle de la Jeunesse" has been licensed and registered as a charitable association in virtue of the provisions of the Quebec Insurance Act for the purposes of: by means of voluntary subscriptions and contributions or donations from its members or the public, to contribute to the welfare of children by procuring the means for them to sejourn in the country, to practice sports and other pastime contributive to the said welfare of youth and for this end to organize, maintain or erect one or more camps in the Province of Quebec and for other analogous ends.

Given pursuant to the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act, this thirtieth day of December 1938.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
92—1-2-o For the Treasurer of the Province.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 1

ANNONCEURS:—AVIS AUX— 1

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—

Concernant l'Ordonnance No 18 67

ASSURANCES:—

Jersey Insurance Company of New York .. 68
Société Récréative et Educationnelle de la Jeunesse 95

AVIS DIVERS:—

Booth's Distilleries (Canada) Limited 68
Mills Limited 68

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Bills privés 69

BUREAU-CHEF:—

Maritime Cadillac Gold Mines (Quebec) Ltd 69

CHARTE—ABANDON DE:—

Noorduyn Aircraft Limited 69

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Gourock Ropes & Canvas Limited 70

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:—

Association des Architectes de la province de Québec 71
Association des Chiropraticiens de la province de Québec 78
Association des Commerçants Licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal. 73
Cap-de-la-Madeleine, cité de *et al* 70
Compagnie Equitable d'assurance contre le feu 80
Dominion Hebrew Sick Benefit Association. 81
Guillemette, Marie 72
Hôpital Notre-Dame 80
Hôpital Ste-Jeanne d'Arc 73
Jacques, Arthur-M. *et al* 77
Jonquière, ville de *et al* 75
Lachine, cité de 74
Montréal, cité de 76
Montréal, Commission des Ecoles Catholiques 73
Plage Laval, ville de 74
Pointe-au-Pic, Commissaires d'écoles du village 72
Protestant Infants' Home of Montreal 79
Québec, cité de 81
Roy, Georges-Albert 72
Saint-Jean, cité de 70
Saint-Pierre-aux-Liens, commissaires d'écoles 72
Salaberry de Valleyfield, cité de 78
Silver, Paul Herbert *et al* 71
Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe 79
Succession Hon. Charles Wilson 76
Succession O.-S. Perrault 75
Succession Victor Beaudry 77
Trois-Rivières, cité de 80

Index of the Quebec Official Gazette, No. 1

ADVERTISERS:—NOTICE TO— 1

ORDER-IN-COUNCIL:—

Respecting Ordinance No. 18 67

INSURANCES:—

Jersey Insurance Company of New York .. 68
Société Récréative et Educationnelle de la Jeunesse 95

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Booth's Distilleries (Canada) Limited 68
Mills Limited 68

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Private Bills 69

CHIEF-OFFICE:—

Maritime Cadillac Gold Mines (Quebec) Ltd 69

CHARTER—SURRENDER OF:—

Noorduyn Aircraft Limited 69

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:—

Gourock Ropes & Canvas Limited 70

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

Province of Quebec Association of Architects 71
Chiroprators Association of the Province of Quebec 78
Association des Commerçants Licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal. 73
Cap-de-la-Madeleine, city of *et al* 70
Equitable Fire Insurance Company 80
Dominion Hebrew Sick Benefit Association. 81
Guillemette, Marie 72
Notre Dame Hospital 80
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc 73
Jacques, Arthur-M. *et al* 77
Jonquière, town of *et al* 75
Lachine, city of 74
Montreal city of 76
Montreal, Catholic School Commission ... 73
Plage Laval, town of 74
Pointe-au-Pic, School Commissioners of the village 72
Protestant Infants' Home of Montreal 79
Quebec, city of 81
Roy, Georges-Albert 72
Saint-Jean, city of 70
Saint-Pierre-aux-Liens, school Commissioners 72
Salaberry de Valleyfield, city of 78
Silver, Paul Herbert *et al* 71
Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe 79
Estate of Hon. Charles Wilson 76
Estate of O. S. Perrault 75
Estate of Victor Beaudry 77
Trois-Rivières, city of 80

Verdun, cité de 82
Verdun, Commission des Ecoles Catholiques 74
Victoriaville, ville de 83

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

St-Gabriel-est, munic. scolaire 83

EXAMENS DU BARREAU:—

Arthabaska: pratique du droit 84
Bas Saint-Laurent: étude du droit 84
Bas Saint-Laurent: pratique du droit 84
Bas Saint-Laurent: étude du droit 85
Montréal: étude du droit 83
Montréal: pratique du droit 85
Québec: étude du droit 85
Québec: pratique du droit 84

LETTRES PATENTES:—

Amsel & Amsel Inc. 2
Armand F. Lamarre Ltée 4
Auto Parts & Ignition Limited 6
Border-Cadillac Mines (Quebec), Limited. 8
Dansereau-Gaucher Accessoires d'Autos Ltée 9
Harvard Clothes Limited 10
Hershbain Brothers Limited 11
Italo-Canadian United Political Club 13
J. L. Cliche Automobile Limitée 14
L'Auberge du Coteau (corporation) 16
Léonie Dagenais "Incorporé" 17
Les Produits de Joliette Ltée—The Joliette Products Ltd 18
Mab, Limitée (Limited) 54
Magasin du Nord (Limitée) 56
Œuvre des Terrains de Jeux des Trois-Rivières 58
Paul Service Stores (Canada) Ltd 20
Paul Service Stores (Centre) Ltd. 24
Paul Service Stores (East) Ltd 28
Paul Service Stores (Montreal) Ltd 33
Paul Service Stores (North) Ltd 37
Paul Service Stores (Quebec) Ltd 41
Paul Service Stores (South) Ltd 45
Paul Service Stores (West) Ltd 49
Plantations Laval Plantations "Limitée—Limited" 58
Salon Marguerite Inc. 61
Standard Vox Incorporated 63

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Cassidy & Maillard Limitée 64
L'Association des Camionneurs de Lait de la Province de Québec Inc.—The Milk Carriers Association of the Province of Quebec Inc. 65
Neva-Wet Corporation of Canada 65

LIQUIDATION, AVIS DE:—

Three Rivers Traction Company 86

MINUTES DE NOTAIRES:—

Roy, Yves 86

PROCLAMATION:—

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires 67

VENTE POUR TAXES:—

Trois-Rivières, cité de 86

Verdun, city of 82
Verdun, Catholic School Commission 74
Victoriaville, town of 83

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

St-Gabriel-East, school munic. 83

BAR EXAMINATIONS:—

Arthabaska: practice of the law 84
Lower Saint Lawrence: study of the law 84
Lower Saint Lawrence: practice of the law. 84
Lower Saint Lawrence: study of the law 85
Montreal: study of the law 83
Montreal: practice of the law 85
Quebec: study of the law 85
Quebec: practice of the law 84

LETTERS PATENT:—

Amsel & Amsel Inc. 2
Armand F. Lamarre Ltée 4
Auto Parts & Ignition Limited 6
Border-Cadillac Mines (Quebec), Limited. 8
Dansereau-Gaucher Accessoires d'Autos Ltée 9
Harvard Clothes Limited 10
Hershbain Brothers Limited 11
Italo-Canadian United Political Club 13
J. L. Cliche Automobile Limitée 14
L'Auberge du Coteau (corporation) 16
Léonie Dagenais "Incorporé" 17
Les Produits de Joliette Ltée—The Joliette Products Ltd 18
Mab, Limitée (Limited) 54
Magasin du Nord (Limitée) 56
Œuvre des Terrains de Jeux des Trois-Rivières 58
Paul Service Stores (Canada) Ltd 20
Paul Service Stores (Centre) Ltd. 24
Paul Service Stores (East) Ltd 28
Paul Service Stores (Montreal) Ltd 33
Paul Service Stores (North) Ltd 37
Paul Service Stores (Quebec) Ltd 41
Paul Service Stores (South) Ltd 45
Paul Service Stores (West) Ltd 49
Plantations Laval Plantations "Limitée—Limited" 58
Salon Marguerite Inc. 61
Standard Vox Incorporated 63

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Cassidy & Maillard Limitée 64
L'Association des Camionneurs de Lait de la Province de Québec Inc.—The Milk Carriers Association of the Province of Quebec Inc. 65
Neva-Wet Corporation of Canada 65

WINDING UP NOTICE:—

Three Rivers Traction Company 86

NOTARIAL MINUTES:—

Roy, Yves 86

PROCLAMATION:—

Convocation of the Legislature for the dispatch of business 67

SALE FOR TAXES:—

Trois-Rivières, city of 86

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

BEAUHARNOIS:—

Bouvier vs Stacey 87

JOLIETTE:—

Riopel vs Catara 87

KAMOURASKA:—

Bérubé vs Ouellet *et vir* 88

MONTCALM:—

Mulligan vs Donohue 88

MONTRÉAL:—

Beaudoin vs Corriveau 92
Guardian Inc. vs Mackay 92
La Banque Provinciale du Canada vs La Société d'Administration et de Fiducie .. 88
Omer DeSerres Ltée vs Martin *et vir* 90
The Imperial Life Ass. Co. of Canada vs Crown Trust Co. *et al* 91

NICOLET:—

Beaudoin vs Boisvert 93

QUÉBEC:—

Cité de Québec vs Héritiers Georges Plamondon 93
Lachance vs Provencher 94

TROIS-RIVIÈRES:—

Doucet vs Trépanier 94
Montplaisir vs Simard 95

SHERIFFS' SALES:—

BEAUHARNOIS:—

Bouvier vs Stacey 87

JOLIETTE:—

Riopel vs Catara 87

KAMOURASKA:—

Bérubé vs Ouellet *et vir* 88

MONTCALM:—

Mulligan vs Donohue 88

MONTREAL:—

Beaudoin vs Corriveau 92
Guardian Inc. vs Mackay 92
La Banque Provinciale du Canada vs La Société d'Administration et de Fiducie .. 88
Omer DeSerres Ltée vs Martin *et vir* 90
The Imperial Life Ass. Co. of Canada vs Crown Trust Co. *et al* 91

NICOLET:—

Beaudoin vs Boisvert 93

QUEBEC:—

City of Quebec vs Heirs of Georges Plamondon 93
Lachance vs Provencher 94

TROIS-RIVIÈRES:—

Doucet vs Trépanier 94
Montplaisir vs Simard 95

QUÉBEC:—Imprimé par REDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.